3,60€ mardi 17 septembre 2024 LE FIGARO - N° 24 903 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement Première édition

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

**STYLE**
ZOOM SUR LES SACS LES PLUS DÉSIRABLES DE LA RENTRÉE PAGES 28 ET 29

Jane Birkin et son sac Birkin d'Hermès.

**FRANÇOIS LENGLET**
« SOUS LA PRÉSIDENCE MACRON, LES FINANCES PUBLIQUES, C'EST COMME LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY » PAGE 16



# Sous la pression de Bruxelles, Macron lâche Thierry Breton

**La volte-face du président envers le commissaire français serait le fruit d'un marchandage avec la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Stéphane Séjourné en sera le bénéficiaire.**

Emmanuel Macron s'est dédit deux fois d'affilée sur l'Europe. D'abord réticent à un second mandat de la présidente allemande de la Commission, Ursula von der Leyen (VDL), il s'y est finalement rallié, affaibli politiquement par la dissolution en France. Puis, en juin et juillet, il a renouvelé à deux reprises sa confiance au commissaire français sortant, Thierry Breton, en charge du Marché intérieur - un portefeuille allant du numérique à la défense et à l'espace. Ces derniers jours, cependant, il a cédé aux sirènes de VDL, qui lui aurait fait miroiter un poste de vice-président de la Commission pour la France, en échange de l'éviction de Breton. Lâché, l'ancien ministre de l'Économie, qui dirigea Bull, Thomson, France Télécom et Atos, a démissionné lundi avec effet immédiat. Pour lui succéder, le président a choisi son ministre des Affaires étrangères démissionnaire, Stéphane Séjourné, élu européen depuis 2019.

→ ENTRE LE POIDS LOURD DE LA COMMISSION ET LA « REINE DE L'EUROPE », CHRONIQUE D'UNE RIVALITÉ DEVENUE DÉTESTATION
→ AVEC SÉJOURNÉ, MACRON RECASE UN HOMME LIGE À BRUXELLES PAGES 2, 3, 17 ET L'ÉDITORIAL

## Cible d'une nouvelle tentative d'assassinat, Trump dénonce la « rhétorique » des démocrates

KYLE MAZZA / SOPA IMAGES / SIPA USA VIA REUTERS CONNECT

Après avoir échappé de peu à la mort en juillet, le candidat républicain a été visé dimanche soir sur un golf de Floride par une deuxième tentative d'assassinat. La violence menace de faire basculer la campagne dans l'inconnu. PAGE 6

## En deux ans, Elon Musk a fait fondre la valeur du réseau social X

Racheté par l'homme d'affaires américain en octobre 2022 pour 44 milliards de dollars avec pour ambition d'*« essayer d'aider l'humanité »*, Twitter, rebaptisé X, est en petite forme. Financé à 90 % par la publicité, le réseau social fait face à une défiance des annonceurs, qui craignent de voir leur image associée à celle de la plateforme, accusée de négligence dans sa lutte contre la désinformation. Les prises de position de plus en plus provocantes d'Elon Musk n'arrangent pas les choses. PAGES 20 ET 21

**ÉDITORIAL** par Philippe Gélie

## *Aux ordres de Bruxelles*

Le sabordage entrepris par Emmanuel Macron avec la dissolution de l'Assemblée nationale en juin se prolonge aujourd'hui à Bruxelles. Cédant au chantage de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (VDL), il désavoue le commissaire français Thierry Breton, qu'il avait pourtant officiellement reconduit fin juillet. Remplaçant les angles aigus de l'ancien capitaine d'industrie par les arrondis de son actuel ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, il s'incline surtout devant l'autoritarisme de l'Allemande et l'allergie qu'elle professe envers l'activiste français.

Ce n'est pas un mystère que ces deux-là ne pouvaient se souffrir. Thierry Breton était allé jusqu'à critiquer publiquement la candidature de sa « boss » à un second mandat, affirmant qu'elle était *« en minorité »* dans son propre parti, le PPE conservateur. Il s'était aussi fait taper sur les doigts en août dernier en mettant, de sa propre initiative, Elon Musk en demeure de respecter les règles de modération européennes sur son réseau X, à l'occasion d'un entretien avec Donald Trump.

Cela peut arriver lorsqu'on donne des responsabilités politiques à un homme d'action. Thierry Breton a certainement froissé beaucoup d'ego, le sien n'étant pas le moins chatouilleux. Mais il a fait bouger le pachyderme communautaire sur de multiples enjeux stratégiques - le numérique, les télécoms, la défense, le nucléaire, l'espace. L'UE, nourrie au biberon du plus petit dénominateur commun, n'était guère habituée.

On ne va pas faire de procès d'intention à Stéphane Séjourné, qui saura peut-être, lui aussi, tenir tête à la Kommissionsleiterin. Mais son parachutage à Bruxelles donne la fâcheuse impression que le président en perdition cherche à recaser ses proches. Après s'être fait prier pour reconduire VDL, Emmanuel Macron se plie à ses ordres, l'aide à régler ses comptes et encourage son dirigisme. C'est peu dire que l'épisode ternit le prestige de la France. Voilà le champion de « l'autonomie stratégique » du continent ouvertement traité à Bruxelles comme un « petit » pays, d'autant moins respectable qu'il ne tient pas ses engagements budgétaires. L'Allemagne peut s'en passer pour gouverner l'Europe. ■

> La France traitée comme un « petit » pays

**FIGARO OUI FIGARO NON**

**Réponses à la question de lundi :**
Souhaitez-vous une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale en juin prochain ?

| OUI | NON |
|---|---|
| 45 % | 55 % |

VOTANTS : 112 246

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**
Approuvez-vous la décision d'Ursula von der Leyen d'écarter Thierry Breton de la Commission européenne ?

ILLUSTRATION : FABIEN CLAIREFOND - JUN SATO/WIREIMAGE VIA GETTY IMAGES



AND : 4,50 € - BEL : 3,70 € - CH : 4,60 CHF - D : 4,20 € - ESP : 4,30 € - GR : 3,70 € - LUX : 3,70 € - MAR : 37 DH - MTQ/GLP : 4,30 € - REU : 4,70 € - TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

M 00108 - 917 - F: 3,60 €

**Anne Rovan**
Correspondante à Bruxelles

Désigné par Emmanuel Macron, le commissaire français sortant a annoncé sa démission, dénonçant la «gouvernance douteuse» de la présidente. Stéphane Séjourné devrait le remplacer.

C'est un cataclysme à Bruxelles, en Europe et au Parlement de Strasbourg, où Ursula von der Leyen doit présenter ce mardi l'organisation de sa future équipe. Thierry Breton, le commissaire du deuxième pays de l'UE et poids européen qu'est la France, formellement désigné fin juillet par Emmanuel Macron pour effectuer un second mandat à Bruxelles, a claqué lundi matin la porte de la Commission européenne. Un choix net puisqu'il s'agit, selon ses mots, d'*«une démission à effet immédiat»*.

Il donne d'ailleurs les raisons de son retrait dans la lettre au vitriol envoyée pour l'occasion à la présidente de la Commission et qu'il a lui-même postée sur X. *«Il y a quelques jours, dans la toute dernière ligne droite des négociations sur la composition du futur Collège, vous avez demandé à la France de retirer mon nom – pour des raisons personnelles que vous n'avez en aucun cas évoquées directement avec moi»*, déplore-t-il, avant de vanter *«l'honneur qui fut le sien»* de *«faire progresser le bien commun européen»*. *«À la lumière de ces derniers développements – un autre témoignage d'une gouvernance douteuse – je dois conclure que je ne peux plus exercer mes fonctions au sein du Collège»*, assène l'ex-ministre.

La sortie de Thierry Breton est aussi tonitruante qu'avait été son entrée en 2019 sur la scène européenne quand, alors patron d'Atos, il fut désigné comme le «plan B» de Paris après le rejet par le Parlement européen de la Modem Sylvie Goulard. Cette fois, c'est l'actuel ministre des Affaires étrangères et ex-président du groupe Renew au Parlement européen, Stéphane Séjourné, qui fait office de «plan B». En nommant ce fidèle parmi les fidèles, estampillé Renaissance contrairement à Thierry Breton, qui ne l'était pas, le président adresse aussi un message au premier ministre et ancien commissaire européen Michel Barnier, selon lequel les questions européennes restent la chasse gardée de la présidence.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au côté deThierry Breton, commissaire français en charge du Marché intérieur, à Bruxelles, en

# Commission européenne : Ursula von contraint Paris à «débrancher» Thierry

La décision de changer le commissaire français aurait formellement été prise vendredi soir, au terme de plusieurs semaines de discussions entre Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen. Des échanges qui ne portaient pas sur le candidat Thierry Breton mais sur le portefeuille du commissaire de la France, répétait-on dans l'entourage du président. *«Depuis la présidence française du Conseil de l'UE en 2022 et son deuxième discours de la Sorbonne en avril 2024, le président de la République a toujours défendu l'obtention pour la France d'un portefeuille clé de commissaire européen, centré sur les enjeux de souveraineté industrielle, technologique et de compétitivité européenne. C'est le sens de l'ensemble des contacts qu'il a eus avec la présidente de la Commission européenne depuis son élection par le Parlement européen»*, peut-on lire dans le communiqué de l'Élysée annoncé.

## «Un Versailles plus»

Selon plusieurs sources, la France aurait eu un gain de cause, obtenant une vice-présidence de la Commission dédiée à la *«prospérité et à la compétitivité»*, couvrant quatre domaines : recherche et innovation, commerce, affaires économiques et monétaires, services financiers et union des marchés de capitaux… Et assortis des leviers financiers de l'UE, considérés comme le nerf de la guerre. À l'Élysée, ce portefeuille, s'il est effectivement confirmé par «VDL» ce mardi, est considéré comme *«un Versailles plus»*, en référence au sommet qui s'était tenu sous présidence française de l'UE.

Emmanuel Macron s'est-il fait tordre le bras par Ursula von der Leyen ? Cette dernière aurait en tout cas parfaitement joué sa partition. Selon plusieurs sources, les questions autour du commissaire actuel et de la difficulté à travailler avec lui n'auraient été abordées que la semaine dernière. Et les échanges acides entre le Thierry Breton et Elon Musk au beau milieu du mois d'août n'auraient fait qu'aggraver le cas du commissaire français en place.

Au-delà de l'épisode français, Ursula von der Leyen est loin d'en avoir terminé avec sa future Commission qu'elle présentera donc mardi, en détaillant les portefeuilles revenant aux États membres. Le Parlement européen aura le dernier mot. D'abord lors des auditions des candidats en commission. Puis lors

## Entre la «reine de l'Europe» et son rival français, chronique d'une rivalité devenue

C'est un de ces moments qui ne peut passer inaperçu. Ce 18 juillet 2024, le Parlement de Strasbourg a fait le plein. Les eurodéputés nouvellement élus viennent de s'installer. Il leur faut maintenant donner leur feu vert à Ursula von der Leyen, la candidate du PPE à un second mandat de cinq ans à la tête de la Commission. L'ex-ministre allemande de la Défense, en campagne depuis des mois, doit obtenir la majorité. Et ce n'est pas gagné, alors que le poids de l'extrême droite dans l'hémicycle s'est accru et que certains soutiens ne sont pas acquis.

La campagne a été rude. Beaucoup voudraient la voir trébucher, y compris un certain Thierry Breton. Elle ne semble pas savoir à quoi s'en tenir lorsqu'elle prend place dans l'hémicycle pour entendre le résultat des votes. Quand il tombe – elle est élue sans triomphe –, une longue queue se forme devant la présidente élue. On la congratule, on l'embrasse comme du bon pain, on lui offre des fleurs. D'abord les dirigeants du PPE, la famille politique à laquelle elle appartient, avec lesquels les relations ne sont pas toujours au beau fixe. Puis les chefs de file et les eurodéputés des autres groupes parlementaires, notamment les sociaux-démocrates et les Verts, avec qui la présidente s'entend si bien. Et, bien sûr, les commissaires européens appelés eux aussi à être renouvelés dans quelques mois.

«VDL», celle que le site *Politico* a baptisée *«la reine de l'Europe»*, est aux anges. Le commissaire français Thierry Breton, d'ores et déjà reconduit par Emmanuel Macron, n'a guère d'autre choix que de faire comme tous ses collègues. Il embrasse donc à son tour la présidente élue, comme s'il devait faire allégeance.



Son avenir à la Commission dépend de celle qui, à défaut d'avoir la main sur les candidats aux postes de commissaires, qui sont proposés par les États membres, distribue les portefeuilles. *«Vous avez vu que Breton est aussi venu la féliciter ?»*, répètent en boucle nombre d'observateurs. Ce rare moment de concorde n'échappe à personne tant les relations ont été exécrables entre ces deux-là au cours des cinq dernières années.

Coups tordus, critiques publiques, savonnages de planche en privé… *«Je ne sais pas exactement pourquoi ça a commencé. Mais c'était en 2021, quand Thierry Breton a été désigné pour battre le rappel auprès des industriels sur les vaccins qui n'arrivaient pas en Europe»*, croit savoir une source européenne. *«Je pense*, confie une autre, *qu'il n'y a pas vraiment de raison particulière. C'est une question de caractère.»* De fait, ils n'étaient pas faits pour s'entendre. Pour ainsi dire incompatibles. C'est aussi simple que cela.

«VDL», à la tête d'une des institutions les plus puissantes du monde, est une présidente solitaire. Elle ne veut voir aucune tête dépasser dans le collège des commissaires. Elle travaille en cercle restreint, avec une poignée de collaborateurs triés sur le volet, et ne rencontre que très rarement les membres de son collège. Elle veut attirer la lumière sur elle dans les moments phares de l'institution, mais s'éclipse quand celle-ci est dans la tempête, poussant alors en première ligne ses commissaires. Rien à voir avec la manière dont fonctionnait son prédécesseur Jean-Claude Juncker, assurément plus collégial et plus proche de son équipe.

**« Je pense qu'il n'y a pas vraiment de raison particulière. C'est une question de caractère »**
**Une source européenne**

*« Vous ne pouvez pas vous imaginer comment elle est»*, soupirait voilà quelques années une commissaire à propos de von der Leyen. Beaucoup s'étaient fait une raison. Quelques-uns râlaient, notamment l'Espagnol Josep Borrell, le haut représentant de l'UE. Thierry Breton, de son côté, ne s'est jamais résolu à être traité de cette façon, créant même un petit club des commissaires anti-VDL avec lequel il dînait régulièrement. Il n'était pas question pour lui de ne pas exister. Lorsqu'il était à Bercy en charge des Finances, il se chipotait déjà avec Jean-François Copé, alors ministre du Budget, sur le dossier de la retenue à la source ou de la déclaration préremplie pour savoir qui avait la main et qui ferait les annonces.

Contrairement à tant d'autres commissaires européens un peu pâlots, il entendait occuper le terrain tant face à la Danoise Margrethe Vestager, placée au-dessus, que vis-à-vis de la présidente. D'autant qu'il avait un portefeuille conséquent (Marché intérieur, Industrie et Défense), avec de surcroît la main sur les puissantes directions générales, ces vigies qui offrent aux commissaires dont elles dépendent un précieux soutien dans l'analyse préalable des dossiers ou qui les alertent quand un problème apparaît en Europe.

Son bilan est impressionnant. Il a mis sur les rails les législations sur la Big Tech, jusqu'à tenir tête à la libérale Margrethe Vestager et à Elon Musk, a permis à l'Europe d'avoir les vaccins contre le Covid en mettant la pression sur les groupes pharmaceutiques et sur leurs fournisseurs, il a stimulé les industries de défense, lancé la constellation satellitaire Iris 2, a défendu bec et ongles l'énergie nucléaire, etc. L'homme a aussi le sens de la communication. Il a l'art d'occuper le terrain quand tout le monde est en vacances et Bruxelles endormie. En témoignent ses mises en garde au patron de X en plein mois d'août, dont la Commission s'est ensuite totalement désolidarisée.

Au fil du temps, une sorte de rivalité était née entre lui et «VDL», quoique cette dernière se soit toujours employée à ce pas entrer dans ce jeu. De fil en

2022. EU/CHRISTOPHE LICOPPE

# der Leyen Breton

du vote en plénière sur l'ensemble du collège. Or, à ce stade, l'affaire n'est pas bien engagée. Les sociaux-démocrates ont d'ores et déjà fait connaître leurs points durs, notamment sur l'absence de parité et le recul par rapport à 2019. Avec les libéraux de Renew, les Verts et la GUE, ils s'opposeront à la nomination de l'Italien Raffaele Fitto, actuel ministre des Affaires européennes et du Plan de relance, membre des Frères d'Italie, à un poste de vice-président exécutif. La future Commission, qui devait s'installer le 1er novembre, prendra ses quartiers en décembre. Au mieux. ■

# détestation

aiguille, fort de ses succès, le commissaire s'est imaginé au poste de « VDL », répétant à l'envi qu'il avait construit sa carrière en étant toujours « le plan B ». Jusqu'à oublier qu'il visait déjà lui-même un poste de commissaire au printemps 2019, bien avant qu'Emmanuel Macron ne désigne Sylvie Goulard qui sera ensuite écartée. Quant à « VDL », elle ne pouvait ignorer que le Français n'avait pas peur de grand-chose – surtout pas de la déstabiliser.

Thierry Breton a ainsi fait partie, avec son équipe, des agitateurs lors de la nomination controversée de l'Américaine Fiona Scott Morton à un poste clé de l'administration de la Commission, celui de chef économiste de la Direction générale de la concurrence. À mesure que la présidente sortante s'approchait de sa déclaration de candidature en vue d'un second mandat, les critiques du commissaire se sont amplifiées. Son entourage a multiplié les tweets visant explicitement la présidente de l'institution.

Le Français a ainsi publiquement mis en cause l'éthique de la présidente après la nomination, fin janvier, d'un émissaire chargé des PME. Le poste a été attribué à l'eurodéputé allemand du PPE Markus Pieper, quelques semaines avant un congrès à Bucarest début mars, lors duquel ce parti européen de centre droit a apporté son soutien à un second mandat de la présidente sortante. La polémique a abouti à un vote de défiance du Parlement européen contre Mme von der Leyen, en pleine campagne pour les élections européennes de juin, et finalement au retrait du candidat allemand.

Thierry Breton a aussi étrillé sur X le score obtenu par « VDL » lors de ce congrès qui, il est vrai, n'était pas fameux, alors qu'il s'agissait d'un vote au sein de sa propre famille politique. *« Malgré ses qualités, Ursula von der Leyen est mise en minorité par son propre parti. La vraie question est désormais : "Est-il possible de (re) confier la gestion de l'Europe au PPE pour 5 ans de plus, soit 25 ans d'affilée ?" Le PPE lui-même ne semble pas croire en sa candidate. »* Le commissaire français enfonçait le clou, quelques jours plus tard dans une interview au *Figaro*. *« Je n'ai fait que constater que le 7 mars, Ursula von der Leyen avait été désignée tête de liste des conservateurs du Parti populaire européen (PPE) pour mener campagne, sans rassembler une majorité de son parti. »* Selon nombre d'interlocuteurs, ces deux prises de position ont marqué le point de rupture. Mais « VDL », fidèle à sa manière de faire, s'est bien gardée cette fois-là encore d'entrer en confrontation. Se plaçant délibérément au-dessus du commissaire français et de son collège. ■ **A. R. (À BRUXELLES)**

» Lire aussi PAGE 17

# Avec Séjourné, Macron recase un homme lige à Bruxelles

**Louis Hausalter**

Le 9 juillet dernier, au surlendemain des législatives anticipées où Emmanuel Macron a « perdu » toute majorité à l'Assemblée nationale, Stéphane Séjourné passe un sale quart d'heure dans les jardins de Matignon. Alors que le premier ministre sortant, Gabriel Attal – avec qui il a été pacsé dans le passé –, a réuni les parlementaires de son camp, des rescapés du scrutin post-dissolution nourrissent une rancœur contre le ministre des Affaires étrangères, qui est aussi le patron du parti présidentiel Renaissance. Non seulement ce dernier n'a pas financé les campagnes des députés qui ont dû soudainement retourner dans l'arène, mais il s'est réservé l'une des plus confortables circonscriptions, à Boulogne-Billancourt, cossue banlieue des Hauts-de-Seine. Plusieurs députés lui adressent des reproches, parfois violemment. D'autres lui suggèrent des pistes d'amélioration pour un parti aux abonnés absents. Séjourné accuse le coup. *« Il a craqué »*, raconte un témoin.

Deux mois plus tard, voici l'homme de 39 ans remis en selle, lui qu'un poste en or attend à Bruxelles – sous réserve d'approbation du Parlement européen. Grâce, une nouvelle fois, à sa grande proximité avec Emmanuel Macron. Lundi, à la suite de la démission spectaculaire de Thierry Breton, pourtant fléché pour rempiler comme commissaire français, le chef de l'État a rapidement officialisé le choix de proposer Stéphane Séjourné pour lui succéder. Son périmètre reste à déterminer, alors que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, est censée présenter son équipe cette semaine, mais l'Élysée vise *« un portefeuille-clé, centré sur les enjeux de souveraineté industrielle, technologique et de compétitivité européenne »*, avec un statut de vice-président. *« Un méga poste »*, souligne un proche de Stéphane Séjourné, fier de voir cet ancien syndicaliste étudiant de l'Unef poursuivre son ascension express depuis qu'il s'est mis au service d'Emmanuel Macron, il y a dix ans.

## Expérience européenne

Mais en échange de ces attributions, Emmanuel Macron a-t-il cédé aux injonctions d'Ursula von der Leyen, qui entretient une détestation réciproque pour Thierry Breton ? Ce dernier affirme en tout cas dans sa lettre de démission que l'Allemande a réclamé sa tête au chef de l'État. *« Cette décision est hallucinante. Que von der Leyen obtienne d'un président de la République de retirer la candidature de celui qu'il a nommé, c'est irréel »*, s'étouffe un eurodéputé français en vue, inquiet d'une perte d'influence de Paris face à Berlin. Dans le camp Macron, on préfère raconter que le chef de l'État a eu toute latitude de lâcher Breton

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

**Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, s'envole, le 8 mars 2024, pour Vilnius (Lituanie) pour rencontrer ses homologues européens.**

pour lui préférer Séjourné. *« Vu son poids en Europe et l'agenda politique de la Commission, la France envoie qui elle veut comme commissaire,* assène un conseiller bien introduit dans les cercles bruxellois. *Von der Leyen n'a pas la capacité de retoquer un nom, d'autant qu'elle doit son poste à Macron. »*

On s'emploie aussi, en macronie, à rappeler l'expérience européenne de Stéphane Séjourné. *« Il est proche du président, ministre des Affaires étrangères et ancien président du groupe Renew au Parlement européen »*, où il a siégé de 2019 à 2024, récapitule un ancien conseiller Europe de l'Élysée. *« Stéphane Séjourné est connu et reconnu par tous à Bruxelles et dans les institutions. C'est le meilleur choix pour permettre à la France de continuer à peser à Bruxelles et de poursuivre l'agenda de renforcement de la souveraineté européenne »*, appuie Pieyre-Alexandre Anglade, député Renaissance des Français du Benelux. Les oppositions préfèrent épingler une nomination de convenance. *« Macron envoie son clone à la Commission sans consulter personne et au mépris du vote des Français »*, pourfend l'eurodéputée mélenchoniste Manon Aubry (LFI) sur X. *« L'art de recaser les petits marquis déchus de la macronie »*, raille son collègue lepéniste Thierry Mariani (RN).

Avec ce choix, Emmanuel Macron confirme qu'il compte bel et bien s'approprier pleinement les domaines qu'il considère comme « réservés », dont les affaires internationales et européennes. L'ex-commissaire européen devenu premier ministre, Michel Barnier, ne semble pas avoir posé de veto, même si Matignon ne déborde pas d'enthousiasme : *« C'est une décision présidentielle, le premier ministre y a été associé. »* La conséquence immédiate en vue de la formation du nouveau gouvernement, c'est que le Quai d'Orsay se libère pour de bon, alors que Stéphane Séjourné se serait bien vu continuer à son poste avant ce fléchage vers la Commission. *« Certains se recasent avant les mauvaises nouvelles »*, raille un familier de l'Élysée.

Le futur ex-ministre devra toutefois éviter de subir le même affront que Sylvie Goulard, candidate française à la Commission retoquée avec pertes et fracas par le Parlement européen il y a cinq ans. Si sa nomination est approuvée, cela provoquerait une élection partielle pour son siège à l'Assemblée, selon plusieurs spécialistes du code électoral. Surtout, le cumulard Stéphane Séjourné devra très probablement renoncer à la tête du parti présidentiel, alors qu'un match entre Gabriel Attal et Élisabeth Borne se dessine pour s'en emparer à l'automne. ■

# Les Républicains déposent leurs attentes sur le

**Emmanuel Galiero**

**Lors d'une nouvelle réunion qui s'est tenue lundi après-midi à Matignon, Gérard Larcher, Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez ont exprimé les ambitions de la droite au sein du nouveau gouvernement.**

Quels portefeuilles ministériels pour la droite ? Le président du Sénat, Gérard Larcher, et les deux chefs de file des groupes parlementaires LR, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, étaient reçus lundi à Matignon, dans la dernière ligne droite avant la présentation du nouveau gouvernement, prévue cette semaine.

Assuré du soutien LR, Michel Barnier devait éclairer les élus de sa famille politique sur la manière dont il compte traiter les urgences politiques du pays et tenir les orientations promises. Il était difficile d'imaginer qu'à ce stade de la réflexion le premier ministre allait s'empêcher d'aborder la question des ministères où la droite pourrait jouer un rôle. Et, en effet, lundi, l'entourage du premier ministre confirmait au *Figaro* le contenu d'une discussion durant laquelle les Républicains ont pu exprimer leurs motivations. Sans surprise, ceux-ci ont fait valoir leurs attentes en matière régalienne et économique, comme Gabriel Attal avait défendu, juste avant eux, les prétentions de son camp sur le thème de l'éducation. Mais le premier ministre est resté dans une position d'écoute, aucune décision n'a été prise, et le processus se poursuit avec l'objectif de dévoiler le gouvernement cette semaine, entre mardi et dimanche. « *Michel Barnier vient d'engager de nouvelles consultations pour partager l'architecture de son gouvernement avec les différents groupes du socle potentiel commun* », souligne-t-on à Matignon.

Le premier ministre, chaleureusement applaudi jeudi dernier lors de son passage aux journées parlementaires des Républicains à Annecy, s'était engagé à revenir vers la droite après une série de consultations politiques. Celles-ci ne sont pas terminées. Elles se sont poursuivies lundi avec Laurent Hénart, président du Parti radical, et Gabriel Attal, chef des députés macronistes, avant un entretien avec Fabien Roussel, secrétaire général du Parti communiste, prévu mardi. Et un autre prochainement avec le groupe Liot.

Chez LR, on fait confiance au premier ministre, qui s'est engagé sur une ligne de « *rupture* » dès les premiers jours. Ils le croient apte aussi à bâtir une équipe suffisamment solide pour affronter les urgences prioritaires du pays, sur lesquelles eux-mêmes souhaitent peser. Rétablissement des comptes publics, sécurité, immigration... Les LR se gardent bien de préempter ouvertement des postes mais ils ne manquent pas une occasion de rappeler qu'ils sont les « *mieux placés* » pour les assumer.

> **« Il aurait intérêt à se faire sa propre génération. Si on fait les choses intelligemment, on pourrait même réussir une OPA sur le macronisme ! D'autant que si ces gens-là avaient une idéologie réelle, ça se saurait ! »**
>
> **Un élu LR**

Au-delà de la question sensible des portefeuilles, la droite veut être certaine que le chapitre Barnier inaugure une nouvelle ère et tourne résolument le dos au « en même temps » macroniste. L'opération n'est pas simple puisque ce premier ministre, privé de majorité, sera contraint de travailler aussi avec le camp présidentiel. Mais Michel Barnier a rappelé que son gouvernement ne serait pas un remaniement et personne n'imagine, chez LR, qu'il puisse changer le cap sous la pression d'une macronie très insistante. « *Je ne crois pas qu'il cédera et j'espère qu'il ne cédera pas parce que s'il lâche, c'est mort. Ce sera sa première faute. Et les Français verront cela comme le premier signal d'une déception à venir* », met en garde un parlementaire LR, en restant néanmoins confiant sur la solidité des engagements du premier ministre.

Sa gestion de la macronie, son discours à l'égard du RN et de ses électeurs, sa volonté de parler à tout le monde, ses signaux envoyés sur l'autorité… Les Républicains estiment que grâce à Michel Barnier, la droite se retrouve au centre de gravité de la vie politique et incarne une forme d'« *alternance* ». À une exception près, liée aux deux domaines réservés de la présidence de la République (Défense et Affaires étrangères), les LR déconseillent fortement au premier ministre de recaser des ministres sortants. « *Il devrait plutôt pio-*

**Le premier ministre, Michel Barnier, le président du Sénat, Gérard Larcher, les présidents des groupes LR à l'Assemblée nationale et au Sénat, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, le 12 septembre, lors des journées parlementaires des Républicains à Annecy.**
JEFF PACHOUD / AFP

## Le « mariage forcé » entre futurs alliés LR et macronistes crée déjà des frictions

**Loris Boichot**

Ils n'en reviennent toujours pas. Mis en échec lors des élections législatives anticipées, membres du camp Macron et Républicains (LR) doivent désormais se mettre d'accord pour gouverner. Après douze ans passés dans l'opposition, la droite s'apprête à revenir au pouvoir. Beaucoup l'avaient pourtant quasiment enterrée, Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, allant jusqu'à se montrer catégorique : « *La marque LR est morte.* » Avec Michel Barnier nommé premier ministre, les macronistes doivent se résoudre à céder une partie du terrain à la droite.

Selon quel dosage ? En pleines négociations autour du gouvernement, chacun se présente comme incontournable. Avec 97 députés Renaissance, « *aucune majorité ne peut s'écrire sans nous* », ne cesse d'insister leur numéro un, Gabriel Attal. Avec 47 députés mais aussi 131 sénateurs, « *nous sommes le premier groupe pour ce qui concerne le Parlement* », réplique le patron de la droite sénatoriale, Bruno Retailleau.

Les tensions affleurent dans la future coalition. Chargé par Emmanuel Macron de « *constituer un gouvernement de rassemblement* », Michel Barnier, qui a promis de le dévoiler d'ici au 23 septembre, garantit qu'il sera « *équilibré, représentatif, pluriel* ». En attendant, les dirigeants de l'ex-majorité le mettent en garde contre toute domination de LR. En particulier dans les ministères régaliens de l'Intérieur et de la Justice.

Hostile à ce qu'il appelle des « *gouvernements RPR* », François Bayrou s'est voulu clair, dimanche sur BFMTV : un exécutif dominé par la droite « *ne marcherait pas* ». « *Il faut que tu aies une ossature centrale forte* », a suggéré au premier ministre le patron du Mouvement démocrate (MoDem), dimanche 8 septembre. La pression est forte en interne : « *plus de la moitié* » des 36 députés bayrouistes « *ne veulent pas participer à un gouvernement qui serait LR* », décompte l'un de ses dirigeants.

Alors que l'aile droite du camp présidentiel se montre bienveillante vis-à-vis de Michel Barnier, l'aile gauche se montre méfiante. Elle s'inquiète en imaginant à des postes clés les ténors de LR Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau. « *Si c'est un gouvernement dont la colonne vertébrale est essentiellement LR, je ne vois pas pourquoi Renaissance devrait automatiquement le soutenir* », a prévenu l'eurodéputé Pascal Canfin dans un récent entretien au *Figaro*. En écho, de nombreux macronistes historiques pointent le risque de renoncer durablement au « dépassement » droite-gauche et de couper les points avec les électeurs de centre gauche.

### Ne pas braquer ses partenaires

Certains n'ont pas apprécié la phrase que Michel Barnier a glissée à ses amis de LR jeudi, à Annecy (Haute-Savoie) : « *Matignon sera votre maison.* » En macronie monte la crainte de voir la droite saisie par une « *ivresse du pouvoir* », malgré ses promesses répétées d'« *indépendance* ». « *On reprend le pouvoir en sachant que nous allons être obligés de le partager* », assure toutefois l'eurodéputé LR François-Xavier Bellamy.

Les récents interlocuteurs de Michel Barnier relaient l'image d'un homme soucieux de ne pas braquer ses partenaires. « *Malgré le forcing de certains LR, il est attaché au respect des équilibres parlementaires*, affirme le président du Parti radical, Laurent Hénart, qui l'a rencontré lundi. *Il estime que sa mission est de garantir le pluralisme, donc il n'a pas envie de prendre le risque d'un gouvernement monocolore.* »

Derrière les « *équilibres* » évoqués, les ambitieux de chaque camp lorgnent une place dans l'exécutif. Ou espèrent s'y maintenir, comme les sortants Gérald Darmanin, Catherine Vautrin (Travail) ou Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes). D'autres poids lourds ont déjà fait savoir, en privé, qu'ils ne briguaient pas de poste, comme François Bayrou, Élisabeth Borne et Gabriel Attal.

Reçu lundi à Matignon, l'ex-premier ministre continue de faire valoir sa ligne : il plaide pour un arc allant de la « *droite républicaine* » jusqu'à la « *gauche républicaine* ». Question de longévité, dit-on dans son parti, Renaissance. « *Si nous voulons que le gouvernement dure, il faudra qu'il ne soit pas uniquement LR*, insiste le sénateur Xavier Iacovelli. *Mais la question n'est pas seulement le casting, c'est aussi ce qu'on va faire : quelle est la feuille de route ?* »

Michel Barnier compte détailler son cap début octobre, dans son discours de politique générale, mais il a commencé à l'esquisser. Depuis sa nomination, il a promis « *des changements et des ruptures* ». Il s'est dit prêt à « *ouvrir le débat* » sur la réforme des retraites et sur la proportionnelle, a exprimé son souci de contenir la dette ou encore mentionné les services publics… Un tableau impressionniste que beaucoup de ses soutiens attendent de voir se préciser, notamment à travers le budget 2025, dont le projet de loi est attendu le 9 octobre.

D'ici là, chacun avance ses priorités. Laurent Wauquiez plaide pour une « *vraie politique de droite* ». Gabriel Attal veut des « *engagements* » sur les « *valeurs* », notamment sur l'immigration. Conscient d'être attendu sur ce sujet, le premier ministre a affirmé jeudi son intention de « *maîtriser* » les flux migratoires avec « *rigueur* » et « *humanité* »… Un « en même temps » censé convenir à la fois à la droite et à la macronie, nouveaux alliés de circonstance. ■

## « Abroger la réforme des retraites des députés de gauche s'apprêtent

**Wally Bordas**

C'est peut-être l'objet politique le plus inflammable de cette rentrée. Le 31 octobre prochain, à l'occasion de la niche parlementaire du Rassemblement national, les députés devraient débattre pour la toute première fois d'une proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites. Un texte qui sera donc défendu par les élus du groupe de Marine Le Pen. Et qui pourrait donner des sueurs froides aux macronistes et à la droite. Car désormais, après les législatives anticipées de 2024, une large majorité de l'Hémicycle semble favorable à la suppression de cette réforme contestée et adoptée grâce à un 49.3 en mars 2023.

Pour la première fois de l'histoire, la gauche, qui a mené toute sa campagne législative sur l'abrogation de cette loi, pourrait porter main forte aux députés marinistes. Si, jusqu'à présent, l'immense majorité des députés de Nouveau Front populaire, toutes tendances confondues, s'interdisaient de voter le moindre petit amendement déposé par le RN, ce texte pourrait donc faire exception. « *Quand on dit que nous voulons tout faire pour que cette réforme des retraites injuste faite dans le dos des Français soit abrogée, il faut être cohérent, et donc on doit tout faire pour qu'elle le soit* », a lancé le patron des communistes, Fabien Roussel, ne fermant donc pas la porte à ce que ces députés votent le fameux texte du RN, fin octobre.

Des propos loin d'être isolés ces derniers jours dans les couloirs de l'Assemblée nationale. « *Nous avons une responsabilité devant nos électeurs. Tant pis s'il s'agit d'un texte du RN, nous devons abroger la réforme des retraites quoi qu'il en coûte* », argumente par exemple, auprès du *Figaro*, le socialiste Pierrick Courbon. Avant d'expliquer : « *Cela ne me réjouit pas et ça me fait mal, mais, philosophiquement, je ne vois pas comment on ne vote pas cette proposition de loi.* »

Une argumentation que le député PS n'est pas le seul à tenir, au sein de son groupe. « *C'est hypercomplexe, mais est-ce qu'on a vraiment le choix ? Je ne vois pas comment on peut faire toute notre campagne sur l'abrogation de cette réforme et ne pas voter ce texte. Et en même temps, nous nous sommes toujours donnés comme principe de ne jamais voter les propositions du RN* », expose sa collègue Sandrine Runel. Et d'anticiper : « *Si on vote avec eux, il va falloir trouver un bon récit… J'essaye déjà de me convaincre que je le fais dans l'intérêt des Français.* » Un autre parlementaire socialiste prévient : « *Aucune décision n'est prise mais une grande majorité de notre groupe est sur cette ligne : il va falloir voter ce texte coûte que coûte.* »

### Malaise

Mais le sujet divise au sein des quatre groupes de l'alliance de gauche. Et sera longuement débattu en interne, ces prochaines semaines. La gauche, qui depuis 2022 n'hésite jamais à crier au loup contre les macronistes et la droite à chaque vote de concert avec le RN, pourrait-elle finalement être la première à offrir une victoire parlementaire – et quelle victoire – à Marine Le Pen ? Au sein du groupe écologiste, la question suscite un certain malaise.

« *Je n'y répondrai pas car la discussion est en cours. Il va falloir trancher* », évacue par exemple Jérémie Iordanoff, qui avait pourtant hurlé au scandale en

# bureau de Michel Barnier

*cher des personnalités macronistes non identifiées par les Français et peu irritantes pour les oppositions,* assure un élu LR. *Il aurait intérêt à se faire sa propre génération. Si on fait les choses intelligemment, on pourrait même réussir une OPA sur le macronisme ! D'autant que si ces gens-là avaient une idéologie réelle, ça se saurait ! »*

Depuis son arrivée à Matignon, Michel Barnier souligne inlassablement une méthode de gouvernance, à laquelle il veut associer ses collaborateurs : ne pas promettre de miracles, trouver des moyens de réaliser des progrès dans tous les domaines, placer le respect de chacun au cœur de sa gouvernance, rompre avec le centralisme excessif dont souffre le pays, éviter de commenter les commentaires et « *dire la vérité* » aux Français. Les premiers soldats intégrés au sein de son cabinet ont été choisis précisément en fonction des urgences. Par exemple, son directeur de cabinet, l'énarque Jérôme Fournel (promotion René Char, celle d'Emmanuelle Mignon), vient directement du cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Le haut fonctionnaire a fait un peu les frais des critiques portées sur le bilan du ministre sortant mais, compte tenu de l'urgence budgétaire, Michel Barnier souhaitait s'entourer rapidement d'une personnalité opérationnelle, déjà placée au cœur de la problématique de Bercy. Fournel a été directeur du cabinet de Le Maire durant huit mois, après une longue carrière dans les finances publiques.

Visiblement, le choix du préfet Michel Cadot, énarque lui aussi (promotion Voltaire, celle de François Hollande), aurait été dicté également par la nécessité de retisser un lien avec les territoires. Le premier ministre juge cette relation essentielle pour rompre avec un centralisme excessif (souvent dénoncé depuis 2017) et pour engager un mouvement de décentralisation très attendu à tous les échelons des collectivités locales. L'Association des maires de France, présidée par David Lisnard, ne manquera sans doute pas de souligner cette attente, mardi, lors de la présentation du 106e congrès annuel de l'AMF, prévu du 19 au 21 novembre.

Michel Barnier doit aussi tenir compte de la gestion des équilibres. Cela exige une approche « *subtile* », prévient-on chez LR. « *Il n'y a pas de doutes sur la politique qu'il veut faire, reste à savoir qui la portera, et comment* », résume un député, séduit par le « *style* » et les « *qualités personnelles* » de Michel Barnier. Selon lui, « *il peut tout dire parce qu'il dit tout calmement* ». Un proche de Michel Barnier conclut, avec optimisme : « *Il y a peu de chances qu'il se laisse aller à des dérapages verbaux. C'est pour cela qu'il a besoin de figures choisies, pour ne pas dénaturer la tonalité qu'il veut imprimer.* » De là à dessiner les profils des futurs ministres de son gouvernement... ■

» Lire aussi PAGES 16 ET 22

CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

## Garder la main sur le Quai



En pleine mise en place d'un nouvel équilibre au sommet de l'État, la nomination de Stéphane Séjourné, ministre démissionnaire des Affaires étrangères, à la Commission européenne, n'est pas sans conséquences politiques. Ce changement de toute dernière minute affaiblit Emmanuel Macron sur la scène européenne autant que sur la scène nationale. L'homme qui avait imposé en 2019 la répartition de ce qu'on appelle les « top jobs », est cette fois contraint de revoir le choix de la France pour la Commission.

L'animosité entre Ursula von der Leyen et Thierry Breton était certes connue. Mais en confirmant l'ancien ministre de l'Économie de Jacques Chirac, le chef de l'État pensait que l'autorité de la parole de la France serait plus forte qu'une inimitié interne à la Commission. C'est lui qui, in fine, a dû céder.

Au moins lui a-t-il fallu moins de temps pour choisir un nouveau commissaire européen qu'un nouveau premier ministre, mais il était dos au mur. Avec Stéphane Séjourné, Emmanuel Macron a fait le choix du confort personnel plus que de l'influence nationale. Premier patron du groupe Renew au Parlement européen, il connaît bien les rouages communautaires et a su construire des « deals », l'épreuve reine du fonctionnement de l'UE. Mais ses deux ans à la tête du parti présidentiel Renaissance, pas plus qu'un passage aussi bref que peu convaincant au Quai d'Orsay, n'ont fait de lui un poids lourd politique. Si l'on ne peut attendre la même chose d'un commissaire sortant et d'un commissaire entrant, Séjourné pèsera moins que Breton. D'autant que Renew a fortement reculé aux dernières élections européennes, alors que la droite (PPE) s'est trouvée renforcée.

Mais le choix de Séjourné, c'est aussi pour Macron une manière de rappeler, sur la scène nationale, « l'Europe, c'est moi ». Contestant l'idée d'un « domaine réservé » qui, de fait, n'est nullement inscrit dans la Constitution, Michel Barnier défend l'idée d'un « domaine partagé ». Et s'il peut revendiquer d'avoir son mot à dire, c'est bien sur l'Europe, lui qui fut nommé commissaire européen en 1999, en période de cohabitation, par un communiqué commun de l'Élysée (Jacques Chirac) et de Matignon (Lionel Jospin). Ayant assez à faire avec la constitution de son propre gouvernement, le premier ministre a laissé dire qu'il s'agissait ici d'un « choix présidentiel », même s'il a été préalablement consulté.

Cela dit, Barnier s'est d'autant moins opposé à la nomination de Stéphane Séjourné à la Commission qu'il n'entendait pas le maintenir aux Affaires étrangères. D'abord parce qu'il veut renouveler le gouvernement au maximum, sinon en totalité. Ensuite parce que, passé lui-même au Quai, il tient à y placer une personnalité à l'autorité davantage reconnue par les diplomates. Et s'il n'entend pas froisser le chef de l'État par son choix pour ce ministère, il compte, comme pour les autres portefeuilles, être maître de ce choix. Ne pas vouloir aller au bras de fer sur le président sur la Commission, c'est donc aussi rappeler son libre arbitre sur le gouvernement. ■

# quoi qu'il en coûte » : quand à voter un texte du RN

mars 2023 lorsqu'un député MoDem avait cosigné un amendement avec des députés marinistes. Sa collègue Sandra Regol refuse aussi de se prononcer : « *Nous avons passé deux ans à supporter les duperies du RN, qui nous fait passer pour de dangereux dogmatiques. Ce qui est certain, c'est qu'il y a un enjeu qui sursoit à tout cela : l'avenir des Français et nous saurons proposer une solution rapide.* »

### « Cordon sanitaire »

Une autre écologiste évoque ainsi sa position sur le sujet : « *Qu'est-ce qui est le pire ? Je pense que le mal qui sera fait en ne votant pas l'abrogation de la réforme des retraites est moins important que celui qui sera fait en cas d'accession au pouvoir du RN. Et si on leur offre cette victoire, on légitime Marine Le Pen.* » Sandrine Rousseau, elle, se veut catégorique : « *Je ne voterai en rien, jamais, la proposition de loi d'abrogation dès lors qu'elle est déposée par le RN. On gagnera avec les honneurs* », a-t-elle justifié, sur France 5.

« *Vous vous souvenez, le barrage républicain ?* », interroge, ironique, l'Insoumis René Pilato. Avant d'avouer : « *Il y a un vrai débat mais le vote d'une proposition de loi du RN est une ligne rouge très forte chez nous. Est-ce qu'on changera d'avis ? Je ne sais pas mais dans tous les cas, je suivrai toujours la décision du groupe.* » Sa collègue Ségolène Amiot ne cache pas non plus son embarras et avoue « *ne pas avoir de réponse claire à cette question* ». « *Cela fait l'objet d'échanges collectifs. Le RN a été d'une obstruction très très molle pendant les débats sur ce texte, ils n'en ont plus parlé pendant des mois, et d'un coup, ça deviendrait leur priorité ?* », s'agace-t-elle.

Et d'ajouter : « *J'ai une position personnelle, mais je ne la partagerai pas sur la place publique. Cela risquerait de mettre la pression sur l'ensemble de mes collègues. Et il est important que nous soyons collectivement libres de prendre une décision ensemble.* » Le débat, désormais, est plus que jamais d'actualité. La gauche coupera-t-elle définitivement le « *cordon sanitaire* », qui l'empêchait, depuis toujours, de voter des propositions émanant des troupes de Marine Le Pen ? Le député RN Flavien Termet, lui, se frotte les mains : « *Le NFP s'est targué d'être le véritable défenseur du peuple pendant toute la campagne. Désormais, ils sont au pied du mur et nous verrons bien s'ils défendent vraiment les intérêts de la France qui travaille.* » ■

**Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, samedi à la Fête de l'Humanité.** GABRIELLE CEZARD/SIPA

# La tentative d'assassinat présumée contre Trump aggrave les tensions

**Hélène Vissière** Washington

**Les soutiens du candidat républicain à la Maison-Blanche mettent de l'huile sur le feu, dans un climat de plus en plus délétère à l'approche du scrutin présidentiel.**

Des partisans de Donald Trump se rassemblent à Palm Beach après la tentative d'assassinat contre le candidat à la présidentielle, dimanche, en Floride.

GIORGIO VIERA / REUTERS

Pour la deuxième fois en deux mois, Donald Trump a fait l'objet d'une tentative d'assassinat, selon le FBI. Il était en train de jouer au golf dans son club de West Palm Beach, pas loin de Mar-a-Lago, avec un ami. Selon le protocole, des gardes du corps du Secret Service les précédaient pour sécuriser les alentours de chaque trou. Vers 13h30, l'un d'eux a aperçu, à 300 ou 400 mètres de l'ancien président, le canon d'une arme sortant des buissons qui entourent le terrain. Le garde du corps a ouvert le feu. Au loin, Ryan Wesley Routh, 58 ans, s'est enfui en abandonnant un fusil d'assaut de type AK-47 équipé d'une lunette, deux sacs à dos et une caméra GoPro. Il est parti au volant d'une voiture. Mais un témoin a pris une photo de sa plaque d'immatriculation et il a été arrêté 65 kilomètres plus loin.

Ce nouvel incident à 50 jours du scrutin va sans aucun doute aggraver les tensions déjà intenses d'une campagne sans précédent. La première tentative d'assassinat contre Donald Trump en juillet a été rapidement éclipsée par le retrait quelques jours plus tard de Joe Biden. Cette fois, l'atteinte présumée à la vie du candidat républicain se produit alors que les deux candidats sont au coude à coude dans les sondages et que l'avantage dont a bénéficié Kamala Harris après le débat télévisé risque de s'estomper. Traditionnellement, une tentative d'assassinat suscite en général de la sympathie envers la victime. Mais il n'est pas sûr, cette fois, qu'elle change les vues très tranchées des Américains sur Donald Trump et lui rapporte des voix.

### Un suspect perturbé et exalté

En tout cas, le Secret Service se retrouve de nouveau sur la sellette. Le 13 juillet, lors d'un meeting électoral en Pennsylvanie, l'ex-président avait été légèrement blessé par balle et un des participants avait été tué et deux autres blessés. Le Secret Service a fait l'objet de nombreuses critiques pour ses erreurs et ses négligences. *« L'échec opérationnel le plus notoire depuis des décennies »*, a résumé l'ex-patronne de cette agence gouvernementale. Depuis, la protection de Donald Trump a été renforcée. Mais de manière insuffisante apparemment. Ric Bradshaw, le shérif du comté, a expliqué dans une conférence de presse que Donald Trump ne bénéficie pas du même niveau de sécurité qu'un président en exercice. S'il était à la Maison-Blanche, a-t-il dit, *« le terrain de golf aurait été bouclé en entier »*, avant d'ajouter que le Secret Service *« a fait exactement ce qu'il devait faire »*.

On ne connaît pas les motifs de Ryan Routh, qui dirige à Hawaï une petite société spécialisée dans la construction d'abris de jardin. Mais ses messages sur les réseaux sociaux donnent l'image d'un homme perturbé et exalté. Il a voté pour Donald Trump en 2016. En 2020, il écrit sur Twitter : *« Vous étiez mon choix en 2016 et j'espérais comme tout le monde que le président Trump serait différent et mieux… Mais on a tous été grandement déçus… »* Cette année, il a un temps penché pour Vivek Ramaswamy, un candidat aux primaires républicaines. Mais il a également parfois voté démocrate dans le passé et a donné de modiques sommes au parti.

C'est en tout cas un fervent partisan de l'Ukraine. Sur ses réseaux sociaux, il écrit après l'invasion en 2022 : *« Je suis prêt à prendre un avion pour Cracovie et aller à la frontière de l'Ukraine et m'engager comme volontaire et combattre et mourir. »* Selon un livre publié en 2023 à compte d'auteur, il y a passé cinq mois. Il voulait recruter des soldats afghans qui avaient fui les talibans pour venir se battre contre la Russie. Mais il n'arrive à convaincre personne et reconnaît *« un échec »*. Il écrit qu'il aimerait bien voir Vladimir Poutine assassiné et semble vouloir la même chose pour Donald Trump.

Ryan Routh a un casier judiciaire assez fourni, avec au moins huit condamnations pour des délits mineurs, comme des vols, ou encore le non-paiement de ses impôts. En 2002, il a été arrêté par la police en Caroline du Nord et s'est enfui avant de se barricader dans un bâtiment pendant trois heures. Il a été inculpé pour possession d'une mitrailleuse et obstruction à la loi.

Son parcours pose une fois de plus la question du droit au port d'arme aux États-Unis. À son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump avait éliminé discrètement une mesure prise par le président Obama qui rendait plus difficile l'achat d'armes à feu par des individus souffrant de problèmes psychiatriques. Mais Kamala Harris ne semble pas, jusqu'ici, vouloir en faire un thème de campagne. Peut-être parce qu'elle est consciente que le sujet, clivant, n'est pas porteur.

### « Bain de sang »

Les États-Unis ont une longue histoire de violence politique. Les épisodes les plus récents sont, notamment, l'insurrection au Capitole le 6 janvier 2021, et une attaque au marteau contre le mari de Nancy Pelosi, l'ex-chef de file des démocrates à la Chambre des représentants. Tout récemment, le Parti libertarien du New Hampshire a déclaré sur X : *« Tout individu qui assassinerait Kamala Harris serait un héros américain. »*

Les élus des deux partis ont condamné aussitôt l'incident pour essayer de calmer le jeu et ont appelé à renforcer la sécurité de Donald Trump. Sans attendre, les républicains ont accusé les démocrates d'être responsables de l'incident : *« La rhétorique contre le président Trump, l'argument qu'il est le prochain dictateur, le prochain Hitler, ça doit se terminer »*, a estimé Mike Waltz, élu de Floride, sur Fox News.

Mais Donald Trump et ses alliés ne cessent de mettre de l'huile sur le feu et d'aggraver les divisions. Elon Musk, le patron de X, a écrit : *« Et personne n'essaie d'assassiner Biden/Kamala »*, avant d'effacer le message et de le remplacer par un autre selon lequel il plaisantait. Trump, qui a imputé ce nouvel incident à la rhétorique des démocrates, avait précédemment déclaré qu'il y aurait un *« bain de sang »* s'il venait à perdre la prochaine élection. Il a propagé récemment de fausses rumeurs sur des immigrés haïtiens à Springfield dans l'Ohio, qui mangeraient, selon lui, les chats des riverains. Ce qui a créé un dangereux climat dans la ville, inondée de menaces.

Donald Trump a remercié les forces de l'ordre pour leur *« boulot exceptionnel »*. Et a aussitôt envoyé, par e-mail, des appels de collecte de fonds à ses partisans dans lesquels il clame : *« Rien ne va me ralentir. Je ne me rendrai jamais. »* ■

# À Moscou, l'étrange procès du Français Laurent Vinatier

**Alain Barluet** Correspondant à Moscou

**Ce chercheur, arrêté en juin, a formellement plaidé coupable, ce qui pourrait atténuer la peine de 5 ans de prison qu'il encourt.**

Arrêté le 7 juin dernier dans un restaurant à Moscou et incarcéré depuis, le Français Laurent Vinatier, 48 ans, est accusé d'avoir *« collecté des informations dans le domaine militaire »* auprès de *« nombreux contacts »* en Russie. Ceci, alors que, dans le même temps, la justice russe reproche à cet universitaire d'avoir manqué à ses obligations de s'enregistrer comme *« agent de l'étranger »*. Une qualification ayant apparemment trait à son travail pour une ONG suisse spécialisée dans la médiation des conflits. La peine maximale prévue dans ce cas par l'article 330.3 du code pénal russe peut aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 300 000 roubles d'amende (3 000 euros).

Ces accusations, Laurent Vinatier les a formellement reconnues, lundi, devant le tribunal Zamoskvoretski de Moscou, en se déclarant *« entièrement coupable »*. Mais ces aveux, dictés manifestement par sa ligne de défense, n'ont pas levé les interrogations suscitées par cette affaire qui s'inscrit dans les relations radicalement dégradées entre Moscou et les pays occidentaux soutenant l'Ukraine. Dans ce contexte, les accusations pesant contre lui avaient fait redouter une inculpation plus grave, par exemple des charges d'*« espionnage »*, crime passible de 20 ans de prison.

Ce père de quatre enfants, marié à une Russe, aurait-il pu servir d'otage - comme l'ont insinué des chaînes Telegram russes -, au même titre que la quinzaine de personnes échangées début août, dont le journaliste américain Evan Gershkovich ? Emmanuel Macron était intervenu pour réclamer sa libération.

Dans la *« cage »* de la salle du tribunal, Laurent Vinatier, en jeans et chemise bleue, a écouté lundi la procureur détailler les faits qui lui valent d'être derrière les barreaux : trois rendez-vous, entre avril 2021 et août 2022, avec trois politologues, experts et fonctionnaires russes, au cours desquels il aurait notamment *« posé une question sur le déploiement des troupes russes près de la frontière ukrainienne »*, ou encore *« sur les objectifs de l'opération militaire spéciale »* en Ukraine. *« Sachant pertinemment qu'il n'avait pas présenté des documents nécessaires à son inscription au registre des agents de l'étranger, (il) a recueilli des informations relatives à la situation militaire, politique, stratégique et opérationnelle (pouvant) être utilisées contre la sécurité de la Fédération de Russie »*, a déclaré l'accusation.

Spécialiste du monde post-soviétique, auteur de plusieurs livres, dont *Russie : l'impasse tchétchène* (Armand Colin, 2007), Laurent Vinatier, qui vit en Suisse, se rendait fréquemment en Russie au titre du Centre pour le dialogue humanitaire, une association travaillant parallèlement aux circuits diplomatiques officiels. *« Votre livre est-il positif à l'égard de la Russie ? »*, lui a demandé lundi la juge Natalia Tchepprassova. *« Oui »*, a répondu l'universitaire français, qui, lors d'une précédente audience, avait déclaré avoir *« toujours voulu, dans (s)on travail, présenter de façon appropriée les intérêts de la Russie en matière de relations internationales »*.

### « Procédure simplifiée »

À Moscou, l'homme n'était pas un inconnu dans la communauté française, où certains louent son approche soucieuse de rapprocher *« toutes les parties »* et d'entretenir de nombreux contacts, ce que les autorités russes ne pouvaient ignorer.

L'accusé ayant plaidé coupable, la juge a décidé lundi d'opter pour une *« procédure simplifiée »* permettant, dans ce cas, une réduction de peine d'au moins un tiers de la peine. Mais l'audience aura été marquée par un certain flottement, suscitant là encore des questions sur les intentions figurant derrière cet étrange procès. Après avoir, dans un premier temps, reconnu les faits *« dans les termes mêmes énoncés par l'accusation »*, c'est-à-dire en admettant avoir omis intentionnellement de se déclarer comme *« agent de l'étranger »*, Vinatier a ensuite déclaré, dans un deuxième temps, *« ne pas savoir qu'il devait présenter ces documents »*, puisqu'il réside en Suisse. Au grand dam de la juge et de la procureur, soucieuses d'enregistrer des aveux strictement conformes à la lettre de l'accusation. Ce à quoi s'est finalement plié Laurent Vinatier, après une concertation avec ses avocats, déclarant même *« se repentir »*. Néanmoins, statuer sur-le-champ aurait sans doute constitué un camouflet pour l'accusation, ainsi que le relevait un observateur à l'issue de l'audience. Le procès a été ajourné au 14 octobre. ■

# Les alliés de Kiev espèrent une issue négociée

**Isabelle Lasserre**

Volodymyr Zelensky a ouvert la porte à cette option en proposant, au début de l'été, un nouveau sommet pour la paix.

Après 30 mois de guerre, la question des négociations est à nouveau discrètement posée sur la table. Dans les capitales occidentales, mais aussi à Kiev, où Volodymyr Zelensky affirme désormais que la victoire de l'Ukraine peut être obtenue par la voie militaire, mais aussi par la manière diplomatique. En Europe, aux États-Unis comme en Ukraine, c'est le terrain, défavorable à l'armée de Kiev, qui dicte l'infléchissement des positions. Dans le Donbass, déclaré *« priorité numéro un »* par le Kremlin, les forces russes grignotent lentement mais sûrement des villages ukrainiens. Elles ne sont plus qu'à quelques kilomètres de la ville de Pokrovsk, qui ouvre l'accès de Pavlograd, où réside l'un des plus gros complexes militaro-industriels ukrainiens. En Occident, on le reconnaît de plus en plus ouvertement : *« Le Donbass et la Crimée sont hors de portée militaire des Ukrainiens. »*

Le vent pourrait aussi tourner à Koursk, au sud-ouest de la Russie, où les forces ukrainiennes se sont emparées cet été de 1 300 km². Même si les objectifs politiques de cette initiative audacieuse ont été atteints, l'incursion n'a pas provoqué, contrairement aux espoirs des Ukrainiens, d'allégement du dispositif russe dans l'est de l'Ukraine. Depuis plusieurs jours, entre 36 000 et 50 000 militaires, selon les sources, ont encerclé la zone occupée par les Ukrainiens. Selon un diplomate, le dispositif de contre-offensive russe n'aurait pas été prélevé sur le front du Donbass. Les Ukrainiens seront-ils bientôt forcés à la retraite ?

**« Quel que soit le nouveau président américain, l'aide va diminuer et la guerre ne sera pas soutenable pour les Ukrainiens »**

**Un responsable français**

Les courbes politiques ne sont pas plus favorables que les lignes militaires. Après avoir pris conscience des limites des forces ukrainiennes, qui manquent d'hommes et de munitions, Zelensky a pris acte de celles de ses alliés. Les États-Unis refusent aux Ukrainiens le droit d'utiliser les missiles à longue portée occidentaux pour frapper des cibles militaires dans la profondeur en Russie. La Maison-Blanche craint une nouvelle *« escalade »* de la Russie, notamment nucléaire. Comme la France et l'Allemagne, les États-Unis redoutent un effondrement du régime russe suivi d'une décomposition d'un pays parcouru par de nombreuses forces centrifuges.

Berlin annonce une diminution de l'aide à l'Ukraine. Paris a perdu l'initiative internationale depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. Les élections américaines annoncent des nuages noirs. Dans le pire des cas, Donald Trump pourrait stopper net l'aide à l'Ukraine. J.D Vance, son colistier, propose de transformer le pays en une sorte de zone tampon, avec un statut de neutralité qui le laisserait à la merci de Vladimir Poutine. Quant à Kamala Harris, elle pourrait poursuivre la politique amorcée par Barack Obama : virage à l'est, vers l'Asie, et allégement de l'empreinte américaine en Europe. *« Quel que soit le président américain, l'aide va diminuer et la guerre ne sera pas soutenable pour les Ukrainiens »*, résume un responsable français.

Le réalisme s'impose aussi vis-à-vis des pays du « Sud global ». Après avoir longtemps sous-estimé les intentions et les objectifs géopolitiques de Poutine, les Européens ont mal évalué la force de la relation qui unit la Russie à ses alliés du Sud, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Iran ou de la Corée du Nord. Les missiles, drones, obus qu'ils fournissent à la Russie permettent à cette dernière de se renforcer militairement et de poursuivre sa guerre contre l'Ukraine. Loin de se tarir, l'aide militaire des alliés de la Russie, qui luttent à ses côtés contre *« l'impérialisme américain »* et veulent changer l'ordre mondial, se renforce. L'Iran a récemment livré des missiles balistiques à la Russie et la Chine fournit désormais des armes létales à Moscou.

D'où les tentations de relancer un *« plan de paix »* pour mettre fin à la guerre. C'est Volodymyr Zelensky qui a le premier ouvert la porte à la possibilité d'une négociation, au début de l'été, en proposant d'organiser un nouveau sommet pour la paix, avec cette fois la Russie. En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, il veut s'entretenir fin septembre avec Joe Biden et Kamala Harris, à qui il entend faire des propositions autour d'un *« plan pour la victoire »*. La France plaide pour une *« solution durable et négociée à la guerre, avec une Ukraine en position de force pour faire valoir ses droits et sa sécurité face à la Russie »*, résume un haut diplomate. Selon les informations du *Figaro*, un prochain « sommet pour la paix » pourrait être organisé en novembre, après les élections américaines, à Abu Dhabi. Des discussions internationales ont déjà lieu en ce moment dans les pays du Golfe. Comme les États-Unis, la France caresse l'espoir d'une *« désescalade »* militaire progressive sur le front.

Après 30 mois de guerre et un enlisement du front, la question principale, pour les Ukrainiens, évolue. *« Il s'agit de savoir ce qui pourrait être considéré comme une victoire pour l'Ukraine. Le plus important est-il d'avoir une victoire territoriale, qui implique de continuer à se battre pour récupérer les régions occupées par les Russes ? Ou d'obtenir une victoire politique, c'est-à-dire un pays libre et démocratique, tourné vers l'Occident, engagé dans l'Union européenne et dans l'Otan, quitte à renoncer, provisoirement, aux territoires occupés ? »*, interroge un responsable français. Il évoque le *« modèle RFA »*, celui de l'Allemagne à la fin de la Seconde Guerre mondiale. *« Quarante ans plus tard, le mur de Berlin est tombé et la RDA a rejoint l'Allemagne libre avec la réunification. »* Un scénario qui aurait selon lui l'avantage de permettre aux deux parties de revendiquer la victoire. Cette question en entraîne aussi une autre, tout aussi grave : comment assurer la sécurité de l'Ukraine le jour où les armes se tairont ?

Les réponses à ces interrogations se trouvent à la fois à la Maison-Blanche et au Kremlin. À Washington, parce que Joe Biden s'est jusque-là prononcé contre l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Son retrait de la course à la présidentielle peut-il libérer un nouvel espace politique plus favorable à l'Ukraine ? Au Kremlin, parce que tout le monde est conscient que *« l'ours attaque quand les conflits sont gelés »*, comme le résume un diplomate. *« Tant que Vladimir Poutine sera au pouvoir*, poursuit-il, *on ne pourra avoir aucune garantie que ça ne recommence pas. »* Et pour l'instant, le président russe conditionne toujours la paix à une capitulation de l'Ukraine. ■

**Le président ukrainien Volodymyr Zelensky lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État américain, Antony Blinken *(à gauche)*, et le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, le 11 septembre, à Kiev.** MARK SCHIEFELBEIN/REUTERS

# Ingrida Simonyte : « Vladimir Poutine a peut-être besoin d'une pause dans la guerre, mais pas de la paix »

**LE FIGARO. - La guerre en Ukraine est-elle entrée dans un moment décisif ?**

**INGRIDA SIMONYTE. -** Il faut se garder d'un trop grand pessimisme, comme il fallait se garder au début de la guerre d'un trop grand optimisme. La détermination des Ukrainiens est toujours la même. Mais leur victoire dépendra de la manière dont nous les aiderons. Or la Russie est un pays qui fonctionne différemment de nos démocraties. Vladimir Poutine peut exercer toutes les pressions possibles sur son peuple. Il peut investir autant qu'il veut dans le domaine militaire au détriment des Russes. Ce n'est pas le cas dans les démocraties. Mais est-ce que les problèmes économiques de la Russie lui permettront de continuer aussi longtemps qu'il le veut ? Je ne le crois pas.

**Certains croient déceler dans les discours récents de Vladimir Poutine des signaux de volonté d'apaisement. Est-ce votre cas ?**

Il est possible que Vladimir Poutine ait besoin d'une pause dans la guerre, mais en aucun cas de la paix, à moins bien sûr d'une capitulation de l'Ukraine, ce qui n'est la position ni des Ukrainiens ni des Occidentaux. Une pause lui permettrait peut-être d'obtenir un allégement des sanctions et de reconstruire, en la renforçant, sa base militaire. Pour mieux reprendre la guerre ensuite.

**Vladimir Poutine a-t-il des lignes rouges ? Lesquelles ?**

Il s'agit surtout d'un grand bluff. Poutine menace l'Occident d'escalade, y compris nucléaire, parce qu'il sait qu'à l'Ouest, les populations ne veulent pas la guerre, et c'est bien normal. Il essaie donc de manipuler les opinions publiques occidentales afin qu'elles fassent pression sur leurs gouvernements pour qu'ils freinent leur aide à l'Ukraine. C'est une tactique régulièrement utilisée par les terroristes. Mais il ne faut pas trembler face à ses menaces. Car sinon, Poutine continuera à avancer. S'il n'est pas arrêté, le monde entier en tirera la leçon suivante : au XXI[e] siècle, un dirigeant peut-être suffisamment malade pour pouvoir changer les frontières en Europe par la force.

**Des trois pays Baltes, quel est le plus fragile face à la menace russe ? Qui pourrait être la prochaine cible ?**

C'est difficile à mesurer, car Vladimir Poutine mène contre ses ennemis une guerre hybride qui, selon les pays, utilise la force militaire, la propagande, les sabotages, la manipulation des minorités russes… Tous les feux sont allumés en même temps. La Lituanie est très exposée en raison de sa position géographique et de sa longue frontière avec la Biélorussie. Si la Russie veut joindre l'enclave de Kaliningrad à la Biélorussie, elle passera par nous, par le corridor de Suwalki, situé entre la Lituanie et la Pologne. Mais en même temps, nous avons une minorité russe beaucoup moins nombreuse que l'Estonie ou la Lituanie. Je ne sais pas qui sera la prochaine cible, mais ce que je sais, c'est que la Russie n'a pas renoncé à bâtir autour d'elle, sur le territoire de ses voisins, une zone tampon destinée à la protéger contre un agresseur imaginaire.

**Entre Kamala Harris et Donald Trump, quel est pour vous le meilleur, ou le pire candidat ?**

Beaucoup de choses dépendront des équipes qui les entoureront. Nous partagions certaines visions de Donald Trump pendant son premier mandat. Notamment quand il dénonçait le fait que l'Europe se complaisait depuis trop longtemps dans les garanties de sécurité américaines. C'est brutal, mais juste. L'UE doit absolument prendre sa défense en main, construire une industrie de défense. Quant à sa promesse de faire un deal avec Poutine, elle n'a aucune chance d'aboutir, à moins d'accepter une capitulation de l'Ukraine, ce qui serait un cauchemar pour tout le monde. Il faut aussi, que ce soit avec Kamala Harris ou Donald Trump, que les États-Unis acceptent de considérer l'Europe comme une part importante de la géopolitique. Sinon, ce sera un nouveau cadeau fait à Vladimir Poutine. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR I. L.

VALENTYN OGIRENKO/REUTERS

« La détermination des Ukrainiens est toujours la même. Mais leur victoire dépendra de la manière dont nous les aiderons »

**Ingrida Simonyte**
Première ministre de Lituanie

# Longtemps menacés, les jardins d'enfants sauvés in extremis

**Aude Bariéty de Lagarde**

Victimes collatérales annoncées de la loi instaurant l'instruction obligatoire à 3 ans, ces structures ont finalement pu ouvrir leurs portes en cette rentrée 2024.

Un mercredi après-midi de septembre, dans la section des *« explorateurs »* de l'École Gulliver (12e arrondissement de Paris). Autour d'une table ronde, Joséphine, Maïmouna, Sayfeddin et Dayena *« jouent au sable »*, tandis qu'à la table d'à côté, Tom, Léo, Gabriel et Dimitriy manipulent de la pâte à modeler. Âgés de 2 à 6 ans, ces huit enfants - dont trois porteurs de handicap ou atteints d'un trouble du comportement - ont bien failli ne pas faire leur rentrée dans ce jardin d'enfants associatif, qui a pour particularité d'accueillir un tiers d'enfants en situation de handicap. Car les jardins d'enfants, ces structures à mi-chemin entre la crèche collective et l'école maternelle, ont manqué d'un cheveu de disparaître.

Et ce, malgré l'attachement des personnels et des parents à ces *« ovnis »* du secteur de la petite enfance, lieux de *« mixité sociale »* qui contribuent par ailleurs à l'*« intégration d'enfants en situation de handicap »*. *« Ce sont les écoles où on aurait rêvé d'être enfants : des petits établissements à taille humaine, où les enfants sont accompagnés par la même équipe toute la journée et où les parents occupent une place à part entière »*, résume Marine Digabel, porte-parole du collectif Décollage - pour *« Défense collective des amis des jardins d'enfants »* - et mère de deux garçons.

Ce modèle, apparu en Allemagne en 1840, essaime dans l'Hexagone à partir des années 1920. En 2020, un rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igésr) et de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) avance le chiffre de 256 établissements accueillant 8200 enfants âgés de 2 à 6 ans. Ces structures sont réparties dans 53 départements, avec une forte concentration à Paris et en Alsace. Ces Petits Poucets coexistent sans difficulté avec les autres structures de petite enfance jusqu'en 2019. Cette année-là, le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Michel Blanquer, porte devant le Parlement un projet de loi *« pour une école de la confiance »*. Principale nouveauté, l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans, au lieu de 6. Le projet est adopté le 4 juillet 2019, la loi promulguée le 28 juillet suivant.

Le texte accorde un répit de cinq ans aux jardins d'enfants, *« victimes collatérales »* de la modification de l'âge de l'instruction obligatoire. *« Par dérogation à l'article L. 131-2 du code de l'éducation, l'instruction obligatoire peut, au cours des années scolaires 2019-2020 à 2023-2024, être donnée aux enfants âgés de 3 à 6 ans dans un établissement d'accueil collectif recevant exclusivement des enfants âgés de plus de deux ans dit "jardin d'enfants" qui était ouvert à la date d'entrée en vigueur de la présente loi »*, précise ainsi l'article 18.

Le compte à rebours commence : les jardins d'enfants doivent se préparer à se transformer en crèche, en multi-accueil ou en école maternelle, voire à fermer leurs portes, à l'horizon 2024. Aussitôt, le collectif Décollaje se crée et se mobilise avec la Fédération nationale des jardins d'enfants (FNDJE). Parents et professionnels réclament une modification du code de l'éducation afin de créer une troisième voie aux côtés de l'instruction dans des écoles publiques ou privées et de l'instruction en famille. Mais leur lutte s'essouffle peu à peu.

Au début de l'année 2022, le ministère de l'Éducation nationale fait savoir qu'il ne prolongera pas la période transitoire. Le collectif Décollaje et la FNDJE se remobilisent, espérant cette fois sauver *« seulement »* les jardins d'enfants déjà existants. Manifestations, pétitions, appels sur les réseaux sociaux ; lettres et rencontres à l'Élysée, au ministère de l'Éducation, à la mairie de Paris, auprès de parlementaires… Pendant plus d'un an et demi, les défenseurs des jardins d'enfants frappent à toutes les portes, en vain.

Le ministère de l'Éducation nationale campe sur sa position. *« Pour nous, la situation était claire : la loi de 2019 était l'expression de la volonté du président de la République de scolariser tous les enfants à partir de trois ans. Il n'était pas envisageable que les jardins d'enfants bénéficient d'une dérogation ; le moratoire était une période transitoire qui permettait aux structures d'évoluer vers un modèle différent »*, explique la Rue de Grenelle. *« La loi est la loi »*, déclare au *Figaro* en avril 2022 Patrick Bloche, adjoint à la maire de Paris chargé de l'éducation et de la petite enfance. Assurant *« regretter ce qui arrive aux jardins d'enfants »*, il qualifie même ce combat de *« vain et perdu d'avance »*.

Pas de quoi arrêter Marine Digabel et son acolyte de Décollaje Sébastien Thubert, ni la FNDJE. *« Une loi, ça peut se changer ! »*, insiste la première. Le salut leur vient finalement de la députée Les Républicains des Alpes-Maritimes Michèle Tabarot. Alertée par le maire de Grasse quant à la situation du jardin d'enfants de sa commune, l'élue travaille sur le sujet, puis dépose en septembre 2023 aux côtés d'une quarantaine d'élus LR, RN, Modem, Horizons, Liot et non-inscrits une proposition de loi *« visant à pérenniser les jardins d'enfants gérés par une collectivité publique ou bénéficiant de financements publics »*. Inscrit au programme d'une niche parlementaire LR le 1er février 2024, le texte est adopté en première lecture *« quelques minutes avant minuit »*, se souvient Michèle Tabarot. *« C'était vraiment une niche dans la niche »*, s'amuse un connaisseur du dossier.

**« Il y a dans les jardins d'enfants des choses très intéressantes qu'il faut observer et analyser afin qu'elles puissent servir au plus grand nombre d'enfants »**

**Rue de Grenelle**

Le texte prend la direction du Sénat et est adopté définitivement au Palais du Luxembourg le 19 mars suivant, sans modification. Ces trois petits articles sauvent in extremis les jardins d'enfants de leur disparition annoncée. *« S'il y avait eu la moindre virgule qui changeait, cela aurait conduit le texte à repartir en navette, et au vu des délais, c'en était fini des jardins d'enfants »*, soulignent de concert Marine Digabel et Michèle Tabarot. Le 2 avril, la loi est finalement promulguée. *« C'était une grande victoire ! Pour les professionnels qui croient en ce modèle, pour les parents qui vont continuer à bénéficier d'un havre accueillant pour leurs enfants et, à titre personnel, pour mon fils cadet, qui ne savait pas s'il allait pouvoir faire sa dernière année au jardin d'enfants »*, se félicite Marine Digabel.

*« On doit beaucoup aux collectifs de parents »*, souffle une directrice d'un jardin d'enfants parisien, *« très soulagée »* de l'issue de ce combat. *« Quel soulagement ! Toute cette période où on a cru que les jardins d'enfants allaient fermer a été tellement stressante »*, renchérit Myriam, la mère de Sayfeddin. Souffrant d'un TDAH, le petit garçon a été déscolarisé dès sa petite section de maternelle avant d'atterrir à l'École Gulliver. *« Ici, il est extrêmement bien, et toujours ravi de venir. Si ça avait fermé, je n'avais pas d'alternative… »*, glisse sa mère.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Depuis 1998, l'École Gulliver (Paris 12e), une structure associative, accueille à temps plein 36 enfants de 2 à 6 ans, dont un tiers en situation de handicap.

Si l'objectif de Décollage et de la FNDJE est atteint, leur travail ne s'arrête pas totalement pour autant. *« Maintenant, il faut consolider ce qui a été sauvé, promouvoir les jardins d'enfants auprès des familles et des professionnels, et tisser des liens plus forts avec l'Éducation nationale »*, souligne Marine Digabel. Depuis l'adoption de la loi *« pour une école de la confiance »*, le nombre de structures, déjà peu élevé, a en effet fondu de moitié, estime le ministère. *« La loi de 2019 a pu amener certains parents à faire le choix de scolariser leur enfant en maternelle dès 3 ans, et un certain nombre de structures à engager un travail d'évolution pour formuler une proposition d'accueil différente »*, explique-t-on. En outre, *« certains professionnels n'ont pas attendu le mois de mars 2024 pour savoir s'ils devaient se réorienter professionnellement et s'étaient donc déjà engagés ailleurs quand la loi est passée »*, ajoute la directrice d'une structure parisienne.

La Rue de Grenelle laisse désormais la main aux académies pour contrôler les jardins d'enfants et recueillir des données tant quantitatives que qualitatives. *« Dans un temps ultérieur viendra très certainement une mission d'inspection générale qui permettra de nourrir le ou la ministre sur la mise en œuvre de la loi d'avril 2024 et les enseignements qui peuvent en être retirés. Il y a dans les jardins d'enfants des choses très intéressantes qu'il faut observer et analyser afin qu'elles puissent servir au plus grand nombre d'enfants »*, indique le ministère. Ce qui fait lever les yeux au ciel à un défenseur de ces structures : *« Il était temps qu'ils s'en rendent compte… »* ■

# Têtes de mort, fauves et symboles de rébellion... Ces tatouages qui racontent le crime dans la peau

**Christophe Cornevin**

Alors que la police scientifique vient d'exhumer du passé un véritable trésor photographique, ces motifs indélébiles participent encore aujourd'hui à l'identification de victimes et de malfaiteurs. Plongée dans les méandres d'un fleuve d'encre indélébile menant à la preuve.

Un tigre menaçant sur l'épaule, une dague qui semble s'enfoncer au niveau du cœur, un Christ en croix entre les deux omoplates, une femme nue alanguie près du nombril, une scène de bataille au canon encadrée de trois roses au-dessus des reins, un revolver et des portraits de dames au chapeau sur le thorax avec cette mention : *« Souvenir de mes souffrances »*... De face, de dos et parfois de profil, des cohortes de criminels tout droit venus du fond des âges se sont laissé photographier en noir et blanc pour documenter des dossiers de police.

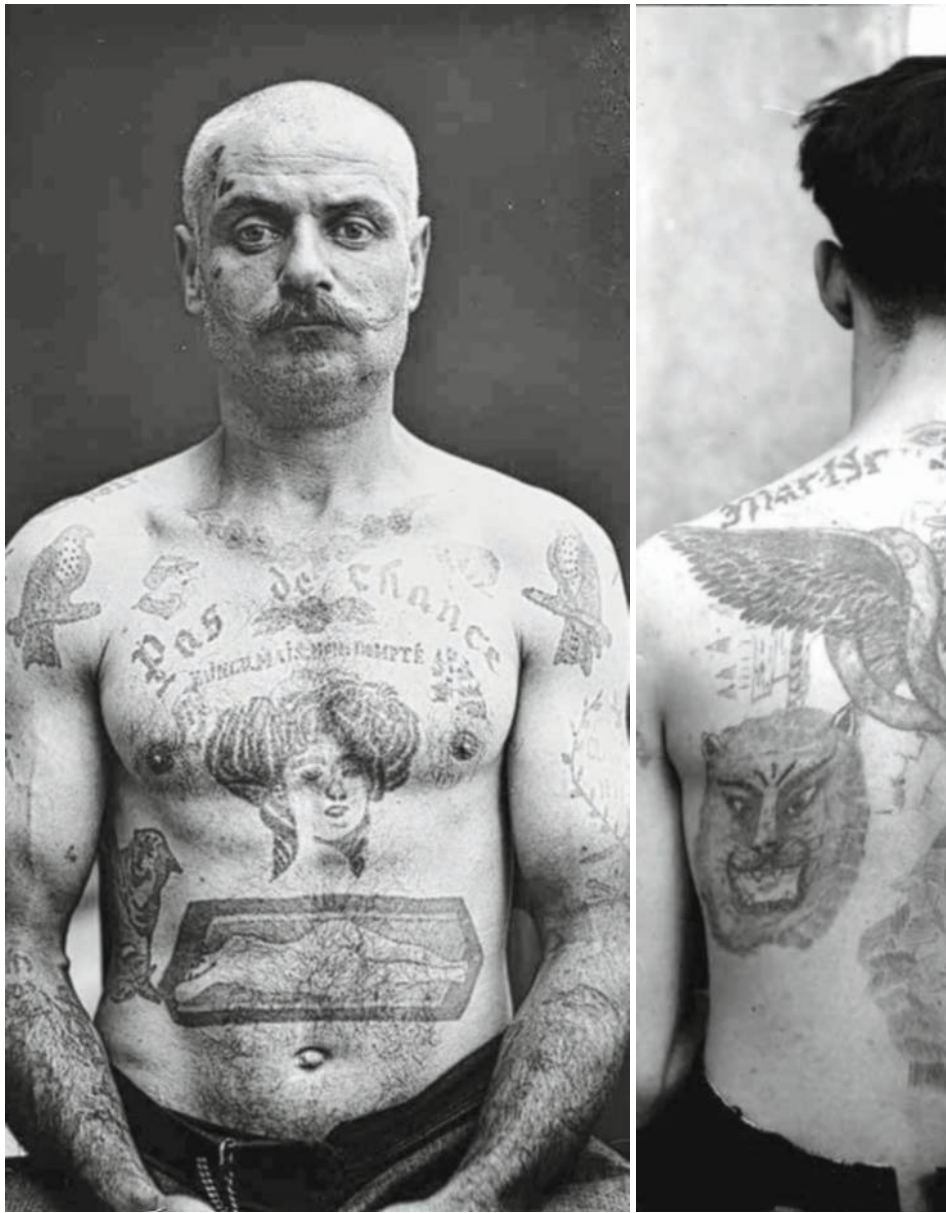
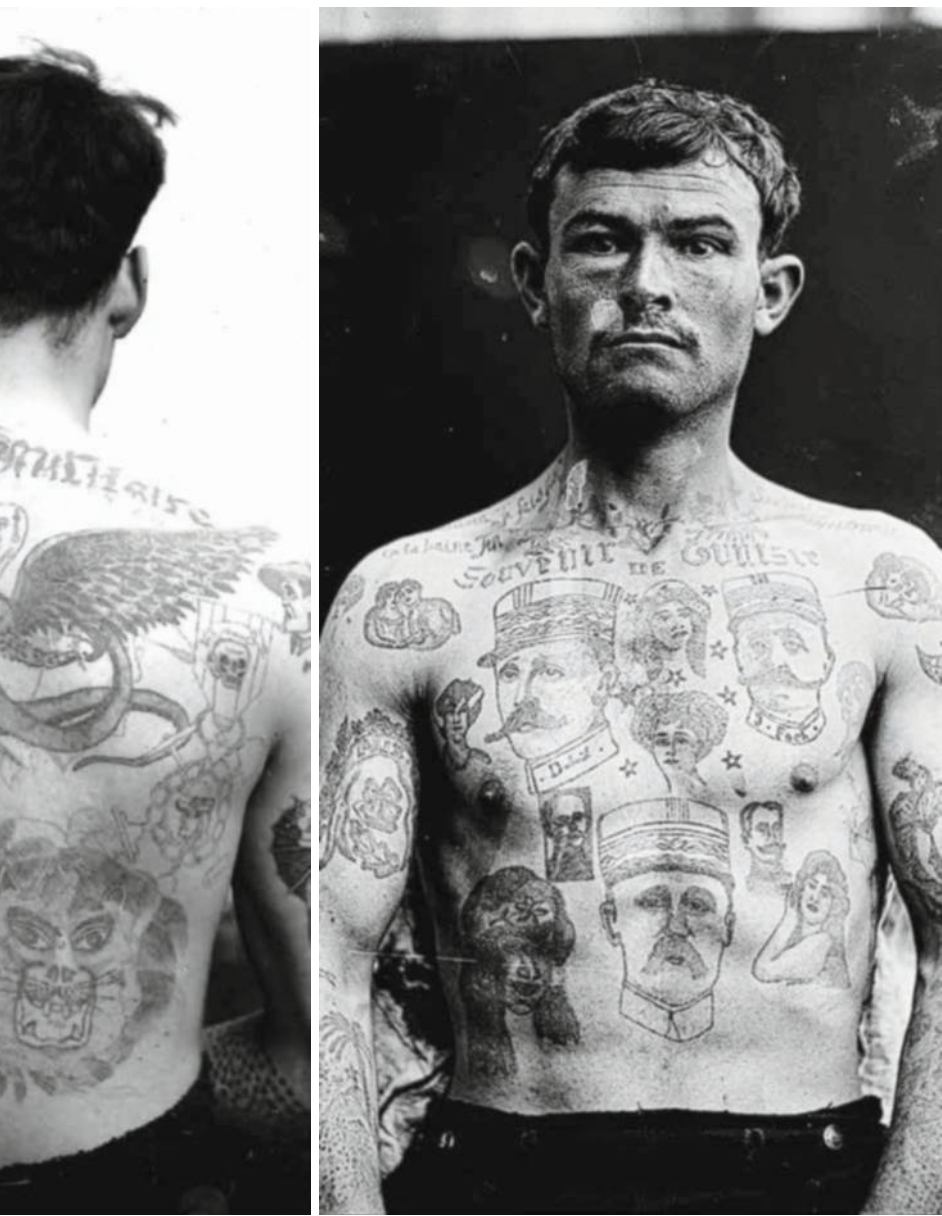
Torse nu, affichant des trognes moustachues et balafrées plus éloquentes que n'importe quel casier judiciaire, ces « apaches » des faubourgs et autres forçats revenus du bagne arborent une avalanche de tatouages qui permettent de retracer des trajectoires souvent écrites dans un nuage de poudre, de douleurs et avec le sang versé des innocents. Racontant l'histoire d'un crime à fleur de peau, l'ensemble offre une saisissante galerie photographique de portraits de tatoués immortalisés au début du XXe siècle et que vient de dévoiler le Service national de la police scientifique, à Lyon.

Retrouvés presque par miracle dans un garage de la police scientifique où ils croupissaient depuis des décennies, ces documents exceptionnels sont issus d'un fonds de 23 000 plaques de verre provenant d'une collection constituée à partir de 1910 par le professeur Edmond Locard, l'un des pères fondateurs de la police scientifique et criminalistique moderne. Dans ce fabuleux trésor rescapé des moisissures et désormais numérisé avec le concours d'Afitt Éditions figuraient des scènes de crime, des scellés, des photos du premier laboratoire de police scientifique de Lyon et du ministère de l'Intérieur en août 1943 après le départ de la Gestapo ainsi que cette vertigineuse série de tatoués, au nombre desquels figurent des femmes, autrefois cantonnées au seul cercle de la prostitution.

Fascinés par les tatouages, les experts n'ont jamais cessé de décrypter cette foisonnante « grammaire du corps ». Amos Frappa, enseignant-chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip), en livre quelques clés de lecture : *« Ainsi, la tête de tigre renvoie à la vengeance. Le dahlia est le signe de reconnaissance des lesbiennes. Le point isolé, placé sous l'orbite ou sur la pommette, signifie, quant à lui, que son porteur est affranchi. L'association des trois veut dire "Mort aux vaches". Sans compter les nombreuses références sexuelles dont s'amuse l'équipe du laboratoire de police. »*

## Appartenance à des groupes criminels organisés

Mais, assure ce spécialiste de l'histoire de la police scientifique, nul besoin d'être versé dans le symbolisme pour comprendre des inscriptions gravées sur la peau comme à livre ouvert. *« La gendarmerie sera mon tombeau »*, prophétise ainsi, à l'encre indélébile, un « dur à cuire », tandis qu'un autre, manifestement rongé par une « bile » noire, a fait écrire : *« Le passé m'a trompé, le présent me tourmente, l'avenir m'épouvante. »* Pour narguer la guillotine, un lascar du genre fantasque s'était même fait tatouer une ligne de points autour du cou avec l'inscription : *« Pour couper, suivre le pointillé. »*

Un siècle plus tard, à l'ère des traces génétiques et du numérique, policiers et gendarmes persistent à « faire parler » les marquages corporels et cutanés. *« Depuis 1910, les enquêteurs n'ont jamais cessé de s'intéresser aux tatouages arborés par les mis en cause*, confie au *Figaro* le commissaire divisionnaire Pierre Pascaud, chef d'état-major du Service national de la police scientifique. *Au cours des formations en gestion de scènes de crime, les policiers apprennent à prendre de bonnes photos de tous les signes particuliers apparaissant sur un corps. Ces images ont toujours été répertoriées dans les fichiers de police et, aujourd'hui encore, elles sont enregistrées dans le traitement des antécédents judiciaires (TAJ), ce qui peut être précieux dans la police du quotidien et pour identifier des récidivistes. »*

Sans permettre une identification certaine de l'individu, qui ne passe que par les empreintes, l'ADN ou l'odontologie, les tatouages aident aussi à établir des appartenances à des groupes criminels organisés. C'est notam-

VILLE DE LYON, ARCHIVES MUNICIPALES, FONDS PHOTOGRAPHIQUE DE LA POLICE SCIENTIFIQUE, COTE 126PH, NICOLAS DELESTRE, AFITT.

Ces clichés de tatoués photographiés au début du XXe siècle sont issus d'un fonds de la police scientifique, récemment retrouvé, à Lyon.

ment le cas des Hells Angels, reconnaissables à leur marque « 1 % », qui serait la proportion des « violents » parmi les « bikers ».

Dans le même esprit, les tatouages des mafieux géorgiens membres de la confrérie des Vory Zakone (les « voleurs dans la loi ») sont riches d'enseignements pour les policiers et les gendarmes lancés à leurs trousses. À la manière des yakuzas japonais ou des malfrats enrôlés dans les triades chinoises, ces mafieux russophones versés dans les vols en série et le racket organisé se reconnaissent grâce à des tatouages symbolisant leurs faits d'armes, leurs condamnations ou encore leur grade dans l'organisation. *« Ainsi, le corps de certains détenus peut se lire comme une carte de visite »*, confiait en 2022 au *Figaro* un spécialiste du renseignement criminel.

Des étoiles signifient « voleur haut gradé » ou « criminel », les clochers correspondent à des séjours en prison tandis que le scarabée, généralement tatoué dans la paume de la main, laisserait entendre que son porteur est ou a été un pickpocket très doué. Un serpent enroulé autour d'un poignard indique la dangerosité, des yeux au-dessus de la clavicule signifient « Je t'ai à l'œil » ou encore une Vierge à l'Enfant est censée symboliser la vie criminelle menée par le détenu, soit autant d'attributs qui complètent le CV tout en images, et souvent chargé, des truands slaves. *« Une des premières choses que font les "Vor" en arrivant en prison est d'ôter leur chemise pour montrer à leurs compagnons de cellule leurs faits d'armes et leur rang dans l'aristocratie mafieuse »*, souffle un cadre de la police judiciaire.

## Une pratique démocratisée

*« Mais cette pratique du tatouage tombe en désuétude chez les voyous*, observe-t-on au QG de la police scientifique. *Les malfaiteurs sont plus prudents. Pâtissant pour certains déjà de traits physiques bien caractéristiques, ils n'entendent pas fournir la moindre indication sur leur passé criminel. »* L'époque des « durs » et des « tatoués » a fait long feu et ses figures de légende ont disparu, à l'image de feu Claude Genova, dit « le Gros », 103 kg sur la table d'autopsie, dont la légende dit qu'il s'était fait tatouer sur une partie intime de son anatomie un papillon bleu qui déployait ses ailes dans certaines dispositions.

Désormais démocratisé, le tatouage, pratiqué par treize millions de Français, toutes générations confondues et sans distinction de catégorie sociale, n'est désormais plus l'apanage de la voyoucratie. Mais l'attrait pour ces dessins restera aussi inaltérable que les tracés, inscrits en pleins et déliés jusque sur le cuir chevelu.

*« À l'heure où les experts des séries américaines banalisent les technologies les plus modernes au service de l'investigation, l'étude des tatouages par la police scientifique paraît presque surannée. Et pourtant…*, raconte encore l'inspecteur général Éric Angelino, chef du Service national de police scientifique. *Aujourd'hui encore, le tatouage contribue à l'identification de corps méconnaissables, plus particulièrement lors de grandes catastrophes. »* Que ce soit dans l'affaire du crash de la Germanwings ou celle du mont Saint-Odile, une équipe d'enquêteurs en blouse blanche dite « ante mortem » va auprès des familles des disparus pour collecter tous les signes distinctifs dits « secondaires », dont les cicatrices et les dessins corporels que l'argot de jadis nommait « bouzilles » ou « fleurs de bagne ». Une seconde équipe, dite « post mortem », collecte sur les victimes tous les éléments susceptibles de correspondre afin d'esquisser un faisceau d'éléments susceptibles de déboucher sur une identification formelle.

Ce qui est vrai pour les catastrophes l'est tout autant pour les scènes d'attentats de masse, à l'image des attaques kamikazes perpétrées par les islamistes le 13 novembre 2015 à Paris (130 morts, 413 blessés) et de la tuerie du 14 juillet 2016 à Nice (86 morts, 458 blessés). *« Dans la tragédie du Bataclan, qui a endeuillé un public composé de fans de rock, les policiers ont par exemple travaillé sur une proportion importante de personnes tatouées*, raconte le commissaire divisionnaire Pierre Pascaud. *Mais nous agissons avec précaution car, à la différence du domaine biologique ou digital, il n'existe aucune base de données spécifique et l'on peut confondre deux motifs étoiles, par exemple, sauf si le tatoueur reconnaît son travail de manière formelle. »*

Témoins d'une volonté farouche de trouver et classifier le moindre indice pour mettre des noms sur des femmes et des hommes à l'identité énigmatique, les tatouages ont vocation à rester d'éternels auxiliaires de la vérité. Offrant un saisissant instantané du milieu des voyous d'antan, ils invitent à une hypnotique plongée dans des méandres d'un fleuve d'encre indélébile menant au royaume de la preuve. ■

# EN BREF

### Meurtre de Lola : vers un procès aux assises

Le parquet de Paris a requis un procès contre Dahbia Benkired, suspectée du meurtre, accompagné de viol et d'actes de barbarie, de la jeune Lola, 12 ans, fin 2022 à Paris. Une première expertise psychiatrique avait conclu que la mise en cause, une Algérienne sous OQTF, ne souffrait *« d'aucun trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli ou altéré son discernement »*. D'après le ministère public, deux médecins ont conclu dans une contre-expertise de janvier 2024 à *« l'existence de conduites manipulatoires relevant d'une personnalité pathologique ou d'une stratégie et pas d'une pathologie psychiatrique majeure »*.

### Enfant violentée à Paris : l'institutrice en garde à vue

Une institutrice, suspendue par l'Éducation nationale pour avoir violenté une enfant dans une école maternelle à Paris début septembre, a été placée lundi en garde à vue. Une enquête préliminaire avait été ouverte à la suite d'une plainte déposée par les parents de la fillette. Sur une vidéo, filmée par une mère d'élève présente dans la classe, on voit l'enseignante asséner un violent coup au niveau du dos à une petite fille en larmes.

### Doubs : 4 morts dans un accident de la route

Quatre Brésiliens, tous occupants d'un même véhicule, sont décédés dans un accident de la route près de Besançon dans la nuit de dimanche à lundi. La voiture accidentée, une Volkswagen Passat, a quitté la chaussée et est venue *« sectionner un arbre de 1,04 mètre de diamètre »*, selon le procureur de la République Étienne Manteaux. Le moteur du véhicule a été éjecté et le compteur retrouvé *« bloqué à 180 km/h »* sur une route limitée à 50 km/h.

Des scientifiques californiens ont cartographié le cerveau d'une femme enceinte, semaine après semaine. L'étude a ainsi mis au jour des modifications de volume de diverses régions cérébrales pendant la grossesse. SEVENTYFOUR/STOCK.ADOBE.COM

# Plongée dans le cerveau d'une mère au fil de sa grossesse

**Soline Roy**

Des chercheurs ont soumis une femme enceinte à 26 examens par IRM, pour observer les changements cérébraux survenant durant cette période de grands remaniements.

C'est une véritable symphonie neuronale, qui retentit chaque année dans la tête de 140 millions de femmes à travers le monde. Au fil de la grossesse, le cerveau ne cesse de se remodeler, montrent des chercheurs de l'université de Californie dans une étude unique en son genre : les auteurs ont cartographié le cerveau d'une femme enceinte tout au long de la grossesse, la soumettant à pas moins de 26 IRM et autant de prélèvements sanguins. *« Un bel article, que l'on aurait envie de confirmer avec davantage de femmes »*, salut le Dr Lucie Joly, psychiatre à l'hôpital Saint-Antoine (Sorbonne Université AP-HP, Paris) et auteur, avec son confrère Hugo Bottemanne, du passionnant ouvrage *Dans le cerveau des mamans* (Éditions du Rocher, 2022).

Au cœur de l'aventure, Elizabeth Chrastil, professeur associée en neurobiologie du comportement à l'université de Californie, qui a « prêté » son cerveau pour l'expérience. *« Laura Pritschet (premier auteur de l'étude) venait de terminer un projet dans le cadre duquel elle avait scanné son cerveau tous les jours pendant le cycle menstruel*, raconte Elizabeth Chrastil au *Figaro. J'envisageais une grossesse, j'ai donc proposé l'idée de cette étude à la patronne du laboratoire de recherche ! »* Dans les laboratoires de neurosciences, il n'est pas rare que les chercheurs, et les femmes en particulier, donnent ainsi de leur personne : *« C'est compliqué de recruter des volontaires pour faire autant d'imageries cérébrales, en particulier des femmes enceintes*, explique Lucie Joly. *Elles sont réticentes, même si l'IRM n'est absolument pas irradiante. Ce sont donc souvent les femmes de l'équipe qui s'y collent ! »* La chercheuse française confie être elle-même passée dans la machine durant sa grossesse, pour une étude en cours de publication. *« Il est certes un peu étrange de voir son propre cerveau changer de la sorte, mais je sais aussi qu'il fallait un neuroscientifique pour lancer cette ligne de recherche »*, conclut Elizabeth Chrastil.

La scientifique, dont c'était la première grossesse, s'est donc glissée à 26 reprises dans la machine à IRM et subi autant de prélèvements sanguins pour y suivre les fluctuations hormonales. Cela a démarré trois semaines avant la conception (qui a eu lieu par fécondation in vitro), puis toutes les deux à trois semaines durant les 40 semaines de gestation, et enfin sept fois dans les deux années suivant l'accouchement.

## « Des superpouvoirs »

Et semaine après semaine, les chercheurs ont observé des modifications de volume de diverses régions cérébrales, expliquent-ils dans la revue *Nature Neuroscience*. Le volume de matière grise du cortex (la partie extérieure du cerveau, impliquée dans la plupart des fonctions cognitives) a diminué à mesure que la production d'hormones augmentait, et ce de façon durable même après l'accouchement ; le volume de matière blanche (située plus profondément et impliquée dans la communication entre hémisphères) a au contraire augmenté, principalement durant les deux premiers trimestres et de façon transitoire. La plupart des régions du cerveau ont été impactées, indiquent les auteurs. Et à ceux qui suspecteraient que tout cela reflète *« une rétention d'eau accrue et une compression subséquente du tissu cortical »*, les chercheurs répondent que la persistance de ces changements deux ans après l'accouchement et les variations régionales de volume des structures cérébrales *« laissent entrevoir des fondements cellulaires, tels que des altérations du nombre de cellules gliales ou de neurones, de la densité synaptique et de la myélinisation »*. *« D'autres études ont montré que ces changements subsistent très longtemps après l'accouchement, et l'on peut même voir à partir d'une IRM cérébrale si une femme a eu un enfant, voir combien elle en a eu »*, souligne pour sa part Lucie Joly.

La psychiatre spécialisée en périnatalité précise aussi un point important : *« Une diminution du volume de matière grise, cela ne veut pas dire que les femmes enceintes deviennent moins intelligentes ! Au contraire, le cerveau va se surspécialiser, plein de connexions vont se faire pour permettre au cerveau de devenir "maternel". Les mères ont en réalité des superpouvoirs qui leur permettent de mieux détecter les émotions sur les visages, d'être hypervigilantes, de mieux détecter et interpréter les pleurs des nouveau-nés… »* Le même type d'amincissement du cortex survient à la puberté, précisent les auteurs. *« Pensez au David de Michel-Ange*, suggère dans un communiqué le Pr Emily Jacobs. *L'artiste part d'un bloc de marbre et la beauté sous-jacente est révélée par l'art de la dépose, en affinant soigneusement le matériau. »*

Malgré la richesse des données obtenues, mises par les auteurs à la disposition de la communauté scientifique, il faudra confirmer les résultats sur davantage de patientes. *« Avec une seule participante (…), il est difficile de savoir quelle signification donner à un changement particulier*, concède Elizabeth Chrastil. *Nous recueillons actuellement des données sur 10 à 20 femmes, et prévoyons de collecter des données sur un échantillon beaucoup plus large mais avec moins de points dans le temps. »*

## Enjeu d'importance

Lucie Joly aurait aussi aimé que des tests soient réalisés mesurant d'autres facteurs pouvant expliquer certains changements cérébraux, par exemple le niveau de stress de la volontaire. Difficile également de savoir si le fait que la participante a eu recours à une fécondation in vitro change ou non la donne, sur le plan biologique (en particulier si un don de gamètes a eu lieu) tant que psychologique.

Outre satisfaire la curiosité des chercheurs, l'enjeu de ce type de travaux est d'importance. Car la recherche biomédicale, et plus encore en neurosciences, s'est jusqu'à présent bien trop peu intéressée aux femmes en général et aux femmes enceintes en particulier, regrette Emily Jacobs. *« Et notre ignorance a des conséquences. Les scientifiques ne disposent pas des données nécessaires pour prédire la dépression post-partum avant qu'elle ne se manifeste ; nous ne disposons pas des données nécessaires pour comprendre les effets de la prééclampsie sur la santé cérébrale à un stade ultérieur de la vie »*, liste-t-elle. Cet article, indique-t-elle, *« représente le lancement du Maternal Brain Project »*, un effort international qui entend cartographier avec précision le cerveau maternel. *« Quatre-vingt-cinq pour cent des femmes connaissent une ou plusieurs grossesses au cours de leur vie*, insiste Laura Pritschet. *Les neurosciences de la grossesse ne doivent donc pas être considérées comme un sujet de recherche de niche. »* ■

# L'Australie en passe d'abandonner les filets antirequins

**Grégory Plesse** Sydney

De plus en plus de voix réclament leur suppression au profit d'autres méthodes pour protéger les baigneurs sans menacer la vie marine.

Protéger les baigneurs de l'appétit des squales. C'est une louable intention qui, dans les années 1930, avait animé les autorités de Nouvelle-Galles du Sud, alors premières à déployer des filets antirequins. Une menace bien réelle : on dénombre chaque année sur les côtes australiennes dix à quinze attaques, parfois fatales (le dernier décès remonte à 2022). Ce moyen de protection est pourtant largement remis en cause aujourd'hui par des scientifiques, des ONG et quelques personnalités politiques. Et leur voix commence à porter. Le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud a consenti à retirer les filets un mois plus tôt que prévu, dès le 31 mars, pour faciliter la ponte des tortues marines dès le mois d'avril.

Car outre les risques qu'ils présentent pour les requins, dont la population dans le monde a chuté de plus de 70 % au cours des cinquante dernières années, ces filets sont aussi une menace pour d'autres espèces marines. D'après le bilan dressé l'été dernier, plus de 90 % des animaux pris dans les 51 filets installés au large de la Nouvelle-Galles du Sud n'étaient pas des requins. On y a retrouvé des dauphins, des tortues, des raies, des dugongs, des espèces pour certaines protégées, voire menacées d'extinction. Or plus de la moitié des individus piégés dans les filets n'ont pas survécu. Ces filets sont *« totalement obsolètes, n'apportent aucune réelle sécurité et ne sont efficaces que pour tuer des espèces protégées »*, estime donc Leonardo Guida, biologiste marin spécialiste des requins de l'Australian Marine Conservation Society.

Un avis partagé par Paula Masselos, maire travailliste de Waverley, un quartier de Sydney qui couvre Bondi Beach, la plus célèbre plage du pays. *« La sécurité de mes administrés et des touristes est une priorité mais je ne crois pas qu'elle soit assurée par ces filets. Ils ne font que 150 mètres de long, 6 mètres de haut et ils sont installés à une profondeur de dix mètres. Ce qui signifie que les requins peuvent passer au-dessus, au-dessous ou à côté, car la plage de Bondi fait 1 km de long. Par ailleurs, ils ne sont déployés que six mois par an, ce que la plupart des gens ne savent pas. Enfin, plus de la moitié des requins pris dans ces filets le sont du côté de la plage. Ce qui veut dire qu'ils ont d'abord pu s'approcher très près du rivage, et être pris alors qu'ils repartaient vers le large. »*

D'autres méthodes sont employées depuis une dizaine d'années. Des drones surveillent les côtes et localisent d'éventuels requins. Les autorités ont aussi recours à des palangres de surface, un système de bouées reliées à un hameçon et à une balise. *« C'est un pas dans la bonne direction*, estime Leonardo Guida, *car elles permettent d'attraper des requins sans les tuer. Les autorités se rendent ensuite sur place dans la demi-heure, pucent l'animal, puis le relâchent ensuite plus loin au large. »*

## Des précautions de base

Plus de mille requins ont ainsi été munis d'une puce. Toutes ces informations sont mises à la disposition du public sur une application mobile officielle de l'État, SharksMart. D'autres existent, par exemple Dorsal qui, en plus des informations officielles, compile également les signalements de ses utilisateurs. L'application, également utilisée à La Réunion, a vu le jour en 2015 après qu'un plongeur a été tué sous les yeux de sa fille par un grand requin blanc. De nombreux baigneurs avaient vu l'animal, sans avoir aucun moyen de le signaler. Grâce à tous ces nouveaux outils, considère Robert Harcourt, de l'université Macquarie, *« le gouvernement peut sérieusement envisager de réduire progressivement l'usage des filets, sans que cela pose de risques pour le public »*.

Et parce que le risque zéro n'existera pas tant qu'il y aura des requins, Paula Masselos rappelle quelques précautions de base, valables tant sur les plages de Sydney qu'à La Réunion : *« N'allez pas vous baigner à l'aube ou au crépuscule, quand vous ne pouvez pas voir ce qu'il y a dans l'eau. N'allez pas nager s'il y a beaucoup de poissons, cela signifie qu'il y a sûrement autre chose dans l'eau qui les chasse. Restez près du rivage et évitez de nager seul. Bref, faites preuve de bon sens. »* ■

# Mbappé, le premier jour du reste de sa vie

Baptiste Desprez

L'attaquant de 25 ans, ambitieux mais pas dans la meilleure forme de sa vie, démarre la Ligue des champions sous les couleurs du Real Madrid.

« *Sur cette rentrée, il a donné l'impression d'être plus préoccupé par le Real Madrid que par l'équipe de France.* » Cette confidence émane d'un membre influent du vestiaire des Bleus. Et livre un état de fait, entraperçu par bon nombre de suiveurs de la sélection, pendant les huit jours de rassemblement au cours desquels Kylian Mbappé (86 sélections, 48 buts) a traversé le terrain comme une ombre avec une titularisation ratée contre l'Italie (1-3), au Parc des Princes, et une entrée en jeu tardive face à la Belgique (2-0), à Décines. Hasard ou coïncidence, dans cette période maussade avec la sélection (2 buts en 12 matchs en 2024, pire série depuis ses débuts en 2017), il a même été sifflé par le public rhodanien (comme Deschamps, Guendouzi et Barcola).

Tête basse et mine des mauvais jours jeudi dernier, il a retrouvé le Real Madrid tout sourire, buteur samedi soir sur penalty face à la Real Sociedad (0-2) lors de la cinquième journée de Liga. En terre basque, il a montré autre chose, du jus, des intentions et un côté incisif. Voire une certaine forme de fraîcheur. Les prémisses de jours meilleurs? Avec quatre buts à son compteur avec la Maison blanche, il a déjà plus marqué qu'en sélection sur les neuf derniers mois. Docteur Kylian, Mister Mbappé… « *Sur le dernier match, on a eu l'impression de retrouver le Mbappé que l'on attend, c'était l'un des meilleurs joueurs*, plante Pablo Polo, reporter à *Marca*. *Ce n'est pas encore le meilleur Kylian, mais il commence à revenir et à s'adapter. On le sent plus à l'aise avec ses partenaires, dans ce que lui demande Ancelotti aussi sur le terrain. C'est positif pour la suite de la saison et des choses sérieuses qui commencent.* »

À 25 ans, le champion du monde 2018 attaque ce mardi, contre le VFB Stuttgart (20 h 45, Canal+), sa première campagne de Ligue des champions sous les couleurs du plus grand club du monde (15 sacres dans cette compétition). « *Un rêve d'enfant* », répète-t-il, avec l'intention d'écrire la suite de son histoire dans le club de ses rêves. Avec un désir non feint de glaner enfin sa première C1, lui qui court après depuis le début de sa carrière et sept années à voir ses ambitions de succès se fracasser avec le Paris SG. Des échecs dont il a aussi sa part de responsabilité, bonne ou mauvaise.

**« Il n'y a aucun doute, ni écho négatif sur son état de forme. Il y met beaucoup du sien »**

**Un agent de joueurs implanté auprès du Real Madrid**

Pour clôturer le sujet équipe de France, tout du moins jusqu'au prochain rassemblement prévu en octobre (Israël et Belgique les 10 et 14 en Ligue des nations), Kylian Mbappé est apparu, la semaine passée, sans jambes ni peps, mais aussi touché psychologiquement, à l'image d'une conférence de presse d'avant Italie-France au Parc des Princes jugée lunaire. Entre détachement (« *je suis arrivé à un stade de ma carrière où je ne constate plus, je viens et je joue* »), et forme d'usure (« *ce que pensent les gens, c'est le cadet de mes soucis* »), le capitaine des Bleus a perdu son sourire et n'a jamais tenu un discours mobilisateur, après un Euro ennuyeux de la part de l'équipe de France et des JO fabuleux qui ont tout balayé sur leur passage, permettant une communion totale du pays. En interne, son attitude et sa communication ont interpellé.

Passé à côté de son match contre la Squadra Azzurra, il est resté mutique dans le vestiaire pendant que Mike Maignan délivrait un discours saignant, remettant en cause des comportements individualistes. Mbappé, visé, entre autres, n'a pas pipé mot. Certains témoins l'ont trouvé distant et ailleurs. « *Il n'a pas joué son rôle de leader*, plante un proche de la sélection. *Il faut qu'il ait conscience de ses manques. Même s'il ne le verbalise pas, on sent qu'il n'est pas au mieux.* » Comme dans tout vestiaire, quand votre star vous tire vers le haut et répond aux attentes, ses défauts ne posent aucun problème. Quand ce n'est plus le cas, ils remontent à la surface et créent des crispations. Voilà le sentiment qui régnait dans le vestiaire français à l'issue de cette séquence.

MACIA/PPI/MAGARA/ALAMY VIA REUTERS CONNECT

**Kylian Mbappé** ***(ici, le 1er septembre, face au Betis Séville)*** **a inscrit quatre buts depuis son arrivée au Real Madrid.**

Le retour en Espagne a donc fait le plus grand bien au crack de Bondy, soucieux de profiter d'un autre air, de parler une autre langue et de découvrir autre chose. Comme si la rentrée des Bleus, avec en plus une réception au Parc des Princes, était arrivée trop vite dans son calendrier 2024-2025. Du côté de Madrid, décrit par le quotidien *Marca* la semaine passée comme « *son oasis après une année très compliquée au PSG* » (il est notamment toujours en conflit avec son ancien club pour le non-versement de 55 millions d'euros, feuilleton qui pourrait se conclure devant les tribunaux), Kylian Mbappé fait tout pour s'acclimater au plus vite avec un nouveau vestiaire, de nouveaux partenaires, un nouvel entraîneur et de nouvelles attentes.

Les retours sont unanimes sur son implication et son désir de s'intégrer au plus vite à son nouvel environnement. « *Il n'y a aucun doute, ni écho négatif sur son état de forme*, atteste un agent très implanté auprès du club madrilène. *Il y met beaucoup du sien.* » Durant ses congés du côté de Miami et Los Angeles, après un Euro raté dans les grandes largeurs (1 but à son compteur, sur penalty contre la Pologne) et un nez cassé, le capitaine des Bleus a soufflé avant de s'adonner à une intense préparation physique, en suivant un programme concocté par Antonio Pintus, le préparateur physique de son nouveau club (ex-Juventus, Monaco, OM, bien connu de Didier Deschamps), pour revenir en forme avec le Real.

« *Au départ, les supporteurs doutaient un peu, car il avait refusé de venir au club plusieurs fois*, avance notre confrère espagnol. *Mais le temps passe et les fans voient que Kylian fait tout pour réussir au Real. Son comportement d'ensemble rassure et séduit.* » De retour à l'entraînement le 7 août (de manière individuelle, puis deux jours après avec le collectif), le Français a commencé son aventure sept jours plus tard en s'adjugeant la Supercoupe d'Europe contre l'Atalanta Bergame, inscrivant le 2e but du match (2-0). Après à peine une semaine en commun seulement avec ses partenaires.

Certains s'interrogent sur cette reprise aussi rapide au regard des échéances à venir cette saison, avec plus de matchs de Ligue des champions et une Coupe du monde des clubs (15 juin-13 juillet) prévue l'été prochain. « *C'est bien trop peu comme préparation pour le remettre dans le bain et avec tous les objectifs qu'il a cette saison* », souffle un technicien expérimenté. Au Real Madrid, on estime que Carlo Ancelotti n'aura aucun mal à gérer les temps de jeu cette saison, Kylian Mbappé compris. Discours convenu ou réalité? La saison délivrera sa réponse. Comme toujours.

Face aux critiques sur l'état physique de l'ancien Monégasque et d'autres éléments du groupe merengue, l'entraîneur Italien de 65 ans admet, lui aussi, ce manque de temps. « *Beaucoup oublient qu'ils ont commencé le 9 août, et qu'ils n'ont pas pu faire de présaison. Ils ont amélioré leur condition depuis.* » Désireux de remettre en forme un Kylian Mbappé marqué dans la tête et les jambes par son Euro et sa saison au Paris SG, le club espagnol avait même tenté le coup auprès des Bleus pour qu'il ne soit pas appelé durant la rentrée de septembre. Sans succès.

Interrogé lundi dernier sur la possibilité de faire souffler Kylian Mbappé (et le vice-capitaine Antoine Griezmann, lui aussi dans le dur en sélection, mais plus saignant en club, à l'image de son but avec l'Atlético de Madrid ce week-end) en octobre ou novembre, période dédiée à la Ligue des nations durant laquelle il souhaite faire des tests et gérer les temps de jeu, conscients des corps abîmés par les saisons à rallonge et un calendrier impitoyable, Didier Deschamps a cependant balayé cette hypothèse. « *Les laisser au repos? Non, autrement je vais devoir en laisser beaucoup qui sont dans leur cas. Après, j'échange avec eux, bien évidemment. Je ne pars pas dans cette idée-là. Ils n'ont pas pu faire de préparation complète, les matchs s'enchaînent et il y a aussi l'aspect psychologique.* »

Au Real Madrid, Kylian Mbappé savait également que tous ses gestes seraient observés, critiqués et décortiqués. L'émission phare en Espagne « El Chiringuito », qui suit le Français partout, a même été jusqu'à le filmer en train de manger son sandwich et… d'enlever le gras du jambon. La rançon de la gloire. Côté terrain, son placement à la pointe de l'attaque et son entente avec Vinicius restent perfectibles. Logique, après même pas un mois de vie commune. Leur relation sera, à coup sûr, l'une des clés de la réussite madrilène, tant les deux hommes, qui semblent s'apprécier, ont les mêmes caractéristiques et la même propension à jouer sur le côté gauche.

**« À chaque match, je me sens mieux. Je comprends ce dont a besoin l'équipe, le coach et mes partenaires et, ce mardi soir, je serai là pour aider le Real à bien démarrer la Ligue des champions »**

**Kylian Mbappé**

« *À chaque match, je me sens mieux*, estime le principal intéressé. *Je comprends ce dont a besoin l'équipe, le coach et mes partenaires et, ce mardi soir, je serai là pour aider le Real à bien démarrer la Ligue des champions.* » Avis partagé par les suiveurs de la Casa Blanca. « *Si Kylian continue à se montrer discret, à faire le travail sur le terrain, à ne pas créer de polémique, il peut aisément dépasser Vinicius dans le cœur des supporteurs et devenir l'idole du Real Madrid* », poursuit Pablo Polo.

Dans les tribunes de Bernabeu, l'heure est à la patience. « *Même les plus grands, comme Zidane, ont eu du mal au début et ont parfois été sifflés*, témoigne Mario, 39 ans, supporteur du Real Madrid depuis tout jeune. *Kylian est venu avec beaucoup d'humilité, personne ne s'attendait à ce qu'il laisse le premier penalty à Vinicius, mais on sent qu'il ne veut pas faire de bruit. Il doit prouver sur le terrain, mais on le sent sincère et on est plusieurs à penser que, même si Vinicius peut gagner le Ballon d'Or, nous croyons davantage en Mbappé pour être le numéro 1 du Real Madrid pour les années à venir.* »

Son ambition ultime. Avec, en toile de fond, des titres (Liga, Ligue des champions…) et ce Ballon d'Or qui le fait tant rêver. Dans la lignée des Raymond Kopa, Zinédine Zidane et Karim Benzema. Place au premier jour du reste de sa vie. ■

## Le Losc défie le Sporting Lisbonne et son « Haaland » suédois

**Une plongée dans le grand bain. Pour son retour en Ligue des champions, deux ans après sa dernière apparition, le club nordiste n'a pas le temps de tergiverser. Avec un déplacement à Lisbonne pour défier le Sporting, champion du Portugal en titre et leader imposant cette saison (5 matchs, 5 victoires), les hommes de Bruno Genesio, battus par Saint-Étienne vendredi en Ligue 1 (1-0) et timides 8e au classement (3 défaites de suite), ont tout intérêt à se mettre au niveau d'entrée de jeu. Car dans la foulée de cette première sortie en terre (très) hostile, le programme s'annonce costaud pour les Dogues avec, notamment, les réceptions du Real Madrid (2 octobre) et de la Juventus (5 novembre), entrecoupées d'un déplacement à l'Atlético de Madrid (23 octobre) ou encore à Liverpool (21 janvier). Entre-temps, il faudra batailler face à Bologne (27 novembre) et Sturm Graz (11 décembre). Copieux. Qualifié in extremis après avoir passé deux tours d'accession à la C1, le Losc se frottera notamment ce mardi soir à l'avant-centre Viktor Gyökeres (1,89 m, 94 kg), autre cyborg comparé à Erling Haaland, mais qui nous vient, lui, de Suède. À 25 ans, le buteur (36 réalisations l'an passé, 8 en 5 matchs cette saison) fait déjà parler de lui dans toute l'Europe. Les Nordistes sont prévenus.** B. D.

**1RE JOURNÉE LIGUE DES CHAMPIONS**

| | | |
|---|---|---|
| JUVENTUS TURIN | 18h45 | PSV EINDHOVEN |
| YOUNG BOYS BERNE | - | ASTON VILLA |
| REAL MADRID | 21h | VFB STUTTGART |
| BAYERN MUNICH | - | DINAMO ZAGREB |
| SPORTING PORTUGAL | - | LILLE |
| AC MILAN | - | LIVERPOOL |

En direct sur les chaînes de Canal+.

## ZOOM

**Rabiot, le titi parisien devenu marseillais**

Quand les premières rumeurs ont fuité dimanche soir, tout le monde pensait à une fausse information. Raté. Adrien Rabiot (29 ans, 48 sélections), titulaire en équipe de France, mais sans club depuis sa fin de contrat à la Juventus Turin l'été dernier, a atterri… à l'Olympique de Marseille. Le natif de Saint-Maurice (Val-de-Marne) et formé au Paris SG, désireux de jouer la Ligue des champions et d'intégrer un club du top 10 européen, a répondu favorablement au coup de poker tenté par Pablo Longoria et Mehdi Benatia, président et conseiller sportif du club phocéen. Murmuré à Milan ou encore Arsenal et Manchester United, le milieu de terrain, faute de mieux, et séduit par le discours du technicien italien Roberto De Zerbi, rejoint un club qui ne dispute aucune Coupe d'Europe cette saison. Un choix étonnant, mais surtout une bonne nouvelle pour l'OM et la Ligue 1. Assurément le plus beau coup du mercato du championnat de France. B. D.

## conférences

**Les Mardis de la Philo**

Dès ce 17 septembre, à 9 h 30, chaque mardi,

20 nouveaux sujets :
**– Religion et liberté**
Bertrand Vergely,
**– Les objets : entre amour et haine**
Jean-Michel Besnier,
**– Lire les philosophes**
Éric Fiat,
**– De la responsabilité à la liberté**
Francis Wolff,
**– L'expérience esthétique**
Charles Pépin,
**– Sociologie de l'art contemporain**
Nathalie Heinich,
**– Penser avec Raymond Aron**
Perrine Simon-Nahum,
**– La vérité**
Camille de Villeneuve,
**– Les mythes platoniciens**
Heinz Wismann,
**– La frénésie du bonheur**
Luc Ferry,
**– Neuromania**
Albert Moukheiber,
Cynthia Fleury,
**– Vitalité des croyances**
Gérald Bronner,
**– De l'indifférence à la différence,**
Mazarine M. Pingeot,
**– Philosophie de la laïcité,**
Pierre-Henri Tavoillot,
**– Les héritiers de saint Augustin**
Pierre Descotes,
**– Hegel : la découverte de l'histoire**
Marcel Gauchet,
**– Descartes et le cartésianisme**
Dan Arbib,
**– Pourquoi apprendre ?**
Camille Dejardin,
**– Repenser le mal**
Olivier Dhilly.

Les conférences ont lieu aux Facultés Loyola Paris, 35 bis, rue de Sèvres, Paris (6e), et en visio.

Pour en savoir plus :
06 77 66 09 55,
www.lesmardisdelaphilo.com
Podcasts :
www.mercisocrate.com

## deuils

Mme Patrick Belval,
née Anne-Marie Uthurriague,
son épouse,

Sophie, sa fille,
Hector et Félix,
ses petits-fils,
Ludovic Sautelet,
son gendre,

ainsi que toute la famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

**M. Patrick BELVAL**
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 septembre 2024,
à l'âge de 77 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-Xavier,
à Paris (7e),
le jeudi 19 septembre,
à 15 heures.

Il sera inhumé
dans l'intimité familiale,
au cimetière de Montmartre,
à Paris (18e).

---

M. et Mme Laurent Bexon,
son fils et sa belle-fille,

Daphné, Agathe et Tristan,
ses petits-enfants,

Anne Le Bret,
sa compagne,

vous font part
du rappel à Dieu de

**M. Gabriel BEXON**

le 7 septembre 2024,
à l'âge de 77 ans, à Paris (15e).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Honoré-d'Eylau,
à Paris (16e),
le mercredi 18 septembre,
à 14 h 30.

---

Toulon (Var).

Véronique et Laurent Faivre,
sa fille et son gendre,

Hugo, Clémentine et Juliette,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Bernard BROUSSOLLE**
médecin général inspecteur,

survenu le 13 septembre 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le jeudi 19 septembre,
à 10 heures, en l'église
Saint-Georges de Toulon.

847, littoral Frédéric-Mistral,
83000 Toulon.

---

François et Florence,
ses enfants, et leurs conjoints,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

**Mme Jean-Claude GAMAS**
née Lina Le Depensier,

survenu le 4 septembre 2024.

Le service religieux
sera célébré
au temple du Havre
(Seine-Maritime),
ce mardi 17 septembre 2024,
à 14 heures.

fgamasdussol@orange.fr

---

Laurence Pessez Hublot,
son épouse,

Anne-Victoire et Louis Hublot,
ses enfants,

sa famille et ses proches

ont la profonde tristesse
d'annoncer le décès de

**Henri HUBLOT**

survenu le 13 septembre 2024,
à l'âge de 67 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame, à Versailles,
le vendredi 20 septembre,
à 14 h 30.

---

Le Havre (Seine-Maritime).

Christophe et Claude
de La Taille,
son fils et sa belle-fille,

Geneviève et Simon Locke,
François, Xavier et Héloïse,
ses petits-enfants,

Alban, son arrière-petit-fils,

et toute sa famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

**M. Jocelyn de LA TAILLE**

survenu le 10 septembre 2024,
dans sa 89e année.

5, avenue Jeanne-d'Arc,
78150 Le Chesnay.

---

Sainte-Maxime (Var).

M. Yves Le Coadou,
son époux,

M. et Mme Marc Lakhel,
Mme Marie-Noëlle
Le Coadou,
M. et Mme
Pierre-Yves Le Coadou,
ses enfants,

ses petits-enfants
et son arrière-petit-fils

ont la tristesse
de faire part du décès de

**Mme Maryse LE COADOU**
née Maxe,

ancienne professeure agrégée
au lycée international
de Sèvres,

survenu le 10 septembre 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Lourdes,
à Chaville (Hauts-de-Seine),
ce mardi 17 septembre,
à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu
ultérieurement au cimetière
de Sainte-Maxime,
dans l'intimité familiale.

10, avenue Berthelot,
92370 Chaville.

---

Mme Pierre de Nacquard,
née de La Bourdonnaye,

son fils Guénaël
ainsi que son épouse

et ses petits-enfants

ont la tristesse
de vous annoncer le départ de

**M. Pierre de NACQUARD**

endormi
dans la Paix du Seigneur
le 10 septembre 2024.

La messe sera célébrée
le mercredi 18 septembre,
à 10 h 30,
en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Grenelle, Paris (15e).

L'inhumation aura lieu
le jeudi 19 septembre,
à 11 heures, au cimetière
d'Erquy (Côtes-d'Armor).

---

Jean-Philippe Henry,
son fils,

Augustin, Philémon
et Ferdinand Henry,
ses petits-fils,

Christian Speissmann

ont l'immense tristesse
de faire part de la mort de

**Jackie PONT d'HARAUCOURT**

survenue le 13 septembre 2024,
à l'âge de 82 ans,
à Rochemaure (Ardèche).

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Gramat (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Thiboumery,
75015 Paris.

adresseoriginale@gmail.com

---

Delphine et Damien
Chauveinc,
Anne-Laure et Arnaud
de Bonneville,
Constance et Frank
Schützendorf,
ses enfants,

Dominique Behuret,
sa compagne,
Corinne Cadiot,
la maman de ses enfants,

Emma, Maximilien,
Marie, Joséphine,
Camille, Juliette et Fleur,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part
du décès soudain de

**Gérard PORTE**

à l'âge de 77 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le vendredi 20 septembre 2024,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-de-Lorette,
Paris (9e),
suivie de l'inhumation
dans la chapelle familiale,
au cimetière de Montmartre,
Paris (18e).

---

Paris.

Jean-François Sammarcelli,
son mari,

Marcel-Dominique
et Adélaïde,
Caroline et Carlos,
Aurélien et Aurélie, Sarah,
ses enfants et leurs conjoints,

Marine, Antoine, Ana, Chloé,
Judith, Baptiste, Alexandre,
Victor et Brune,
ses petits-enfants,

Dominique, Jean-Marc,
Sophie, François,
ses frères et sœurs,
Marie-Hélène et Viviane,
ses belles-sœurs,
leurs conjoints,
leurs enfants et petits-enfants,

les familles Sammarcelli,
Blanchecotte, Bartoli,
Souchère

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Anne SAMMARCELLI**
née Blanchecotte,

survenu le 13 septembre 2024,
dans sa 74e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le lundi 23 septembre 2024,
à 14 h 30,
en l'église Saint-Sulpice,
à Paris (6e).

Elle sera suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse,
à Paris (14e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Gounod,
75017 Paris.

---

Les membres de l'association
**Les Fils et Filles
des Déportés Juifs de France**
Beate et Serge Klarsfeld

ont la profonde tristesse
de faire part du décès
de leur très cher ami
et militant exemplaire,

**Charles TREMIL**

survenu le 10 septembre 2024,
dans sa 90e année.

Ils assurent sa veuve Marilou,
et son fils Jacques,
de leur très grande affection.

La cérémonie aura lieu
le mercredi 18 septembre,
à 13 heures,
au crématorium du cimetière
de Père-Lachaise, à Paris (20e).

FFDJF,
32, rue La Boétie, 75008 Paris.

---

Claire et Bruno Cornet,
Louis et Marina Vaudeville,
Bernard Vaudeville
et Diane Morgan,
Anne et Anthony Miller,
ses enfants et leurs conjoints,

Cécile et Jean-Marc,
Olivier et Annette, Maud,
Charles et Astrid,
Edgar, Paul, Joseph, Gladys,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,

ainsi que
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

**Élisabeth VAUDEVILLE**
née Legendre,

survenu le 12 septembre 2024,
à Paris, à l'âge de 104 ans.

Elle a rejoint son époux,
**Jean Vaudeville**
ancien préfet,
décédé le 1er novembre 1993.

La messe d'obsèques
sera célébrée en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
Paris (7e),
le mercredi 18 septembre 2024,
à 10 h 30.

clairecornet@sfr.fr
louis.vaudeville@gmail.com
bvaudeville@orange.fr
ac.miller@hotmail.co.uk

## messes

Une cérémonie religieuse
aura lieu en l'église
Saint-Jacques-du-Haut-Pas,
à Paris (5e),
le vendredi 27 septembre 2024,
à 15 heures,
en souvenir de

**Bertrand SAINT-SERNIN**

décédé le 24 juin 2024,
à Plougonvelin (Finistère).

## souvenirs

Le 17 septembre 2013,

**Douceline DERRÉAL**

le 18 août 2021,

**Michel DERRÉAL**

étaient rappelés à Dieu.

Que votre affection
ou votre amitié se manifeste
par une pensée, une prière.

---

Il y a dix ans,

**Nicole HYON**

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connue
et aimée aient une pensée
pour elle.

Le général de Gaulle entouré par le colonel Gaston de Bonneval *(à gauche)* et le ministre des Finances, Antoine Pinay, en juin 1958, au Palais de l'Élysée.

INTERCONTINENTALE/AFP

# De Gaulle face à l'état désespéré des finances de la France en 1958

PAR
**Guillaume Perrault**

Déficit budgétaire chronique, appel au FMI pour «boucler les fins de mois», inflation à 15% : la situation de l'économie française était proche de la catastrophe à la veille du retour au pouvoir du Général. Il obtiendra, selon ses termes, un «miracle». Premier volet de notre récit en deux parties.

La guerre d'Algérie n'est pas l'unique motif qui a conduit les Français à accepter que de Gaulle revienne au pouvoir en 1958. Le pays affronte, à l'époque, une situation économique, financière et monétaire très grave, que la IVe République a été incapable de résoudre. Cet aspect de la crise de mai 1958 est oublié aujourd'hui, mais il a pesé. Lorsque de Gaulle accède à Matignon le 29 mai 1958, la nation n'attend pas seulement de lui qu'il évite la guerre civile et trouve une issue à la «question algérienne», mais aussi qu'il assainisse l'économie et les comptes publics. Le fondateur de la Ve République va y réussir au moyen d'une thérapie de choc. Et l'on cessera bientôt de dire, comme on l'affirmait à l'époque, que la France est l'homme malade de l'Europe.

*«Sur tous les postes à la fois nous sommes au bord du désastre»*, écrit de Gaulle au sujet de la situation de l'économie française lorsqu'il revient aux affaires en 1958. À bien des égards, l'homme du 18 Juin n'exagère pas. L'inflation atteint 15% cette année-là. Une hausse des prix aussi exceptionnelle est interprétée comme la preuve d'un déclassement de l'économie française. De surcroît, les dépenses provoquées par la guerre d'Algérie, concomitantes avec la fin du soutien américain à l'économie française qui avait persisté malgré l'arrêt du plan Marshall en 1951, contribuent à une forte hausse du déficit public (6,2 milliards de francs en 1955, 9,3 milliards en 1956, 10 milliards en 1957) et à un important déficit des paiements courants sur le front extérieur (plus de 1200 millions de dollars pour 1957). Sur le marché des changes, le franc chute par rapport au billet vert : il faut 350 francs pour obtenir 1 dollar. Au 1er juin 1958, les réserves de la Banque de France équivalent à 630 millions de dollars en or et en devises seulement, soit la valeur de cinq semaines d'importations.

### Humiliation nationale

Confrontée à une impasse financière, la France doit solliciter le secours du Fonds monétaire international, situation ressentie comme une humiliation nationale alors que le pays essuie déjà une pluie de critiques sur la scène internationale pour la guerre d'Algérie. En novembre 1957, à peine investi par l'Assemblée, le président du Conseil, Félix Gaillard (radical-socialiste), dépêche Jean Monnet à Washington pour négocier avec l'institution internationale un soutien à l'économie française de 600 millions de dollars. Pour couronner le tout, le traité de Rome, signé et ratifié en 1957, est formel : les pays membres doivent, à partir du 1er janvier 1959, diminuer les droits de douane frappant les produits d'un pays membre de l'Europe des Six. Dans ses *Mémoires d'espoir*, écrits après avoir quitté le pouvoir en 1969, le fondateur de la Ve République dépeint la situation dans un français d'une clarté reposante, quoiqu'il soit question d'économie : *«Le budget de 1958 va présenter un découvert d'au moins 1200 milliards de francs. Notre dette extérieure dépasse trois milliards de dollars, dont, pour la moitié, le remboursement est exigible avant un an. Dans notre balance commerciale, les rentrées atteignent à peine 75% des sorties, malgré la dévaluation de fait, dite "opération 20%", que le gouvernement Félix Gaillard a réalisée en 1957.»* En outre, *«toutes les ressources extérieures de crédit, auxquelles le régime précédent avait puisé sans relâche, sont maintenant complètement taries. Il ne reste rien des dernières possibilités d'emprunt – soit environ 500 millions de dollars – qui ont été à grand-peine accordées au début de l'année* (1958)*, tant par le Fonds monétaire international que par les banques américaines, à l'implorante mission de Jean Monnet»*, une personnalité que de Gaulle n'aime guère.

Dans un style que n'obscurcit aucun jargon, le premier président de la Ve République poursuit : *«Quant à l'activité économique, qui était longtemps demeurée vive, quoique toujours désordonnée, elle marque un ralentissement de plus en plus accentué à cause des restrictions que, sous peine d'effondrement, il a fallu imposer à nos achats extérieurs* (l'auteur fait référence au contrôle des changes alors institué, qui subordonnait les achats des entreprises à l'étranger à des autorisations de l'administration, NDLR). *Enfin, les engagements qui ont été pris sur les plans européen et mondial de procéder avant la fin de 1958 à une certaine libéralisation de nos échanges, pour que la France soit placée, comme les autres pays développés, dans un début de compétition, ne peuvent pas être tenus. On ne voit pas non plus comment le seraient ceux qui résultent du traité de Rome et qui comportent, pour le jour de l'an 1959, un premier abaissement des douanes entre les six États membres du marché commun.»* Et de Gaulle conclut la peinture de la situation lors de son arrivée à Matignon par une de ces dramatisations qu'il affectionne : *«En somme, l'alternative, c'est le miracle ou la faillite.»*

Il est vrai que l'homme d'État glisse bien vite sur les aspects solides de l'économie française que la IVe République lui laisse en héritage. La croissance frôle les 5% par an en moyenne depuis 1950, même si elle s'affaiblit nettement début 1958. Surtout, non seulement le plein-emploi est atteint, mais il a un caractère d'évidence. De Gaulle, l'année de son retour, voit un motif de préoccupation dans l'augmentation des *«chômeurs secourus»*, qui sont alors… 36000 dans tout le pays. Les fondations des Trente Glorieuses sont bien là, lorsque l'ancien chef de la France libre s'installe à Matignon, et les gouvernements si vilipendés de la IVe République n'ont pas fait que collectionner les échecs.

### Dos au mur

Reste que les maux économiques, financiers et monétaires qu'on a décrits sont eux aussi très réels à l'époque. Le plus frappant est que ces graves problèmes ont provoqué, en 1957-1958, un découragement général du personnel parlementaire et des hauts fonctionnaires. Un dangereux sentiment d'impuissance collective, presque de peur, s'était répandu. Ainsi avait réapparu un vieux réflexe français des jours difficiles : la recherche de l'homme providentiel. Le consentement au retour de l'ermite de Colombey s'explique, en profondeur, par la conviction générale d'avoir épuisé toutes les combinaisons possibles dans le cadre des gouvernements de la IVe République. La France était dos au mur. Il fallait essayer quelque chose de nouveau, et vite. De Gaulle lui-même, du reste, pendant sa traversée du désert, avait toujours dit à ses confidents que seule *«la trouille»* pourrait conduire les partis à accepter son retour aux affaires.

Le 30 mai 1958, de Gaulle s'installe à Matignon, choisit Georges Pompidou comme directeur de cabinet et constitue un gouvernement de coalition. Le Général appelle des représentants des partis de la IVe République qui ont accepté de le soutenir. Sans les placer à la tête d'administrations, il leur accorde le titre de ministre d'État : Guy Mollet pour les socialistes, Pierre Pflimlin pour les démocrates-chrétiens, Louis Jacquinot pour la droite non gaulliste (Indépendants et Paysans) ainsi que l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny (Parti démocratique de Côte d'Ivoire), en cette année où la décolonisation de l'Afrique subsaharienne n'a pas encore eu lieu. Un autre ténor de la IVe, Antoine Pinay (Indépendants et Paysans), président du Conseil très populaire en 1952 (les Français qui l'appréciaient l'appelaient «monsieur Pinay»), se voit confier le ministère de l'Économie et des finances et apporte au Général son crédit dans l'opinion. De Gaulle, qui a de la considération pour les hauts fonctionnaires, appelle un diplomate, Maurice Couve de Murville, au Quai d'Orsay et un X-Mines, Pierre Guillaumat, aux Armées. Michel Debré, à la fois gaulliste de choc et membre du Conseil d'État, est nommé garde des Sceaux.

Le dimanche 1er juin 1958, le dernier président du Conseil de la IVe République est investi par l'Assemblée nationale (328 voix pour, 244 contre). Toutes les nuances de la droite, les démocrates-chrétiens, la majorité des radicaux et des socialistes acceptent le retour du Général. Les communistes ainsi qu'une partie significative des socialistes, des radicaux et de divers gauche s'y opposent. Le 3 juin, répondant à une condition posée par de Gaulle pour assumer la direction de l'exécutif, le Parlement adopte une loi constitutionnelle qui donne mandat au gouvernement afin d'élaborer lui-même une nouvelle Constitution. Cette dernière, qui devra respecter certains principes fondamentaux, pourra être soumise directement au peuple par référendum. Le même jour, la représentation nationale habilite le gouvernement à légiférer par ordonnances pendant six mois dans les domaines qui relèvent de la loi (sauf en matière de libertés publiques, de droit pénal ou de législation électorale), sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée. Puis l'Assemblée sortante se met en congé pour six mois, conformément à une exigence de De Gaulle. Le voilà, pendant un semestre, entièrement libre de son temps et de ses choix, sous réserve de l'accord de ses ministres et, surtout, de l'approbation populaire lors des scrutins à venir. Le lendemain, de Gaulle s'envole pour Alger. Le Général apparaît en uniforme sur le balcon du Gouvernement général et lance à la foule en délire qui l'acclame : *«Je vous ai compris!»* De retour à Paris, il met en chantier la Constitution de la Ve République. Et se consacre au redressement des comptes publics.

Le plus urgent est de trouver de l'argent pour assurer les fins de mois de l'État sans faire marcher la planche à billets. De Gaulle lui-même annonce le lancement d'un emprunt dès le 13 juin 1958. Pinay, dont le nom était associé au succès d'un emprunt précédent qu'il avait lancé lorsqu'il était président du Conseil, en précise ensuite les modalités : 3,5% d'intérêt, garantie or, exonération de l'impôt sur les successions du capital souscrit, incitation au rapatriement de capitaux placés à l'étranger. La confiance qu'inspire «l'Homme au chapeau rond» (c'était son surnom) ainsi que les conditions attractives proposées aux épargnants fonctionnent : plus de 850000 souscripteurs apportent 324 milliards de francs aux caisses de l'État, qui peut ainsi faire face aux échéances de l'été.

Reste à arrêter les choix stratégiques pour l'économie française. Au grand soulagement de Pompidou, de Gaulle lui annonce sa décision, nullement acquise d'avance, d'appliquer le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, signé par le gouvernement Guy Mollet en mars 1957 et ratifié par le Parlement quelques mois plus tard. Toutes les décisions qui seront élaborées au second semestre 1958 visent à préparer ce changement historique. ■

**Retrouvez demain :**
Le deuxième volet de notre récit

# «Sous la présidence Macron, les finances publiques c'est comme le portrait de Dorian Gray»

» Lire aussi PAGES 4, 5 ET 22

## FRANÇOIS LENGLET

Alors que les comptes publics sont à la dérive depuis le début du second quinquennat d'Emmanuel Macron, l'imbroglio politique né de la dissolution de l'Assemblée nationale pourrait aggraver encore la situation budgétaire de la France, analyse le journaliste économique.*

PROPOS RECUEILLIS PAR
**Ronan Planchon**

**LE FIGARO. – Le profil du nouveau premier ministre, Michel Barnier, libéral et européiste convaincu, est-il susceptible de rassurer les marchés?**
FRANÇOIS LENGLET. – Malgré les qualités de Michel Barnier – c'est un homme expérimenté et respecté en Europe – on peut craindre qu'il n'ait pas l'assise politique suffisante pour mettre en œuvre le plan de redressement dont le pays a besoin. Un vrai besoin, car au plan budgétaire, tout dérape à partir de 2021-2022. C'est alors qu'il aurait fallu resserrer le budget, comme tous les autres pays l'ont fait, en profitant de la reprise exceptionnelle. Mais la campagne électorale présidentielle intervient, avec une réélection d'Emmanuel Macron sans projet ni majorité. À ce moment-là, le président aurait pu faire une alliance avec Les Républicains pour remettre un peu d'ordre dans la maison. Or il est parti dans le sens inverse, seul avec ce qu'il restait de ses alliés, se lançant dans des dépenses inconsidérées. Début 2024 encore, Bruno Le Maire plaidait avec raison pour une loi de finances rectificative, il n'est pas écouté. Michel Barnier va devoir passer la serpillière.

**Cela signifie que le redressement des comptes n'est pas possible aujourd'hui?**
La conséquence la plus grave de la dissolution, c'est d'avoir rendu très difficile l'ajustement budgétaire, en raison du nouveau rétrécissement de la majorité relative au profit des extrêmes. Rétrécissement qui impose une coalition de facto à trois avec le RN, lequel va peser tout son poids sur les orientations de la politique économique. Quant à la gauche, rien à espérer de ce côté-là, elle en est revenue à l'avant-congrès de Tours, en 1920, lorsque les réformistes et les révolutionnaires étaient confondus au sein d'un même parti. Inéluctablement, le centre s'affaisse progressivement au profit des marges. Et il est à craindre que le gouvernement Barnier n'accélère cette radicalisation.

**Constituer une large coalition des «raisonnables» pour résoudre les difficultés n'est pas envisageable?**
C'est semble-t-il le nouveau rêve d'Emmanuel Macron: adapter la pratique gouvernementale française à la disparition du fait majoritaire. Et permettre chez nous des coalitions comme ailleurs en Europe, autour d'objectifs. Il ne s'agit en réalité que d'un nouvel avatar du «en même temps», destiné à prolonger la prévalence d'un centre malmené par les électeurs. Cela ne peut que renforcer encore les extrêmes. D'ailleurs, le fait majoritaire a-t-il vraiment disparu, lorsqu'on voit le score du RN aux européennes ou au premier tour des législatives?

**Le nouveau premier ministre, Michel Barnier, répète que la dette de la France est telle qu'il va falloir faire des économies. Dans le même temps, Pierre Moscovici estime qu'une hausse des impôts ne doit pas être exclue. Est-ce inéluctable?**
Avec le niveau de prélèvement que la France connaît – sans précédent dans l'histoire du pays, sans équivalent dans le monde – il devrait y avoir une ligne rouge: ne pas augmenter le niveau global des impôts, quitte à en modifier la répartition. Faute de cela, les conséquences négatives se multiplieraient, pour la société et pour les rentrées d'impôts en elle-même. Au-delà d'un certain seuil, le contribuable met en place des stratégies d'évitement. On pointe souvent le risque d'exil fiscal, il est avéré, mais seuls les Français qui le peuvent partiront: des entrepreneurs, des artistes… Il y a d'autres risques. L'essor de l'économie au noir notamment – l'exil fiscal du pauvre, c'est le travail au noir. Ou tout simplement le découragement, qui dissuade l'investissement et le travail et amoindrit croissance, revenus et assiette fiscale, c'est-à-dire les rentrées d'impôts. Quand Pierre Moscovici dit qu'il ne doit pas y avoir de tabou sur l'impôt, attention quand même. Il est bien placé pour savoir qu'un choc fiscal mal calibré, comme celui qu'il a lui-même mis en œuvre sous la présidence Hollande, est mortifère. En 2012, il a annoncé 30 milliards de taxes pour réduire le déficit et ça a été une catastrophe dont on a mis trois ans à se remettre.

**Où sont les marges de manœuvre budgétaires aujourd'hui, impôts ou coupes budgétaires?**
Elles sont d'abord dans les coupes dans les dépenses. Contrôle plus strict des arrêts maladie et des transports sanitaires pour les dépenses de santé par exemple, mise sous conditions de ressources de toutes les allocations logement, suppression des innombrables passe culture, aides à l'achat de vélos électriques, bonus réparation et autres bimbeloteries coûteuses, qui ne font que renchérir le prix de ces services pour le consommateur. À la marge, un prélèvement sur les plus favorisés est possible, entreprises et particuliers, au titre de l'«effort de guerre», comme l'avait fait Sarkozy en 2011. Il s'agit de répartir les sacrifices, car les coupes budgétaires frappent davantage les ménages modestes et moyens que les favorisés. Et les très aisés ont été les grands gagnants fiscaux de la présidence Macron, avec la réforme de l'ISF et la flat tax. Il faudrait associer à cela une vigilance accrue sur l'efficacité de la dépense publique. La Cour des comptes a publié récemment un rapport édifiant sur les quelque 40 milliards dépensés pour l'hôpital depuis le Covid, qui n'ont pas amélioré la situation, parce qu'on n'en a pas modifié l'organisation et le fonctionnement. C'est un travail titanesque, qui a été largement oublié par la présidence actuelle. Le rapport qualité-prix de la dépense publique française est resté médiocre. Jamais nos dépenses n'ont été aussi élevées, et pourtant les services publics peinent.

> **«Le rapport qualité-prix de la dépense publique française est resté médiocre. Jamais nos dépenses n'ont été aussi élevées, et pourtant les services publics peinent»**

**Comment expliquer ce paradoxe?**
Par l'absence d'évaluation, en dehors des précieux rapports de la Cour des comptes, et le manque de réforme de la machine administrative. Et, plus généralement, par la dévoration progressive opérée par la redistribution, les transferts aux ménages, au détriment des crédits alloués aux services publics et aux fonctions régaliennes. Un phénomène profondément ancré dans notre culture. Déjà, Tocqueville remarquait que les Français de l'Ancien Régime assaillaient l'État, c'est-à-dire le roi, de demandes de compensation quand les récoltes n'étaient pas suffisantes ou que telle industrie subissait un revers. Le pouvoir centralisé à outrance de l'absolutisme a conforté sa légitimité en distribuant les subsides. Aujourd'hui, même les entreprises attendent beaucoup de l'État. Il existe une propension du contribuable français, quelle que soit sa nature, à demander secours et compensations devant le risque et le préjudice. Ce vieux problème a pris une acuité nouvelle avec la crise du Covid, qui nous a désinhibés. Elle a libéré l'étatisme délirant de notre président, tant dans la production de réglementations que dans l'arrosage automatique de crédits. Et elle a légitimé notre travers collectif à tout attendre de l'État. La désinhibition a été d'autant plus forte qu'il n'y avait plus de contrainte budgétaire, puisque la BCE achetait nos emprunts comme la baleine avale le plancton. D'un certain côté, pour les Français et leur président, c'était le monde idéal, l'achèvement ultime du projet national, avec une hydre étatique régnant sur des citoyens déresponsabilisés: une sorte d'union soviétique qui a duré un trimestre. Mais aujourd'hui, la réalité revient. Les finances publiques sous la présidence Macron, c'est comme le portrait de Dorian Gray: plus le temps passe, plus les lézardes apparaissent. Et l'invocation du Covid et de la crise énergétique comme explication n'est pas suffisante. Car tous les pays de la zone euro ont subi ces deux crises. Or, entre fin 2019 et fin 2023, la dette française a augmenté de 12,5% du PIB, contre 4,5%, en moyenne, dans la zone euro. Concrètement, la France a dépensé, ces quatre années-là, 8 points de PIB plus que les autres, cela représente 230 milliards d'euros. Il y a bien un facteur français spécifique, prévalant.

**Dans un état surendetté, la désindexation des retraites des plus aisés n'est-elle pas la piste la plus évidente d'économies?**
Si. C'est la méthode traditionnelle française, jouer sur l'illusion monétaire. Lorsque l'inflation était forte, nous en avons profité à plein. Il est tout à fait possible que le gouvernement Barnier retarde l'indexation des retraites sur les prix de décembre à avril prochain pour faire gagner 2 milliards ou 3 milliards d'euros à l'État. C'est beaucoup plus difficile de faire des coupes franches. En 1958, de Gaulle arrivant au pouvoir alors que le pays et son budget étaient effondrés, avait commandé un rapport sur le redressement du pays à Jacques Rueff, un haut fonctionnaire. Ce document pourrait servir de guide encore aujourd'hui. De Gaulle s'en était inspiré, mettant par exemple en place une franchise médicale de 6000 anciens francs par an, soit 130 euros d'aujourd'hui, une sacrée somme – les plus pauvres en étaient exemptés. Imaginez si le gouvernement décidait d'instaurer une telle mesure aujourd'hui… Une franchise de 50 centimes par boîte de médicaments suscite déjà un tollé.

**L'imbroglio politique dans lequel a été plongé le pays après les résultats des législatives du 7 juillet n'a pas provoqué la déroute financière redoutée. Est-ce parce que la monnaie européenne, l'euro, joue son rôle de bouclier?**
Oui, en grande partie. Il y a trente ans, on imaginait que l'euro allait inciter la France à gérer ses finances de façon plus vertueuse, à cause des contraintes du traité de Maastricht, les fameux «critères». En réalité, la monnaie européenne a eu l'effet inverse. L'euro est comme un oreiller mis sur le signal d'alarme: il permet de ne plus entendre la sirène. Car, avec lui, les crises monétaires ont disparu. Trente ans après Maastricht, on peut donc dire que l'euro a protégé et prolongé nos travers, au grand dam de nos partenaires, les Allemands au premier chef. Nous l'avons asservi et utilisé pour dépenser davantage. S'il n'y avait pas eu l'euro, nous n'aurions probablement pas pu nous permettre de tels écarts. Au Royaume-Uni, la première ministre Liz Truss a été virée en six semaines par les marchés financiers, qui redoutaient le creusement du déficit après l'annonce de son programme économique saugrenu.

**Pour autant, les crises financières au sein même de l'euro ne sont pas exclues. On l'a vu avec la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, etc.**
C'est vrai. Le calme apparent n'est donc pas forcément significatif. L'économiste Hyman Minsky a montré que le déclenchement d'une crise n'est ni prévisible ni linéaire. Les crises financières ressemblent à des tas de sable. Elles se construisent petit à petit, grain après grain, jusqu'au moment où un grain fait s'effondrer le tas de sable à cause de déséquilibres jusqu'alors invisibles. Nous ne sommes pas à l'abri qu'un événement imprévu comme la démission d'un gouvernement génère la peur des marchés et provoque une crise. Mais le scénario de la secousse financière n'est pas le seul qui soit désagréable. Il y a aussi la lente asphyxie sous l'effet d'une charge d'intérêt dont le poids dans le budget ne cesse de grimper, et qui dévore nos marges de manœuvre budgétaires.

> **«La France soutient sa croissance avec des déficits budgétaires, l'Allemagne, la sienne avec des excédents commerciaux: je te tiens, tu me tiens… Mais il n'est pas exclu qu'un jour, on arrive au bout de cette logique, ce qui provoquerait l'Armageddon et une explosion de l'union monétaire»**

**Durant la campagne des législatives, Bruno Le Maire avait agité l'épouvantail de *«la mise sous tutelle de la France par la Commission européenne et le FMI»*. Les Français doivent-ils craindre «une mise sous tutelle» du FMI?**
Je n'en suis pas sûr. Une tutelle du FMI en France, voisine de celle qu'a connue la Grèce, aurait des conséquences politiques et monétaires incalculables, ce serait la fin de l'union monétaire. Notre poids relatif dans la zone euro est trop élevé. Le vrai butoir, pour la France, et le seul, ce serait une crise avec les Allemands qui commenceraient à hausser les sourcils, en craignant d'avoir à régler la note, ou bien que leur crédibilité monétaire ne soit entachée. Jusqu'ici, ce risque leur semble acceptable, car ils tirent profit de l'euro avec leurs exportations dans une zone monétaire stabilisée. Il y a une sorte de pacte franco-allemand implicite, un accord d'arrière-pensées, comme toujours en Europe. La France soutient sa croissance avec des déficits budgétaires, l'Allemagne, la sienne avec des excédents commerciaux: je te tiens, tu me tiens… Mais il n'est pas exclu qu'un jour, on arrive au bout de cette logique, ce qui provoquerait l'Armageddon et une explosion de l'union monétaire. Les frasques françaises se laveront en famille, en Europe. C'est inévitable, parce que nous utilisons la monnaie de l'Europe. De fait, les finances françaises sont une question européenne, même si nous avons gardé une souveraineté relative en matière budgétaire. ■

**François Lenglet est journaliste économique à TF1 et RTL. Dernier livre paru: «Combien de temps ça va durer? 100 vérités bonnes à dire» (Plon, 2023).*

FABIEN CLAIREFOND

# La volte-face allemande sur l'immigration

CHRONIQUE
**Renaud Girard**

À compter de ce lundi 16 septembre 2024, l'Allemagne a remis des contrôles de police à toutes ses frontières terrestres. On n'avait pas vu cela depuis 1995, date du début de l'application de l'accord de Schengen. L'Allemagne n'est pratiquement entourée que de pays appartenant à l'Union européenne (France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Pologne, République tchèque, Autriche). La Suisse est son seul voisin qui n'appartienne pas à l'UE, tout en appliquant volontairement bon nombre de règles européennes.

L'idée du chancelier Scholz est de rejeter les migrants irréguliers qui cherchent à venir en Allemagne depuis des territoires européens voisins qu'ils ont réussi à rejoindre illégalement grâce aux réseaux africains et moyen-orientaux de trafiquants d'êtres humains.

*«Nous devons pouvoir choisir qui vient en Allemagne!»*, s'est exclamé le chancelier fédéral socialiste devant le Bundestag, dans son discours du mercredi 11 septembre 2024. Les Allemands désirent en effet, dans leur très grande majorité, passer d'une immigration subie à une immigration choisie.

Quelle volte-face par rapport à la politique qu'avait adoptée Angela Merkel il y a exactement neuf ans! À cette époque, face à un afflux de réfugiés fuyant la guerre en Syrie, la chancelière, sans consulter personne, avait déclaré que l'Allemagne était *«prête à accueillir 800 000 réfugiés»* et avait ordonné à sa police d'ouvrir ses frontières. Sans peut-être avoir bien mesuré les conséquences de son appel d'air, la dirigeante allemande a mis en marche vers l'Europe des millions de miséreux d'Afrique et du Moyen-Orient, sur lesquels se sont jetées les mafias du trafic des êtres humains.

La décision de Mme Merkel était d'autant plus surprenante qu'elle avait déclaré, en octobre 2010, que le «multiculturalisme allemand» avait totalement échoué et que la grande majorité de ces nouveaux arrivants étaient des musulmans.

C'est l'émotion, la sienne et celle des médias, qui avait actionné la chancelière. Tous les journaux du monde occidental avaient fait leur une avec la photo terrible du corps d'un garçonnet kurde de 3 ans retrouvé, sur une plage turque, noyé.

Lorsque les réfugiés se mirent à arriver par milliers dans les gares d'Allemagne, la population de ce vieux pays aux racines chrétiennes redoubla d'efforts pour bien les accueillir. L'État fédéral, les Länder et les communes se mobilisèrent pour leur offrir gratuitement logement, éducation, santé. Merkel était alors au sommet de sa gloire, encensée par les élites européennes. L'euphorie régnait en Allemagne; voici que la chancelière, fille de pasteur, avait lavé le grand péché historique du national-socialisme païen. Deux générations après la Shoah, elle ne chassait plus personne de chez elle, elle accueillait au contraire des miséreux les bras ouverts, dans un modèle de charité chrétienne étatique.

**Le scandale est que les populations européennes de souche n'aient jamais été démocratiquement consultées pour savoir dans quelle société elles souhaitaient vivre, avec quel degré et quelle forme de multiculturalisme**

Hélas, ce n'est pas en se plongeant dans les bains chauds de l'émotion et de la béatification qu'on fait de la bonne géopolitique. Tout stratège qui se respecte doit anticiper les conséquences à long terme de ses actes. L'Allemagne connaît aujourd'hui de sérieux problèmes d'intégration de nombreux de ses jeunes résidents masculins, qui sont d'origine arabe, afghane ou pakistanaise. La composition des sociétés modernes dans un monde globalisé est une affaire trop sérieuse pour être laissée à la dictature de l'émotion.

Le scandale n'est pas que la vieille Europe ait reçu depuis un demi-siècle des vagues de plus en plus importantes de migrants d'une culture très différente d'elle, les grandes migrations ayant toujours existé dans l'histoire des hommes. Mais le scandale est que les populations européennes de souche n'aient jamais été démocratiquement consultées pour savoir dans quelle société elles souhaitaient vivre, avec quel degré et quelle forme de multiculturalisme.

En France, le regroupement familial a été décidé par un décret simple du premier ministre au printemps 1976. Pas le moindre débat au Parlement sur un sujet aussi sensible!

En Allemagne, Mme Merkel n'a pas non plus soumis son geste spontané de générosité chrétienne au moindre débat public. Ni ses ministres ni les députés du Bundestag n'ont été consultés. On n'a pris l'avis d'aucun sociologue, d'aucun anthropologue. Pire, cette chancelière qui se proclamait très proeuropéenne n'a pas pris la peine de consulter ses homologues européens alors que l'appel d'air qu'elle créait allait profondément affecter la vie des pays membres de l'Union européenne.

Angela Merkel avait fait la même chose, le même cavalier seul, dans sa politique énergétique. Sous le coup de la vive émotion médiatique qu'avait provoquée l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima, au Japon, elle avait décidé unilatéralement d'arrêter le programme allemand d'électricité nucléaire, sans consulter ses voisins et partenaires européens.

De même que les États-Unis, première puissance mondiale, se sont abstraits naguère, à plusieurs reprises, des règles de l'ONU, dans leurs politiques aujourd'hui révolues de changement de régime, de même, l'Allemagne, première puissance économique européenne, aime faire cavalier seul sur les sujets qui la préoccupent le plus vivement.

Voici pourquoi les homologues grec, polonais et autrichien de M. Scholz ont mal réagi à sa soudaine volte-face. Ce n'est pas qu'ils n'en comprennent pas les raisons. C'est qu'ils croyaient qu'il avait été décidé une fois pour toutes à Bruxelles que la politique migratoire de l'Europe devait se faire ensemble et pas chacun pour soi. ■

# Thierry Breton ou la volonté de mettre fin au «Far West numérique» en Europe

ANALYSE
**Ingrid Vergara**

De ses cinq années passées à Bruxelles, Thierry Breton gardera une réputation de «shérif». Depuis son arrivée en 2019, le bouillonnant commissaire au Marché intérieur n'a eu de cesse d'afficher l'ambition de réguler par tous les moyens le «Far West numérique» qui prévalait en Europe, dominé par les grandes plateformes technologiques étrangères, auxquelles il semblait jusque-là bien difficile d'imposer des lois. Certes, le règlement européen sur les données personnelles (RGPD) avait déjà ouvert la voie en imposant un premier cadre contraignant, plus conforme aux valeurs de l'Union. Plusieurs longues enquêtes et procédures judiciaires avaient bien tenté d'imposer des sanctions et de redresser les distorsions de concurrence les plus flagrantes, mais toujours a posteriori et toujours trop tard.

Face à la montée des dérives - désinformation, propos haineux, abus de pouvoir, etc. - l'Union européenne se heurtait à l'échec de ses approches fondées trop souvent sur des «codes de bonne conduite», soumis à la bonne volonté des plateformes, lesquelles n'en montraient pas beaucoup. Aussi, le discours ferme et très assuré tenu dès son arrivée par le commissaire Thierry Breton, déterminé à «siffler la fin de la récré» et à imposer des lois européennes à des acteurs parfois plus puissants que des États, a tranché. Et pu faire sourire certains sceptiques au début.

Pourtant, au-delà des mots, s'articulait bien pour la première fois une vision cohérente et globale d'une régulation de l'espace numérique européen. Sous l'impulsion dynamique du duo Thierry Breton-Margrethe Vestager, l'Europe s'est enfin donné les moyens de passer à l'offensive contre les géants du numérique. Digital Services Act, Digital Markets Act, Data Act, Data Governance Act, AI Act… Cet arsenal de directives et règlements majeurs est destiné à *«créer le premier espace numérique réglementé au monde, selon nos valeurs»*, expliquait le désormais ex-commissaire au *Figaro* en juin 2023. Avec deux préoccupations majeures érigées en colonne vertébrale : maintenir les conditions de l'innovation en Europe et bâtir un arsenal capable d'évoluer dans le temps.

Du contrôle accru des places de marché à l'exigence d'une modération renforcée pour les réseaux sociaux, de l'accès facilité à la donnée dont les entreprises européennes ont besoin pour innover à l'encadrement des premières technologies d'intelligence artificielle qui vont bouleverser des pans entiers de nos sociétés, l'arsenal réglementaire numérique mis en place par cette série de textes se veut complet mais aussi modulable, afin de pouvoir prendre en compte à tout moment un nouvel acteur susceptible de renverser la table par une nouvelle disruption technologique, ou d'y arrimer l'arrivée de nouvelles technologies que nous réserve l'avenir.

Parce que cet espace numérique européen doit aussi être mieux garanti contre toutes les agressions, au même titre que les États protègent leurs espaces aérien, maritime et spatial, le «shérif» Breton a aussi actionné le levier réglementaire pour renforcer le niveau de protection des vingt-sept membres de l'Union en matière de cybersécurité. La directive NIS2 (Network and Information Security), qui est en cours de transposition dans chaque État, imposera de nouvelles obligations en la matière à des dizaines de milliers d'entités et de collectivités locales, pour mieux protéger les entreprises et les citoyens. De même que le Cyber Resilience Act (CRA), adopté en mars dernier, renforcera la sécurité des produits connectés entrant dans l'Union, en s'attaquant aux vulnérabilités matérielles et logicielles.

*«Ce n'est pas parce que nous sommes le plus grand continent pour commercer, que nous devons être les plus naïfs,* aimait à répéter Thierry Breton, que le média Politico avait classé deuxième dans la catégorie des plus grands «disrupteurs» européen en 2021. *Nous imposons désormais le respect de règles à ceux qui veulent bénéficier de notre marché intérieur de 450 millions de citoyens.»*

Force est de constater que la méthode a produit de premiers résultats. Depuis l'entrée en vigueur du Digital Services Act - qui restera certainement le plus emblématique des textes sur le numérique porté par Thierry Breton -, le 25 août 2023, et du Digital Markets Act, en mars dernier, les grandes plateformes ont été contraintes de revoir certaines de leurs pratiques, tout en essayant de jouer au maximum avec les lignes. L'Europe va être jugée maintenant sur sa capacité de faire respecter vraiment les règles du jeu qu'elle a édictées. Très impliqué dans la mise en œuvre du DSA, sûr de lui et ne craignant aucun des grands patrons de la tech, Thierry Breton avait rappelé à l'ordre Elon Musk, le patron du réseau social X, en août dernier sur son devoir de respecter les règles européennes en matière de modération des contenus. Or le départ surprise du «shérif» Thierry Breton, concomitant de celui, prévu, de Margrethe Vestager, prive brutalement l'Europe des deux figures qui incarnaient le mieux cette capacité à faire respecter l'ordre dans ce nouvel espace numérique. ■

» Lire aussi PAGES 2 ET 3



LE FIGARO

**Dassault Médias**
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
**Président-directeur général**
Charles Edelstenne
**Administrateurs**
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
**Président**
Charles Edelstenne
**Directeur général, directeur de la publication**
Marc Feuillée

**Directeur des rédactions**
Alexis Brézet
**Directeur délégué de la rédaction**
Vincent Trémolet de Villers
**Directeurs adjoints de la rédaction**
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

**Directeur artistique**
Pierre Bayle
**Rédacteur en chef**
Frédéric Picard (Web)
**Directeur délégué du pôle news**
Bertrand Gié
**Éditeurs**
Robert Mergui
Anne Pican

**FIGAROMEDIAS**
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
**Président-directeur général**
Aurore Domont
**Direction, administration, rédaction**
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression** L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
**Commission paritaire** n° 0426 C 83022
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
**Origine du papier :** Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

**Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier** 18 pages
**Cahier 2 Économie** 8 pages
**Cahier 3 Le Figaro et vous** 10 pages

LE FIGARO

RENCONTRE

# Jean-Denis Combrexelle : « Il faut passer du culte de la norme à la culture du résultat »

PAR **Dorian Grelier**

Le haut fonctionnaire analyse les causes de l'excès de normes en France. Alors que les tentatives de simplification administrative ont jusqu'à présent échoué, ce défi sera central pour le prochain gouvernement.

Chaque année, les normes issues de lois, ordonnances ou décrets prennent un poids démesuré dans la vie publique française. Multiplication, allongement des textes… En 2023, l'Ifrap évaluait à 100 milliards d'euros leur coût pour la société civile. Ancien président de la section du contentieux du Conseil d'État, directeur de cabinet de la première ministre Élisabeth Borne et directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle analyse les causes et les conséquences de l'inflation normative dans *Les Normes à l'assaut de la démocratie* (Odile Jacob). Il appelle notamment à « *l'obsession de délivrer du résultat* ».

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

***« Quand certaines réformes pourraient se traduire par trois à dix lignes dans un code (…), les fonctionnaires œuvrent à la construction de nouvelles cathédrales du droit »*, confie Jean-Denis Combrexelle.**

**LE FIGARO. – Vous affirmez sans concession que nous sommes entrés dans une société bureaucratique avec des normes de plus en plus éloignées des sociétés qu'elles sont censées régir. Pour beaucoup, les structures technocratiques et bureaucratiques qui entourent les élus en sont à l'origine. Qu'en est-il ?**

JEAN-DENIS COMBREXELLE. – Le diagnostic posé lorsqu'il est question de normes est souvent erroné. Pour beaucoup, les administrations ont un fonctionnement courtelinesque et sont incompétentes. Or, c'est tout le contraire. Elles ont un tel souci de bien faire que cela se traduit par une accumulation de normes et de leurs effets délétères : ce que j'appelle le syndrome du *Pont de la rivière Kwaï*. Quand certaines réformes pourraient se traduire par trois à dix lignes dans un code comme le code du travail ou de l'environnement, les fonctionnaires œuvrent à la construction de nouvelles cathédrales du droit. Et pour cause, faire une loi est toujours plus spectaculaire et gratifiant politiquement. Mais les administrations centrales ne sont pas les seules responsables. On peut aussi mettre en cause la surtransposition des normes européennes dans le droit français, déjà fortement augmentées par les exigences des lobbies. Enfin, les parlementaires ont une responsabilité évidente dans l'accumulation des normes.

**Ne faut-il pas y voir un moyen de sécurité juridique croissant ?**

Nous sommes entrés dans un système où tous les acteurs, de l'État au particulier, veulent davantage de normes. On oppose souvent le monde de l'administration à celui de l'entreprise, qui serait un modèle de vertu. En tant que directeur général du travail pendant treize ans, j'ai constaté que les entreprises elles-mêmes, et plus encore les organisations professionnelles, sont demandeuses de normes. Elles exigent d'un texte, d'une loi ou d'une circulaire d'application, qu'il soit précis afin de s'assurer de ne pas franchir la ligne jaune du droit et ainsi de s'exposer à des sanctions pénales, administratives, voire médiatiques. Sans compter qu'en France, le juge civil et commercial a une posture très proactive, n'hésitant pas à donner une interprétation large de la loi. Alors, naît un sentiment d'insécurité juridique qui conduit, en réaction, à ce que le texte initial d'un ministère puisse passer de trois à cinq pages après toutes les consultations.

**Vous pointez du doigt la responsabilité de la communication et des médias dans la multiplication des normes. Faut-il en finir avec la communication positive ?**

Il ne faut pas nier l'importance de la communication en matière politique car elle est nécessaire pour expliquer aux gens comment agissent leurs représentants. En revanche, posons-nous la question de la place qui lui est accordée dans l'action politique : celle-ci est démesurée. En plus de quarante ans de carrière, j'ai vu passer nombre de lois et de décrets inutiles. Ce n'est souvent que le reflet de toutes ces déclarations faites sur les plateaux de télévision où des témoins exposent leur situation face à des ministres déjà prêts à répondre que leurs services sont en train de travailler sur un texte. Soulignons qu'à force, l'efficacité marginale des lois a tendance à décroître. Et les gens, lassés d'entendre de plus en plus de promesses sans observer de résultats concrets, sont à la fin tentés par les partis populistes, très virulents envers ce phénomène.

**N'est-ce pas aussi le résultat d'un État-nounou auquel nous nous sommes habitués ?**

Sans doute la France s'est accoutumée à la protection d'un État-nounou, mais surtout celui-ci a une approche juridique et administrative de l'action publique. Or, pour reprendre l'expression de l'ancienne première ministre Élisabeth Borne, « *il faut avoir l'obsession de délivrer du résultat* ». Cette obsession n'est pas forcément partagée par tous aujourd'hui. Beaucoup de fonctionnaires, de ministres, considèrent leur travail fini une fois le texte rédigé, participant ainsi à leur accumulation.

**« Il faut se rendre compte du paradoxe entre vouloir davantage de sécurité juridique et déplorer le trop-plein de normes. Il faut donner plus de place à la décentralisation »**

**Peut-on compter sur les différents organismes de simplification administrative pour parvenir à la déflation normative ?**

La plupart des tentatives de simplification administrative, aussi bien les lois que les commissions, sont vaines. Il faudrait commencer par s'appuyer davantage sur les organismes chargés des normes existants, notamment le secrétariat général du gouvernement et la Direction interministérielle de la transformation publique. De même, il faut développer les initiatives telles que les politiques prioritaires du gouvernement, qui fixent, sous le contrôle très exigeant du président de la République et du premier ministre, un certain nombre d'objectifs précis et concrets à tenir pour chaque ministère.

**Y a-t-il d'autres solutions à ce problème ?**

Bien sûr ! La première est évidemment de se rendre compte du paradoxe entre vouloir davantage de sécurité juridique et déplorer le trop-plein de normes. Ensuite, il faut donner plus de place à la décentralisation, faire confiance aux acteurs locaux qui sont à même d'agir efficacement. J'évoque dans mon livre la possibilité de recourir à l'intelligence artificielle pour faciliter l'application de la loi selon les cas. Mais cela implique un contrôle administratif et parlementaire adapté. Pour l'instant, trop peu de fonctionnaires et de parlementaires en ont la compétence. Surtout, il faut développer la culture du résultat.

**La suppression de l'ENA au profit de l'INSP est-elle une bonne occasion pour adopter cette culture ?**

Oui car un directeur d'administration centrale à qui l'on demande de faire quatre lois par an n'a ni le temps ni l'énergie de le faire. Hélas, un nouveau nom n'implique pas une nouvelle culture. On le voit dans les cabinets et les directions, où les plus appliqués à rédiger de nouveaux textes sont des jeunes fraîchement diplômés, dynamiques et hyper compétents. Tout l'enjeu des grandes écoles est d'adopter une approche plus raisonnable de la norme. Cela nécessite notamment d'adapter les réseaux de formateurs, en sollicitant des hauts fonctionnaires au parcours jalonné de résultats tangibles.

**Le « JDD » a raconté dimanche que votre livre est d'ores et déjà dans les mains de Michel Barnier. Est-ce un signe encourageant quant à l'esprit des réformes à venir ?**

Je n'ai bien évidemment pas à m'exprimer au nom du premier ministre. Mais je pense que, comme il l'a d'ailleurs dit lors de son discours de passation de pouvoirs, l'homme de terrain qu'il est partage ce double souci, d'une part, du concret, du faire et du résultat, et d'autre part, de la réduction de l'inflation incontrôlée des normes qui pèse sur la société et sur certaines professions. Celui qui a réussi à négocier une chose aussi difficile que le Brexit devrait, à l'évidence, trouver des voies innovantes en la matière. ■

LE FIGARO économie

## MOYEN-ORIENT

BAHREÏN, EX-PARADIS FISCAL, SE MET À TAXER LES BÉNÉFICES DES ENTREPRISES PAGE 23

## TOURISME

APRÈS DES ANNÉES EN OR, LES VOYAGISTES REDESCENDENT SUR TERRE PAGE 24

# X, l'accident industriel d'Elon Musk

Les annonceurs fuient le réseau social racheté 44 milliards de dollars il y a deux ans par l'homme d'affaires, craignant pour leur réputation. PAGES 20 ET 21

GONZALO FUENTES/REUTERS ; DUDLAJZOV - STOCK.ADOBE.COM ; ISMEL LEAL - STOCK.ADOBE.COM ; RH2010 - STOCK.ADOBE.COM

> FOCUS

## ARIANE 6 PRÊTE À REDÉCOLLER EN DÉCEMBRE

C'est Noël avant l'heure pour l'industrie spatiale européenne. Une anomalie détectée lors du vol inaugural de juillet de la fusée européenne menaçait le calendrier des opérations. L'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé ce lundi l'avoir identifiée. Elle est en cours de traitement. Dès lors, *« rien ne s'oppose à la deuxième mission »*, prévue en décembre.

Le vol inaugural d'Ariane 6 marquait le retour d'un accès autonome à l'espace pour les Européens, un an après le dernier vol d'Ariane 5. Il s'était bien déroulé, en dépit d'un incident qui n'avait pas permis au moteur Vinci de s'allumer une troisième fois. Le moteur, qui équipe l'étage supérieur de la fusée, n'avait pas redémarré en raison de l'extinction du groupe auxiliaire de puissance (APU). Or, ce troisième allumage devait permettre à l'étage supérieur de la fusée d'entrer dans l'atmosphère pour retomber dans le Pacifique loin de toute terre habitée.

*« L'analyse montre qu'une mesure de température a dépassé une limite prédéfinie et que le logiciel de vol a correctement déclenché un arrêt de l'APU,* a expliqué l'ESA. *En conséquence, la troisième séquence d'allumage du moteur Vinci n'a pas été ordonnée par le logiciel de vol. »* Le problème est désormais en cours de traitement.

Le prochain vol d'Ariane 6, prévu en décembre, sera le premier lancement « opérationnel » ; il embarquera le satellite d'observation militaire français CSO-3. Ariane 6 doit ensuite monter en cadence avec six vols prévus en 2025 et huit l'année suivante. Le lanceur européen affiche pour le moment vingt-neuf vols dans son carnet de commandes. **E. B.**

## Les casinotiers s'inquiètent du rachat d'Unibet par la FDJ

Un rachat qui passe mal. Casinos de France, l'organisation professionnelle des casinotiers (Groupe Barrière, Partouche, Tranchant, Joa…), se montrera *« extrêmement vigilant »* sur le respect des engagements pris par La Française des jeux (FDJ) auprès de l'Autorité de la concurrence pour racheter le suédois Kindred, propriétaire Unibet.

L'opération pour 2,6 milliards d'euros en cash, a été autorisée vendredi sous conditions. Le gendarme de la concurrence a notamment exigé de l'opérateur du Loto de séparer les nouvelles marques de celles de ses jeux sous monopole (loterie…).

Le rachat de Kindred permet à la FDJ de devenir un nouveau champion européen des jeux d'argent et de hasard en ligne. Et surtout d'y ajouter une offre de casinos dans treize pays.

*« En rachetant Kindred, la FDJ accentue sa position et se dote d'un savoir-faire dans les casinos en ligne, qui sont encore interdits en France,* déclare Philippe Bon, délégué général de Casinos de France. *Il ne faudrait pas qu'un futur gouvernement décide de les autoriser au détriment de l'activité des casinos terrestres. »*

Le précédent gouvernement ne voulait pas autoriser les casinos en ligne. Casinos de France s'inquiète de ce que pourrait faire le suivant. *« Nous demandons qu'en cas d'autorisation, seuls les casinotiers terrestres puissent proposer des offres, sans quoi leur avenir est menacé »*, insiste Philippe Bon. **M. V.**

le PLUS du FIGARO ÉCO

**PRESSE**

Prisma Media lance « Harper's Bazaar Homme » PAGE 26



**L'HISTOIRE**

## La ville de La Haye interdit la publicité liée à l'usage du pétrole

C'est une première. La Haye, capitale des Pays-Bas, s'apprête à bannir la publicité liée au pétrole et aux autres sources d'énergie peu compatibles avec l'environnement. Toute publicité faisant la promotion des combustibles fossiles, des voitures à essence, des voyages en avion et des bateaux de croisière sera interdite à partir de 2025. La décision du conseil municipal de la troisième ville des Pays-Bas, qui abrite le siège de la Cour internationale de justice de l'ONU, s'appliquera à tous les espaces publics tels que les panneaux d'affichage et les écrans publicitaires.

En juin, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à une interdiction mondiale de la publicité des sociétés pétrolières, gazières et charbonnières, à l'instar de celle du tabac, décrivant ces sociétés comme les *« parrains du chaos climatique »*.

Certaines villes ont déjà pris des mesures. En mai, Édimbourg a condamné la promotion de produits à forte teneur en carbone dans les espaces gérés par la mairie tels que les panneaux d'affichage et les arrêts de bus. En Australie, des conseils municipaux, dont celui de la ville de Sydney, ont voté des restrictions sur la promotion et les parrainages des combustibles fossiles. Mais La Haye, qui veut devenir neutre en émission de gaz à effet de serre d'ici à 2030 alors que l'ensemble des Pays-Bas ne vise cet objectif qu'en 2050, est la première ville au monde à imposer ces mesures par la loi, indique le *Financial Times*. ■ **A. BO.**

## Les PME appréhendent de mieux en mieux les outils numériques

Les chefs d'entreprise reprennent confiance dans le numérique. Ainsi, 79 % des patrons pensent qu'il leur apporte de réels bénéfices, soit 3 points de plus que l'année précédente, selon le dernier baromètre France Num publié lundi par la Direction générale des entreprises (DGE). Une conviction qui grandit avec la taille des entreprises puisque ce taux passe à 85 % chez les dirigeants de PME.

Le numérique est, à leurs yeux, une aide précieuse pour augmenter leur chiffre d'affaires, optimiser leur fonctionnement et améliorer leur rentabilité. Alors que seuls 39 % des chefs d'entreprise considéraient que le numérique permet de générer du profit, ils sont 42 % aujourd'hui. Une conviction que viennent renforcer les effets de la visibilité en ligne, plus de la moitié des entreprises déclarant qu'au moins 5 % de leur clientèle viennent d'internet.

Les inquiétudes liées au numérique sont aujourd'hui contrebalancées par ses avantages dans l'esprit des dirigeants d'entreprise. Même si la crainte d'un piratage continue d'augmenter, avec 49 % des patrons sondés qui se disent inquiets. Mais ils ne restent pas les bras croisés : 81 % des entreprises disposent aujourd'hui d'une solution de cybersécurité.

Concernant les grandes transformations à l'œuvre – que ce soit l'intelligence artificielle ou l'impact environnemental de l'usage du numérique –, les entreprises se mettent doucement au diapason. Ainsi, 13 % d'entre elles disent utiliser des outils d'intelligence artificielle – davantage dans le secteur numérique (40 %) que dans l'agriculture (4 %) – sans surprise. La sobriété numérique progresse quant à elle nettement avec 53 % des TPE et PME qui affirment accorder de l'importance au recyclage des équipements numériques et 28 % à l'achat de matériel reconditionné. **L. D.**

# Annonceurs, dettes, image...

Keren Lentschner, Claudia Cohen et Danièle Guinot

## Le réseau social, dont 90 % des revenus viennent de la publicité, reste bou

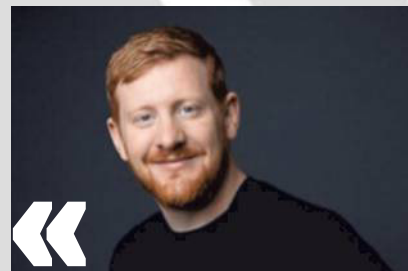
C'est un anniversaire au goût amer que s'apprête à célébrer X le mois prochain. Le 27 octobre 2022, Elon Musk déboursait 44 milliards de dollars pour s'offrir ce réseau social et *« essayer d'aider l'humanité »*. Deux ans plus tard, le « serial entrepreneur » peine à freiner la désaffection des annonceurs à l'égard de l'application, rebaptisée X en juillet 2023. Les marques craignent de voir leur image associée à celle de la plateforme qui est par ailleurs suspendue depuis dix jours au Brésil, son quatrième marché, pour cause de lutte jugée insuffisante contre la diffusion de désinformation. Une première dans une démocratie. X, qui fête cette année ses 18 ans, est ainsi confronté à une crise de confiance sans précédent, avec de graves répercussions sur sa santé économique.

Et pour cause : malgré les efforts de la nouvelle direction pour diversifier les revenus du réseau, la publicité représente toujours 90 % des ressources de X. Or cette manne s'est tarie. En septembre 2023, Elon Musk annonçait lui-même que les revenus publicitaires de X avaient chuté de 60 % sur le seul marché américain. En 2021, la dernière année avant la reprise en mains du réseau social, ils s'élevaient à 4,5 milliards de dollars. En 2023, ils étaient tombés à 3,4 milliards.

La situation économique du réseau est moins grave cette année, avec le retour d'annonceurs qui s'étaient prudemment retirés du réseau après son acquisition. Mais le service peine à renouer durablement avec l'ensemble de l'écosystème publicitaire. Selon une étude Kantar publié début septembre, 26 % des agences prévoient ainsi de réduire leurs dépenses sur X en 2025, *« le plus important retrait jamais enregistré pour une plateforme »*. Au premier semestre, les annonceurs auraient dépensé 744 millions de dollars sur X, soit un recul de 24 % par rapport à la même période l'an passé, selon la firme MediaRadar. D'après Kantar, seuls 4 % des spécialistes du marketing estiment que X assure un environnement sécurisé pour les marques.

Les géants de la communication comme GroupM ou Omnicom continuent ainsi de classer X dans la catégorie *« risqué »* pour les annonceurs à l'échelle mondiale. *« Il n'y a plus de communication "corporate" sur X, c'est-à-dire celle qui a pour objectif d'entretenir l'image d'une marque. On ne voit plus que des campagnes à la performance, essentiellement centrées sur un produit et son prix »*, explique Nicolas Rieul, président de l'Alliance digitale, l'association française des professionnels du marketing en ligne.

Les annonceurs craignent toujours que leur message se retrouve à côté d'une image dérangeante (violence, érotisme...), d'un propos relayant de la désinformation ou relevant du harcèlement. Mais tous les secteurs n'adoptent pas la même stratégie. Autrefois considérés comme de grands habitués de Twitter, les constructeurs automobiles ont ainsi fui la plateforme. À l'inverse, les acteurs du cinéma ou du jeu vidéo restent très présents sur X, car les communautés de fans de ces médias de divertissement y sont nombreuses.

*« En termes de retour sur investissement (ROI) des campagnes publicitaires, Twitter n'était de toute façon déjà plus majeur dans la stratégie de promotion de produits et services des marques depuis la pandémie »*, estime Cyril Attias, fondateur de l'agence ADMS Paris. Avant l'ère Musk en France, X ne représentait en effet que 5 % des investissements sur le segment « social media » contre environ 2 % aujourd'hui, selon nos informations.

ACTIONABLE

« Il n'y a plus de communication "corporate" sur X, c'est-à-dire celle qui a pour objectif d'entretenir l'image d'une marque. On ne voit plus que des campagnes à la performance, essentiellement centrées sur un produit et son prix »

**Nicolas Rieu**
Président de l'Alliance digitale

*« Le paradoxe est que X reste malgré tout le réseau social de référence des politiques français et du président lui-même, et que son audience en France n'a jamais été aussi importante »*, nuance le dirigeant d'un grand groupe de communication. Le réseau a ainsi attiré 19,6 millions d'internautes en juin selon Médiamétrie, contre 15 millions avant le rachat.

L'attractivité de la plateforme renaît, ici et là, à l'occasion par exemple de grands événements sportifs comme l'Euro de football ou les JO de Paris 2024. Cet été, X attirait quelques grands noms de la distribution comme l'e-commerçant Cdiscount ou le poids lourd de l'agroalimentaire Mondelez. *« X a également commencé à brader les tarifs ces derniers mois, avec des baisses du coût par mille impressions sur X jusqu'à 40 % »*, glisse le dirigeant français d'une grande

Le 27 octobre 2022, Elon Musk a racheté Twitter pour 44 milliards de dollars. Malgré les multiples difficultés, il n'a pas renoncé à faire de ce réseau social une « appli à tout faire ».
PATRICK PLEUL/DPA PICTURE-ALLI/ DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

# Après la suspension du réseau social par la justice,

Eléonore Hughes

« Ce site n'est pas accessible » : depuis fin août et à la suite d'une décision judiciaire, les Brésiliens essayant d'accéder au réseau social X, anciennement Twitter, voient s'afficher ce message d'erreur. Dans ce pays très connecté, la suspension du réseau a provoqué une onde de choc. Ceux qui utilisaient X pour échanger, débattre, et s'informer décrivent une impression d'être plongés dans le noir. Pour les personnes avec des comptes très suivis qui avaient investi un temps considérable au fil des années afin de grossir leur audience, il s'agit d'un véritable bouleversement. Certains ont trouvé refuge sur Bluesky ou Threads, et saluent même une ambiance *« plus saine »*. Mais la perte de X a diminué leur puissance de tir, ainsi que leurs revenus.

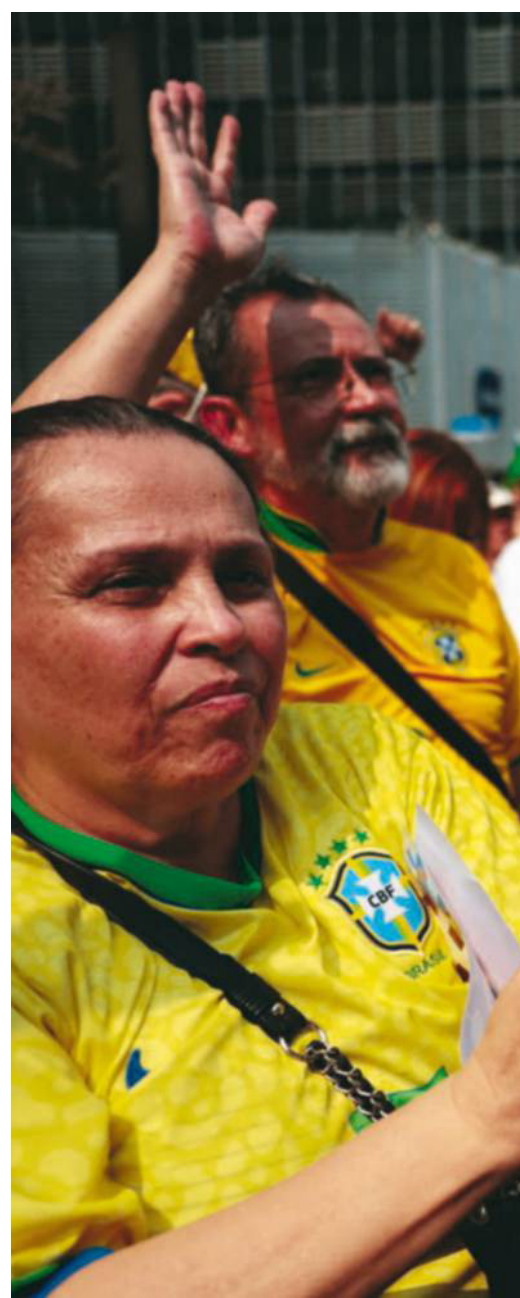
Environ 22 millions de Brésiliens avaient un compte X. La plateforme arrivait en dixième position en termes d'utilisateurs actifs au sein du pays, derrière LinkedIn et Pinterest, selon David Nemer, professeur dans le département d'étude des médias à l'université de Virginia, aux États-Unis. Pour autant, c'était un réseau *« très spécial »*, estime ce chercheur, où l'on retrouvait chercheurs, politiciens, célébrités et journalistes, ainsi que toutes sortes de communautés de fans et des commentateurs des séries de téléréalité. À l'instar de Barbara Magalhães, présente sur Twitter depuis 2009, et qui avait accumulé 375 000 followers sur son compte *« @babi »*.

Grâce à ses partenariats avec des marques, cette avocate de 34 ans gagnait sa vie et avait même pu se payer une chirurgie. Après la suspension, elle a d'abord été *« anesthésiée »*. Plus d'une semaine plus tard, elle dit avoir repris ses marques. *« Par rapport aux phases de deuil, aujourd'hui je suis dans la phase de l'acceptation »*, dit-elle avec un petit rire. Lucas dos Santos Consoli, 30 ans, affirme lui aussi *« accepter la réalité »*. Pas une mince affaire pour cet internaute dont le compte, @luscas, était suivi par 7 millions de personnes. Sa marque de fabrique était l'humour, *« avec parfois un peu d'acidité »*. Lui aussi subvenait à ses besoins en produisant du contenu pour des entreprises sur ce réseau auquel il dit avoir consacré près de quinze ans de sa vie. Sur le long terme,

**« Quelle semaine ! Ces derniers jours, plus de 2,6 millions d'utilisateurs se sont inscrits sur Bluesky, dont plus de 85 % sont brésiliens »**

**Compte officiel de Bluesky**
Le 4 septembre

aucun doute : son compte en banque encaissera le coup.

La suspension de X est intervenue après des mois de tensions entre Elon Musk, propriétaire milliardaire du réseau, et un juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes. Ce dernier mène une bataille musclée contre des comptes accusés de disséminer de fausses informations. Le juge a redoublé ses efforts après le saccage du Congrès, du palais présidentiel et de la Cour suprême à Brasilia par des supporters de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, le 8 janvier 2023. Ceux-ci appelaient au renversement du résultat de l'élection présidentielle, gagnée quelques mois auparavant par le rival de gauche de Bolsonaro, Luiz Inacio

# Deux ans après son rachat, X est dans l'impasse

dé par des annonceurs inquiets pour leur image. La personnalité d'Elon Musk joue pour beaucoup dans cette défiance.

agence média. Le réseau social réussit aussi à capter de nouvelles publicités de PME et TPE, spécialisées dans la décoration intérieure ou encore le jardinage.

La personnalité d'Elon Musk joue un rôle évident dans la défiance d'une partie des annonceurs. Ces derniers ne souhaitent pas associer leur image à celui de l'entrepreneur aux prises de position tranchées, qui glissent vers le populisme. Apprenant que l'Australie songeait à distribuer des lourdes amendes aux plateformes trop laxistes en matière de désinformation, le milliardaire a ainsi tweeté jeudi : « *Fascistes !* » De grands groupes comme Disney ont aussi cessé leurs investissements l'an passé après un tweet d'Elon Musk jugé antisémite. Ce dernier leur répondra « *d'aller se faire foutre* ». Le mois dernier, l'entreprise a

**« X a également commencé à brader les tarifs ces derniers mois, avec des baisses du coût par mille impressions sur X jusqu'à 40 % »**

**Un dirigeant français d'une grande agence média**

attaqué en justice la Global Alliance for Responsible Media, qu'il accuse d'avoir coordonné un boycott contre le réseau social. « *Nous avons essayé depuis deux ans de faire la paix, maintenant c'est la guerre* », a tweeté Elon Musk. Incapable de financer sa défense, cet organisme, qui aide les annonceurs à ne pas financer des sites problématiques pour leur image, a préféré se saborder.

Des annonceurs déplorent aussi la réduction des moyens consacrés à la modération. « *C'est un mensonge de dire que X ne modère rien* », souligne un bon connaisseur du service. « *Les capacités de modération ne se mesurent pas uniquement à l'aune du nombre de modérateurs. X peut compter sur ses technologies de traitement automatisés des contenus problématiques, qui ont été nettement améliorées* ». Pour cela, X a créé un centre d'excellence dédié à la sécurité à Austin et recruterait des modérateurs, plus qualifiés qu'autrefois, pour traiter les « *zones grises et complexes* ». « *Avant, X déléguait une grande partie de la modération, maintenant il embauche* », commente cette source.

Autre point noir pour son image : X est dans le viseur des régulateurs du monde entier. Outre le Brésil qui l'a suspendu, l'Europe a ouvert au printemps dernier une enquête pour violation du Règlement sur les services numériques (DSA). Il est notamment accusé de ne pas avoir rempli ses obligations en matière de transparence et de lutte contre les contenus illégaux et de désinformation. Si le réseau social était reconnu coupable, le DSA prévoit des amendes pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial… Aux États-Unis, X fait aussi partie des plateformes dans l'œil du cyclone, en particulier sur le sujet de la protection en ligne des mineurs.

Pourtant, le réseau social s'efforce depuis deux ans de redorer son image, en mettant notamment en avant sa force d'innovation. En un an, de nombreux services ont été mis en ligne, comme la possibilité de passer des appels vidéo. L'ex-Twitter n'était pas habitué à tant de nouveautés… X a aussi bénéficié de l'intégration des solutions de xAI, la start-up fondée par Elon Musk, à commencer par Grok, son assistant conversationnel. L'algorithme a ainsi été amélioré, favorisant une meilleure prise en compte des centres d'intérêt dans le fil « pour vous ». Les « community notes », un système collaboratif de commentaires à la suite d'une publication, doivent limiter la propagation des fake news. Enfin, de nouveaux outils sont également censés garantir qu'une publicité ne se retrouve pas parmi des contenus problématiques. « *X permet désormais aux annonceurs de paramétrer complètement l'environnement dans lequel apparaissent leurs pubs* », ajoute le bon connaisseur du réseau.

**2 %**
**Part des investissements en France fléchés vers X sur le segment réseaux sociaux, contre 5 % avant le rachat**

**-24 %**
**Baisse des dépenses des annonceurs sur X au premier semestre 2024, selon MediaRadar**

**13 milliards de dollars**
**Emprunt contracté auprès des banques pour le rachat de X**

Elon Musk mouille lui-même la chemise pour regagner la confiance des annonceurs. En juin, il s'est ainsi rendu en personne aux Cannes Lions, le grand rendez-vous annuel du secteur, et a multiplié les rendez-vous privés pour rassurer les marques. Sur son compte X, il multiplie les messages sur la hausse de l'utilisation de son service. Le nombre d'utilisateurs actifs quotidiens revendiqué par le réseau social était de 251 millions au deuxième trimestre. Une progression de 1,6 % par rapport à la même période l'an passé. Mais un nombre indéterminé d'utilisateurs ont cessé de publier sur le réseau, ou ont rejoint Threads, le réseau social lancé il y a un an par Meta qui revendique 175 millions d'utilisateurs actifs mensuels, voire LinkedIn de Microsoft. Alors que la directrice générale de X, Linda Yaccarino, promettait l'an passé que X serait bénéficiaire en 2024, rien n'est moins sûr.

Or, X a d'autant plus besoin de renflouer ses caisses que son propriétaire a financé son achat à crédit. D'après la presse américaine, il lui faut rembourser chaque trimestre 300 millions de dollars d'intérêt. L'opération qui s'annonçait juteuse s'est transformée en véritable boulet pour les banques. Elle pourrait même leur coûter cher.

En 2022, sept d'entre elles, dont les françaises BNP Paribas et Société générale associées à Morgan Stanley, Bank of America, Barclays et les japonaises Mitsubishi (MUFG) et Mizuho, ont prêté 13 milliards de dollars à Elon Musk via une opération de LBO (prêt avec effet de levier). Habituellement, ces dettes sont rapidement revendues par les banques à d'autres investisseurs, ce qui leur évite de les conserver dans leurs bilans. Or, rien ne s'est passé comme prévu : en raison des mauvaises performances financières de X, les banques n'ont pas pu revendre leurs titres, car elles s'exposaient à de lourdes pertes.

Résultat, depuis deux ans, ces grands établissements se retrouvent « scotchés » avec leurs dettes dans leurs bilans. Une situation inédite depuis la crise financière de 2008, pointait en août le *Wall Street Journal*. L'an passé, l'agence Bloomberg évaluait à 4 milliards de dollars les pertes potentielles pour l'ensemble des banques ! Et cela en dépit des remboursements effectués par Elon Musk. Dans ce contexte, certains établissements ont déjà réduit de plusieurs centaines de millions de dollars la valeur de leurs prêts.

Les banques françaises, qui ont refusé de faire des commentaires, sont bien moins exposées à l'opération de financement que leurs homologues anglo-saxonnes. BNP Paribas aurait financé 5 % des 13 milliards de prêts, soit 650 millions d'euros. De son côté, Société générale a prêté 875 millions de dollars à Elon Musk en 2022. Mais, depuis, elle aurait divisé par plus de deux le montant de l'opération. « *Il n'y a pas de défaut de paiement, ni de pertes… pour l'instant*, avance une source proche du dossier. *Et cela n'empêche pas Société générale de continuer à accorder des financements sous forme de LBO.* »

Dans ce contexte, X doit donc plus que jamais diversifier ses revenus. Il a choisi de le faire en monétisant l'accès à ses data et en proposant des formules d'abonnements (de 4,59 à 24,99 euros par mois) pour bénéficier de services supplémentaires. Mais pas uniquement. Il vient de lancer en test une appli dédiée à certaines smart TV. Un nouveau moyen de diffuser ses vidéos et autres programmes exclusifs conçus par des créateurs de contenu.

Autre chantier à venir, le paiement en ligne qui sera notamment une porte ouverte à l'e-commerce. X s'efforce actuellement de réunir les autorisations nécessaires. Car Elon Musk n'a pas renoncé à faire de l'ex-Twitter une « appli à tout faire » (« everything app »), une sorte de WeChat à l'occidentale. « *L'époque où Twitter n'était qu'une plateforme de texte en 140 signes est révolue* », résume-t-on dans l'entourage de X. ■

---

# les influenceurs brésiliens encaissent le coup

Des partisans de l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro manifestent, à São Paulo, le 7 septembre, contre le juge Alexandre de Moraes, qui a ordonné la suspension de X. JORGE SILVA/REUTERS

Lula da Silva. Le réseau X a été pointé du doigt, accusé d'avoir contribué aux conditions de la violence. À partir du mois d'avril, Elon Musk s'engage dans un bras de fer personnel avec de Moraes, le chargeant de censure, d'être un dictateur et le comparant même à Voldemort, le méchant de Harry Potter. Musk refuse de nommer un représentant légal au pays, et le 30 août de Moraes décide de suspendre le réseau. L'ordre judiciaire est rapidement confirmé par ses collègues de la Cour suprême.

**« Ce qui me manque, c'est Twitter avant qu'Elon Musk ne le rachète »**

**Felipe Neto**
Un youtubeur brésilien

Le retour de X au Brésil ne sera possible que si l'entreprise « *se met en condition de se conformer aux ordres des autorités brésiliennes, tant judiciaires qu'administratives* », selon Rafael Mafei, avocat et professeur de droit à l'Université de São Paulo. Conscients que cela pourrait prendre un certain temps, les Brésiliens se sont rués en masse sur Bluesky, cocréé en 2021 par le cofondateur de Twitter Jack Dorsey. « *Quelle semaine ! Ces derniers jours, plus de 2,6 millions d'utilisateurs se sont inscrits sur la plateforme, dont plus de 85 % sont brésiliens* », annonçait le compte officiel de Bluesky le 4 septembre. Threads, la plateforme lancée il y a un an par Meta, a aussi bénéficié du vide laissé par la suspension de X. Mais de nombreux internautes disent préférer son concurrent. Lucas dos Santos Consoli dit s'être mieux adapté à Bluesky, où il compte désormais près de 225 000 followers.

Barbara Magalhães parie elle aussi sur Bluesky. Parmi les personnes qui la suivaient sur X, elle estime que 10 % sont partis sur Threads, 40 % sur Bluesky, et 50 % n'ont pas créé de compte ailleurs. Certains se méfient de Threads, dit-elle, à cause du lien avec Instagram – un réseau archipopulaire au Brésil où l'on retrouve souvent des membres de sa famille. Sur X, beaucoup utilisaient un pseudonyme. « *Les gens ont envie de dire des bêtises. Twitter a toujours été ce lieu où l'on aime plaisanter, commenter la vie des autres* », avance-t-elle. Selon cette internaute, le contenu de Threads est également jugé trop lisse et orienté vers la création de contenu, alors que les adeptes de l'ancien Twitter recherchent plutôt des « memes », des ragots, des « clashs » et un lieu où retrouver les informations avant tout le monde.

Avec 17 millions de followers, le youtubeur Felipe Neto avait une force de frappe conséquente sur X. Même s'il estime que Threads et Bluesky n'en sont qu'à leurs débuts, ce critique acerbe de Bolsonaro ne regrette pas pour autant ce réseau. « *Ce qui me manque, c'est Twitter avant qu'Elon Musk ne le rachète* », avance-t-il. Felipe Neto n'est pas le seul à se plaindre de la transformation du réseau depuis 2022, notant une augmentation des bots et du cyberharcèlement. Pour Levi Kaique Ferreira, Bluesky est une sorte « *d'oasis* » comparé à X. Cet ingénieur civil, également activiste contre le racisme, révèle avoir été addict à l'ancien Twitter. Mais il estime que Bluesky a comblé le vide, « *et d'une manière beaucoup plus saine, parce que Bluesky a des méthodes de modération qui découragent les attaques* ». Il est passé de 144 000 followers sur X à 22 700 sur Bluesky, mais ne souhaite pas pour autant le retour de X au Brésil. ■

« Je ne vais pas passer ma journée à commenter des informations qui se contredisent », soupire le président de la commission des finances à l'Assemblée, Éric Coquerel. Depuis plusieurs jours, les échos qui émanent de Matignon sur le budget sont, en effet, quelque peu confus. Ce lundi, le duo de tête de la commission des finances, le député Insoumis et le rapporteur général du budget, Charles de Courson, attendaient de pied ferme l'envoi de documents budgétaires importants : les lettres plafonds, qui fixent les enveloppes des différents ministères pour l'année suivante. Les deux parlementaires ont même menacé de *« descendre à Matignon »*, dès mardi, si ces lettres ne leur étaient pas transmises au plus tard lundi soir. Le duo de choc de la commission avait déjà utilisé, avec succès, le même procédé pour obtenir d'autres documents budgétaires de la part de Bercy, il y a deux semaines. Mais, cette fois-ci, les équipes du premier ministre semblent plus indécises sur la conduite à tenir.

**« Nous n'avons pas d'autres informations que celles qui viennent de la presse »**

**Le cabinet de Charles de Courson**
Rapporteur général du budget

Dans la matinée de lundi, Matignon a fait savoir que les lettres plafonds seraient bien envoyées dans la journée aux responsables de la commission. Une heure plus tard, une source dans l'entourage de Michel Barnier rectifie : ce ne sont pas les lettres plafonds qui seront envoyées ce lundi, mais « un courrier » sur le projet de budget. En outre, le tiré à part - un autre document normalement envoyé mi-juillet qui résume les grandes lignes du budget de l'État prévu pour l'année suivante - devrait être transmis *« en fin de semaine »*. Cela sera-t-il suffisant pour convaincre Éric Coquerel et Charles de Courson de ne pas se rendre à Matignon pour exiger les lettres plafonds ? *« J'attends de voir ce qu'il y aura dans ce courrier »*, répond le président de la commission des finances - qui se plaint par ailleurs de devoir suivre cette affaire *« via les médias »*. Même son de cloche, en début d'après-midi, de l'entourage de Charles de Courson. *« Nous n'avons pas d'autres informations que celles qui viennent de la presse. »*

Les lettres plafonds sont pourtant prêtes. Elles ont même été envoyées aux ministères eux-mêmes mi-août par Gabriel Attal, avec la consigne de ne pas en divulguer le contenu, tant le sujet est sensible et peut devenir explosif. *« Elles contiennent les budgets ministère par ministère et affichent donc noir sur blanc quels ministres sont gagnants et, surtout, lesquels sont perdants »*, explique un connaisseur. Et, cette année, les perdants seront nombreux. D'après une source au sein de l'exécutif, Matignon conserverait les crédits qui ont été fixés par le gouvernement sortant, et qui ont été considérablement limités pour ne pas aggraver un déficit public en plein dérapage. Dans un contexte où la composition de son gouvernement n'est pas bouclée, on peut comprendre que Michel Barnier veuille éviter d'afficher précisément sur la place publique quels portefeuilles seront moins garnis que les autres l'année prochaine.

Le premier ministre, Michel Barnier, en visite à l'hôpital Necker (Paris 15e), le 7 septembre. Sans capitaine à Bercy, Matignon assure seul la gestion du calendrier et des décisions sur le contenu du texte de loi le plus crucial de la rentrée.

SERGE TENANI/HANS LUCAS VIA REUTERS

# Quand Michel Barnier tâtonne sur le budget

Julie Ruiz Perez

Les députés mettent la pression, les prévisions ne sont pas encore tranchées, Matignon teste une date de report… Bref, le budget s'enlise.

Justement, toujours sans capitaine à Bercy, Matignon doit assurer seul la gestion du calendrier et les décisions sur le contenu du texte de loi le plus attendu de la rentrée. *« On n'est plus en charge du dossier »*, confirme-t-on au cabinet de Bruno Le Maire à propos d'un autre point déterminant de la préparation du projet de loi de finances (PLF) : le cadrage macroéconomique. Ce document, qui résume les prévisions du gouvernement en matière d'inflation, de recettes ou encore de croissance pour l'année prochaine, devait techniquement partir vendredi dernier au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), organe de la Cour des comptes, qui est tenu de rendre son avis sur le sérieux de ce cadrage. Les équipes de Bercy ont déjà fait parvenir, il y a plusieurs jours, ce cadrage macroéconomique à Matignon. *« Il reste simplement à faire un arbitrage politique sur les chiffres. La question pour Michel Barnier est de savoir s'il veut plutôt mettre un objectif de croissance volontariste ou s'il veut être plus dans la prudence »*, commente un initié. Certains, dans l'administration, chuchotent que, si le cadrage n'est pas arrivé à temps, c'est justement parce que Matignon n'était pas parvenu à trancher sur un chiffre de croissance. Ce lundi, une source à la Cour des comptes confirmait que le document ne leur était toujours pas parvenu.

**« La question pour Michel Barnier est de savoir s'il veut plutôt mettre un objectif de croissance volontariste ou si il veut être plus dans la prudence »**

**Un spécialiste**

Au fil des dates limites qui passent les unes après les autres, la perspective d'un retard pour la présentation du PLF 2025 se fait de plus en plus concrète. Normalement, le budget doit être présenté au Parlement le 1er octobre. Mais les textes laissent, selon les interprétations, une petite marge de manœuvre d'une quinzaine de jours. En ce moment, le cabinet de Michel Barnier « teste » la date du 9 octobre, soit après la déclaration de politique générale du premier ministre. *« Dans le contexte, il est compréhensible que le budget subisse un petit délai »*, concède un député influent de l'ancienne majorité qui ne s'inquiète pas particulièrement de ce retard car Bercy *« a déjà avancé sur le texte, ce qui permet de ne pas partir d'une page blanche »*. Mieux encore, malgré la nomination d'un nouveau premier ministre, le dossier reste sous la houlette du même haut fonctionnaire, Jérôme Fournel. Début septembre, il a été désigné comme directeur du cabinet de Michel Barnier après avoir dirigé ces derniers mois celui de… Bruno Le Maire. *« Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il connaît déjà le dossier*, commente une source parlementaire, *c'est un homme très carré. Après ce moment de flottement un peu politique, on peut s'attendre à ce que la séquence budgétaire soit tenue sérieusement. »* ■

» Lire aussi PAGES 4, 5 ET 16

# À Dunkerque, l'électrification de l'industrie prend forme

Elsa Bembaron

La zone représente 21 % des émissions de $CO_2$ de l'industrie française. Sa décarbonation est un enjeu fondamental.

Faire de Dunkerque un laboratoire grandeur nature de la décarbonation et de la réindustrialisation… Et le voir passer à l'échelle industrielle. Pour la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) et pour le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE), le moment est clé. Les premières usines du XXIe siècle sortent de terre quand celles du XXe siècle se modernisent. Une bouffée d'oxygène pour un territoire en plein renouveau industriel. Les enjeux sont colossaux. Il faut à la fois faire revenir les emplois industriels et réduire l'empreinte carbone d'une zone qui représente à elle seule 21 % des émissions de $CO_2$ de l'industrie française. Pour y parvenir, le pari de l'électrification a été pris.

Pour attirer de nouvelles entreprises, RTE a profondément modifié son mode de fonctionnement. Auparavant, les raccordements se faisaient à la demande des clients. À Dunkerque, ils ont été faits avant leur arrivée. De premières décisions d'investissement ont été prises dès 2019, en lien avec les ambitions de réindustrialisation de la CUD. *« Nous avons voulu aller au-delà du site clés en main en proposant aussi l'accès à l'électricité. Pour un industriel, cela représente un gain de temps de trois à quatre ans »*, explique Xavier Dairaine, directeur de projet à la CUD. Une véritable révolution. *« Il a fallu batailler avec le régulateur pour changer notre mode de fonctionnement et pouvoir réaliser des investissements sans encore avoir les clients »*, relate un proche du dossier. RTE voudrait étendre ce mode de fonctionnement à d'autres zones, notamment à Fos-sur-Mer et au Havre.

Les investissements s'élèvent à 1,5 milliard d'euros, dont un tiers est financé par la CUD. Une partie est à la charge des clients industriels qui payent pour leur raccordement. La CUD œuvre en outre à la viabilisation de terrains, réalise les études préalables… Trois postes de transformations - ces grandes installations électriques qui convertissent, par exemple, le courant 400 000 volts en 225 000 volts - sont construits sur des dizaines d'hectares. Des mesures de compensation sont prévues, pour garantir la préservation de la faune et de la flore. Le changement climatique et son lot d'inondations se sont aussi invités dans le débat : ces installations seront surélevées de 1 à 1,5 mètre. De nouvelles lignes à haute tension vont venir s'ajouter à celles déjà existantes. Une gageure, alors que la place manque entre les usines, les habitations et les zones agricoles à préserver. Là encore, RTE innove, avec un projet d'enfouissement de lignes entre des pylônes existants afin de ne pas augmenter son emprise foncière.

Le pari s'avère gagnant. En 2022 Verkor, le fabricant de batteries, a jeté son dévolu sur le dunkerquois pour y installer sa première méga-usine. *« Nous voulions de la place, de la rapidité d'exécution et de l'électricité décarbonée »*, explique Sylvain Paineau, cofondateur de Verkor. Le secteur coche toutes les cases. *« Notre usine pourra entrer en production au bout de 24 mois, quand, ailleurs, les délais courraient de 60 à 72 mois »*, illustre-t-il. Autant dire une éternité pour une start-up, surtout lorsque celle-ci dispose déjà d'un client (Renault) avec un carnet de commandes précis à honorer. Le chantier est mené tambour battant. En moins d'un an, un bâtiment de dix-huit mètres de long est sorti de terre. Le groupe a lancé une vaste campagne d'embauches portant sur 1200 créations d'emplois. La machine est lancée.

**« Nous avons voulu aller au-delà du site clés en main en proposant aussi l'accès à l'électricité. Pour un industriel, cela représente un gain de temps de trois à quatre ans »**

**Xavier Dairaine**
Directeur de projet à la CUD

*« Dunkerque illustre ce que nous voudrions faire sur les zones à fort potentiel industriel et à fort potentiel de production d'électricité : adapter les réseaux sans attendre que les clients soient là »*, ajoute Xavier Piechaczyk, le président de RTE certain que la France va se mettre en ordre de marche pour réaliser ses objectifs de décarbonation qui passent notamment par une électrification des usages. *« Dans une zone de 15 km de long sur 10 km de large, tous les défis sont là : raccordement de nouveaux moyens de production, électrification des usages, développement de nouveaux clients… »*, souligne Laurent Cantat-Lampin, délégué RTE Hauts-de-France. Côté production, la région accueillera dans une quinzaine d'années deux EPR 2 sur le site de la centrale nucléaire de Gravelines - déjà la plus grande d'Europe de l'Ouest - et avant cela, un parc d'éoliennes en mer qui doit entrer en production en 2029. Côté consommation, outre Verkor et ses 220 mégawatts (MW) de besoins identifiés à moyen terme, s'ajoutent ceux d'autres nouveaux venus : un autre fabricant de batteries, Prologium, Orano XTC pour leur recyclage, un producteur d'hydrogène vert et H2V pour ne citer que les plus gourmands.

Une demande qui viendra s'ajouter à celle du mastodonte local : Aluminium Dunkerque, et ses 45 MW. Il pèse à lui seul 0,8 % de la consommation d'électricité nationale. Autant que la ville de Marseille. L'usine de production d'aluminium a été construite par Pechiney en 1991 à cet endroit, pour sa proximité avec la centrale de Gravelines. Chaque année, 280 000 tonnes d'aluminium primaire sortent de ses lignes de production. Un nouveau four est en cours de construction pour recycler de l'aluminium, un procédé qui ne consomme que *« 5 % de l'énergie nécessaire à la production de métal primaire, à partir d'alumine »*, explique Laurent Courtois, directeur énergie climat d'Aluminium Dunkerque. Mais cela va venir s'ajouter à la consommation actuelle du site en électricité, tout comme le projet de captation de $CO_2$ d'ici à 2030 et celui portant sur l'installation de nouvelles électrolyses à horizon 2040. Mais c'est aujourd'hui que se construisent les infrastructures nécessaires à un quasi-doublement de la consommation d'électricité d'Aluminium Dunkerque.

Et ce n'est rien à côté de ce qui se prépare chez ArcelorMittal. L'impressionnante usine, connue pour ses hauts-fourneaux installés aux portes de Dunkerque, s'apprête à vivre une véritable révolution industrielle avec l'électrification de ses procédés de fabrication d'acier. Le procédé de réduction directe d'acier (DRI) verra la cokerie et ses émissions de carbone remplacées par de l'hydrogène renouvelable. Les chiffres s'envolent : *« Cela représentera plus de quatre fois la consommation d'électricité actuelle d'Aluminium Dunkerque »*, résume Laurent Cantat-Lampin. Quatre fois Marseille à raccorder au réseau, avant la fin de la décennie. Un chantier nécessaire pour maintenir la compétitivité de l'entreprise et lui apporter les moyens de décarboner sa production d'acier. ■

# Bahreïn ne mise plus sur son image de paradis fiscal et taxe les entreprises

Clara Galtier

## Comme ses voisins du Golfe, le petit royaume doit renflouer ses caisses et prépare l'après-pétrole.

Bahreïn souffre de déficits persistants. Une situation qui ne risque pas de s'améliorer à court terme, alors que les prix de l'or noir sont bien en deçà du seuil à même de garantir son équilibre budgétaire. CINDY RIECHAU/DPA

Microsoft, HSBC, Pepsi ou encore Toyota… Ces multinationales devront bientôt s'acquitter d'un impôt à Bahreïn. Le tout petit royaume du golfe Persique, peuplé de 1,5 million d'habitants, faisait figure d'irréductible parmi ses voisins. *« Bahreïn est actuellement le seul État du Golfe à ne pas avoir d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises locales ou étrangères »*, explique Justin Alexander, directeur du cabinet de conseils Khalij Economics. La monarchie s'y était refusée jusqu'à présent, dans un contexte de rivalité régionale qui incitait à maintenir une fiscalité très basse, pour rester la place la plus attractive.

Mais les temps ont changé. Les pays du Golfe ont tour à tour introduit diverses taxes pour se préparer au monde de l'après-pétrole. Le régime d'imposition des entreprises basées dans la région, avec des taux faibles voire inexistants, a considérablement évolué en quelques années. L'Arabie saoudite applique un impôt sur les sociétés de 20 % pour les entités non liées au secteur de l'or noir. Le Qatar a choisi un prélèvement de 10 % pour les entreprises détenues partiellement ou totalement par des étrangers. En juin dernier, ce sont les Émirats arabes unis, considérés comme le paradis fiscal par excellence, qui ont instauré un impôt de 9 % sur les profits supérieurs à 94 000 euros.

### Lutte contre l'évasion fiscale

Toutes ces réformes s'inscrivent dans un contexte global de demande de transparence et de lutte contre l'évasion fiscale. Bahreïn a décidé d'adopter un taux d'imposition de 15 % sur les bénéfices des multinationales pour se mettre en conformité avec la grande réforme fiscale mondiale, menée sous la houlette de l'OCDE. L'objectif initial de cette refonte historique de 2021 vise à s'assurer que les multinationales, surtout celles du numérique, paient leur juste part d'impôts. L'un des piliers du texte, adopté par plus de 140 pays, introduit un impôt minimum mondial de 15 % pour les grandes entreprises ayant un chiffre d'affaires global supérieur à 750 millions d'euros. Ce seuil devrait générer environ 220 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'OCDE.

*« À mesure que d'autres pays ont introduit ou augmenté des impôts et que la communauté internationale devient plus critique à l'égard des paradis fiscaux, les avantages d'un taux d'imposition nul sont devenus moins attractifs »*, souligne Justin Alexander. Ainsi, Bahreïn devient le premier État du Golfe à annoncer une taxe conforme aux propositions de l'OCDE et du G20. Dépendant en outre de ses exportations d'aluminium et surtout de pétrole, et donc exposé à la volatilité des prix des matières premières, Bahreïn souffre de déficits budgétaires persistants. La situation ne risque pas de s'améliorer à court terme, alors que les prix de l'or noir sont bien en deçà du seuil nécessaire pour garantir son équilibre budgétaire, évalué entre 90 et 95 dollars le baril. Les hydrocarbures représentent actuellement près de 70 % des recettes de l'État, qui n'a d'autre choix que de les diversifier, notamment en levant de l'impôt.

### La dette à plus de 130 % du PIB

Avec en outre une dette de plus en plus importante - dépassant 130 % du PIB -, Bahreïn cherche aussi à attirer plus d'investissements étrangers en surfant sur sa situation stratégique. L'archipel est relié, via un pont d'une vingtaine de kilomètres, à l'Arabie saoudite et son marché de 38 millions d'habitants. En 2022, les investissements étrangers ont augmenté de près de 6 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 34,5 milliards de dollars, *« grâce aux efforts déployés par les autorités pour améliorer l'environnement des entreprises »*, écrit l'assureur-crédit Coface. Jouer selon les nouvelles règles fiscales mondiales est de nature à asseoir la crédibilité du pays auprès, aussi, de ses créanciers. Qui sont aussi ses propres voisins.

Suite au contre-choc pétrolier, et à la forte baisse des prix du baril à partir de 2014, Bahreïn s'était en effet vu promettre une enveloppe de 10 milliards de dollars de prêts avec des taux d'intérêt réduits de l'Arabie saoudite, du Koweït et des Émirats arabes unis pour soutenir ses finances publiques fragilisées. Il est de plus en plus question qu'une autre série de mesures de soutien soit nécessaire, détaille l'économiste Justin Alexander. *« Bahreïn doit montrer qu'il cherche de nouvelles recettes en mettant au minimum en œuvre les mêmes politiques fiscales que ses voisins plus riches. »* Ces derniers, alliés économiques et politiques, ont tout intérêt à le soutenir. Le royaume a beau être d'un poids modeste, tout effondrement de la monnaie de Bahreïn ou une éventuelle crise de la dette ébranlerait la confiance dans toute la région. ■

# L'Argentin Milei défie les députés sur le zéro déficit

Anne Cheyvialle

## Le président ultralibéral menace l'opposition d'un veto en cas de dérapage budgétaire.

Un président en personne au Congrès pour présenter la feuille de route budgétaire de son gouvernement. La démarche est plus que rare, inédite en Argentine depuis la fin de la dictature en 1983. Javier Milei a voulu asseoir son autorité alors que son parti ne détient pas de majorité au Parlement. Il s'est retrouvé dimanche face à un hémicycle à demi vide, nombre de parlementaires de l'opposition ayant décidé de bouder ce qu'ils ont qualifié de *« mise en scène »*.

Dans un discours aux accents de cours d'économie, le dirigeant ultralibéral, paré de l'écharpe présidentielle bleu et blanc, et entouré de tous ses ministres, a prôné le sacro-saint « zéro déficit ». Il a réaffirmé son mantra d'équilibre des comptes publics, martelant *« qu'il n'y a rien, mais rien de plus appauvrissant pour les Argentins que le déficit budgétaire »*. *« Ce budget va changer à jamais l'histoire de notre pays, afin que nous puissions redevenir la grande Argentine que nous étions »*, a-t-il affirmé, mais sans rentrer dans le détail des chiffres.

### « Le plus grand ajustement de l'histoire de l'humanité »

Depuis son arrivée à la tête du pays, le 10 décembre 2023, c'est une véritable thérapie de choc qu'applique le libertarien aux Argentins. *« Le plus grand ajustement de l'histoire de l'humanité »*, a-t-il claironné dimanche. Son gouvernement a notamment désindexé de l'inflation - qui atteint des sommets en Argentine - la progression des prestations sociales et coupé dans les transferts budgétaires aux provinces. Il a aussi supprimé de nombreux emplois contractuels dans la fonction publique. Javier Milei s'est félicité à plusieurs reprises de dégager un excédent budgétaire sur plusieurs mois d'affilée. Celui-ci a atteint 1,1 % du PIB au premier semestre 2024.

Mais si l'inflation hors de contrôle commence à refluer autour de 4 % mensuels, c'est au prix d'une sévère récession et d'une forte baisse de la consommation. Et la hausse des prix reste encore, à 236 % sur douze mois fin août, l'une des plus élevées du monde.

La feuille de route budgétaire, citée par plusieurs médias s'appuyant sur un document officiel, se base sur des objectifs très ambitieux d'activité et d'inflation pour 2025. La marche sera en effet haute pour passer d'une récession estimée à 3,8 % cette année à une croissance de 5 % en 2025 et une inflation annuelle tombée à 18,3 %. Dans son dernier bulletin, la banque centrale misait sur une inflation autour de 123 % en fin d'année. À moyen terme, d'ici à 2027, le gouvernement cible 7,4 %. Côté déficit, la Casa Rosada vise, selon la presse argentine, un excédent primaire de 1,3 % du PIB, qui sera aussi légèrement dans le vert une fois payées les échéances de la dette extérieure. Un redressement qui passera surtout par des coupes dans les dépenses - l'effort portera en particulier sur les provinces - et une accélération des privatisations. Tout en visant à réduire la pression fiscale.

Le plus dur combat à venir se passera dans l'Hémicycle où Milei n'a d'autre choix que de former des alliances. Son ton, dimanche, n'était pas à la conciliation. Il a ni plus ni moins menacé de mettre son veto présidentiel *« à tous les projets »* qui menaceraient l'équilibre budgétaire. ■

# Les voyagistes redescendent sur terre

Mathilde Visseyrias

## Soucieux de leur pouvoir d'achat, les Français ont souvent préféré se passer des services des tour-opérateurs.

Les voyages à forfait pour des destinations moyen-courrier *(ici, à Majorque)* sont quasi tous en baisse, les tour-opérateurs se voyant notamment concurrencés par les compagnies aériennes qui proposent hébergement et location de voiture. Ne reste que les voyages lointains et haut de gamme.

CLARA MARGAIS/DPA VIA REUTERS CONNECT

Après avoir vécu des années post-Covid en or, les voyagistes français redescendent sur terre. Ils avaient connu une activité hors norme grâce à des prix en forte hausse, qui n'avaient pas fait fuir les clients. C'est fini. Cet été a été décevant, alors même qu'un grand nombre de Français a passé ses vacances à l'étranger préférant éviter les Jeux olympiques (JO). La plupart ont opté pour des pays où la vie coûte moins cher qu'en France comme l'Espagne, le Portugal, le Maroc… Mais, contraints par un pouvoir d'achat sous pression, beaucoup se sont passés des services de professionnels. Ils sont partis en voiture (en Italie, Espagne, au Portugal) ou sur des vols low cost, ont loué par eux-mêmes via internet des logements (hôtels, résidences de vacances, locations saisonnières), ce qui a laissé un certain nombre de tour-opérateurs sur leur faim. En juillet, le chiffre d'affaires du Seto, le syndicat regroupant l'essentiel de la profession (Club Med, TUI France, Voyageurs du monde, Fram, Asia… ) a ainsi reculé de 9 % par rapport au même mois de 2023. Août est mieux orienté (+ 2 %), mais il ne permet pas de rattraper une saison mal partie.

*« Il ne faut pas oublier que 2023 était exceptionnelle,* déclare René-Marc Chikli, président du Seto. *Juillet est mauvais en trafic comme en chiffre d'affaires, à cause des JO. Si les trois premières semaines d'août sont bonnes, on s'attendait à mieux. Ce n'est plus l'euphorie du rattrapage post-Covid. Toutefois, la tendance reste positive. »* Elle le reste grâce à un bon début d'année et une arrière-saison qui s'annonce excellente, avec un chiffre d'affaires attendu en hausse de 7 % en septembre et de 13 % en octobre - de plus en plus de Français veulent profiter de destinations au calme et pour un tarif moins cher. Lors de l'exercice 2023-2024 (clos fin octobre), le chiffre d'affaires des tour-opérateurs français avoisinerait les 4 milliards d'euros (+ 11 %), grâce à un panier moyen de 4006 euros (+ 7,4 %) et des clients en hausse de 3,8 % (à 576 020 clients).

Si août a été moins bon qu'espéré, c'est en partie à cause de ces Français qui espéraient louer leurs logements à des prix exorbitants grâce aux JO, et qui n'y sont pas parvenus. Ils ont dû revoir à la baisse leur budget vacances. Dès le mois d'avril, le Seto avait alerté sur la situation : à force de dire que les déplacements seraient impossibles à cause des JO (en particulier pour se rendre aux aéroports), les Français ont eu du mal à anticiper leurs vacances. Le phénomène a été aggravé par la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives (les 30 juin et 7 juillet) qui a pris de court toute l'industrie touristique. Jamais une saison estivale n'a démarré aussi tard.

Alors qu'ils génèrent l'essentiel de l'activité des voyagistes, les départs pour des voyages à forfait (vol + hôtel) vers des destinations moyen-courriers sont pratiquement tous en baisse. Sur les grands classiques (Grèce, Tunisie, Baléares, Canaries, Maroc…), les professionnels ont du mal à capter les voyageurs, à moins de leur proposer des voyages spécifiques (en hôtel club tout compris) ou à forte valeur ajoutée (trek accompagné d'un guide et d'assistance pour les bagages).

En outre, *« les tour-opérateurs font face à des compagnies aériennes qui proposent l'hébergement et la location de voiture en plus des vols,* ajoute Didier Arino, directeur du cabinet spécialisé Protourisme. *C'est particulièrement vrai pour les compagnies low cost, qui y voient un complément de revenus facile en nouant des partenariats avec des spécialistes. »* Fin 2023, easyJet a ainsi lancé easyJet Holidays en France, son tour-opérateur maison. Son directeur général promet *« un rapport qualité-prix imbattable avec des options de réservation flexibles ».*

### Promotions trop tardives

Dans ce contexte, les Français se tournent vers les tour-opérateurs pour leur expertise dans les voyages lointains. Ces professionnels sont capables de proposer des séjours sur-mesure à une clientèle prête à dépenser plusieurs milliers d'euros (voire plusieurs dizaines de milliers d'euros) pour ses vacances. Avec la multiplication des crises géopolitiques et sanitaires, ils ont aussi prouvé qu'ils étaient un gage de réassurance. *« Les voyagistes ont toujours eu une clientèle qui a les moyens et qui n'a pas le temps d'organiser ses vacances pendant des heures sur internet »,* rappelle Didier Arino. Cette clientèle leur est fidèle. Cet été, les performances des voyages long-courriers ont donc été *« très bonnes »* au Seto. Entre début mai et fin octobre, leur chiffre d'affaires augmente de 15,1 % et le trafic de 10,1 %. En tête des destinations les plus demandées : île Maurice, États-Unis, République dominicaine, Indonésie et Mexique.

*« Les départs pour le Japon ont connu des croissances à deux chiffres,* témoigne Guillaume Linton, PDG d'Asia, un tour-opérateur leader en Asie-Pacifique. *L'été est très bon en Indonésie (Bali, Java, Lombok), en Australie, au Sri Lanka et en Thaïlande. La Chine fait son retour avec environ 400 clients, même si on est encore très loin de nos performances d'avant pandémie. »* Chez Asia, les paniers moyens sont toujours élevés à cause de la cherté de l'aérien. Mais la progression se tasse : + 5 % contre + 25 % entre 2023 et 2022.

Cet été, les tour-opérateurs ont réagi en faisant des promotions jugées souvent trop tardives. Ils vont devoir faire plus d'efforts pour inciter les Français à réserver sans attendre leurs vacances d'hiver. ■

# Dans les fermes françaises, le crédit carbone ne paie pas encore

Olivia Détroyat

## Censé rémunérer les agriculteurs en échange de leurs efforts environnementaux, ce système peine à se développer.

Améliorer ses pratiques agricoles pour être mieux rémunérés. Alors que s'ouvre ce mardi le Salon international de l'élevage de Rennes, traditionnel temps fort de la rentrée agricole pour les paysans, cette idée revient en force dans les exploitations du pays. Séduisante sur le principe, elle doit permettre aux éleveurs de convertir leurs efforts environnementaux (agriculture régénératrice, baisse des émissions de gaz à effet de serre, plantation de haies pour capter du carbone…) en argent sonnant et trébuchant, via l'émission de crédits carbone ensuite revendus à des entreprises. Mise en place progressivement depuis 2015 en France par les filières lait et bovine, l'initiative pouvait leur permettre de valoriser chaque crédit entre 30 et 40 euros.

Pourtant, cinq ans après la mise en place de la méthode Carbon Agri, qui définit, dans les grandes filières d'élevage, les règles et la méthodologie de quantification des efforts réalisés, le résultat n'est pas au rendez-vous. *« C'est un peu la jungle »,* convient Christophe Miault, secrétaire général adjoint de la Coopération laitière, qui regroupe 240 coopératives en France (55 % de la collecte). Certes, la filière est bien dans les clous de ses objectifs de décarbonation, qui visent à réduire de 20 % les émissions carbone des quelque 50 000 fermes laitières de France entre 2016 et 2025.

L'objectif de mesure de l'impact carbone de 50 % d'entre elles, à horizon 2025, et de 100 % d'ici à 2030 est aussi en passe d'être tenu, même si c'est avec un peu de retard par rapport au calendrier imaginé au milieu des années 2010. Cette étape est d'ailleurs stratégique pour définir la trajectoire des efforts agronomiques à fournir… et donc le nombre de crédits carbone correspondant. Une tonne de $CO_2$ économisée équivaut ainsi à un crédit carbone. Mais à ce stade, seule une part infime des éleveurs, selon la Coopération laitière, a réussi effectivement à transformer ses efforts en réels gains financiers, via ce système. Pour vertueux qu'ils soient, les 20 000 autres éleveurs laitiers engagés dans la démarche bas carbone en restent, eux, au stade du diagnostic de leur ferme. Ou du déploiement de leur feuille de route pour améliorer leurs pratiques (optimisation de l'alimentation des vaches, baisse de l'âge du premier vêlage…). Ce qui leur apporte déjà des gains financiers tangibles comme la baisse de leurs charges liées aux intrants ou à l'énergie.

Mais la monétisation concrète des crédits avance peu. Le principal écueil, non des moindres, reste le peu d'harmonisation des règles sur ce sujet au niveau européen. Et donc l'absence d'un marché unifié du crédit carbone agricole. Les filières concernées avaient fait le choix de ne pas passer par les marchés existants d'échanges de crédits, volatils et réglementés au cœur de controverses. Appuyées par le ministère de la Transition écologique, elles avaient poussé pour un système de vente de gré à gré des crédits aux entreprises désireuses de compenser leurs émissions carbone. Un choix judicieux, au vu de l'effondrement du marché des crédits $CO_2$, passés sous les 4 euros l'unité cette année. Mais, ce système de gré à gré ne contribue pas à fluidifier les échanges.

**20 %**

**Objectif de décarbonation de 50 000 fermes françaises sur la période 2016-2025**

Sans compter que le concept du crédit en lui-même, basé sur le principe de la compensation, est de plus en plus critiqué. Selon ses détracteurs, il n'incite ainsi pas les entreprises à prendre réellement le problème à la racine, en réduisant leurs propres émissions.

*« L'autre frein, ce sont les règles de la méthodologie internationale pour comptabiliser les efforts carbone des entreprises,* détaille Christophe Miault, à la Coopération laitière. *Une fois que l'éleveur a vendu son crédit à une entreprise, il ne peut ainsi plus valoriser ses pratiques plus vertes auprès de sa coopérative ou de son collecteur. S'il l'a cédé à un avionneur par exemple, ses efforts environnementaux ne sont pas comptabilisés dans le périmètre laitier, ce qui n'est clairement pas ce que l'on veut faire au niveau de la filière. Cela l'empêche aussi de percevoir les primes environnementales prévues par certaines coopératives, et qui sont souvent plus intéressantes pour lui. »*

Dans ce contexte éclaté, des acteurs et start-up privés émergent pour installer une interface entre les entreprises et les éleveurs. Comme Agoterra, ou Soil Capital (5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023). Cette dernière vient de lever 15 millions d'euros pour accélérer son internationalisation. Présente en France, en Grande-Bretagne ou en Belgique, la jeune pousse a mis en place un système de certification des fermes de grandes cultures (céréales, betteraves, pommes de terre…) s'engageant sur les principes d'agriculture régénératrice. Le levier effectif d'amélioration de l'empreinte carbone s'avère souvent plus simple que pour les fermes d'élevage. Ces certificats sont ensuite revendus, toujours de gré à gré, à des géants de l'agroalimentaire (Mars, Cargill…).

Promettant un prix entre 70 et 75 euros pour les quelque 1600 agriculteurs entrés dans son programme, Soil Capital revendique pour eux un avantage financier moyen de 10 000 euros par an. Et ce, autour de 18 mois après l'entrée dans le programme. *« L'avantage pour les entreprises qui achètent ces certificats, c'est qu'elles améliorent leur scope 3, c'est-à-dire leurs émissions indirectes qui sont celles des agriculteurs qui les fournissent,* explique Chuck de Liedekerke, cofondateur de Soil Capital. *Donc, elles baissent réellement leur empreinte environnementale, et ne se contentent pas de les compenser. »* Un enjeu majeur de crédibilité dans le défi immense de la décarbonation. ■

Avec un chiffre d'affaires de près de 20 milliards d'euros en 2023, Rexel est le numéro deux mondial de son secteur.

SYLVAIN ROBIN/OCEANPROD/ STOCK.ADOBE.COM

# Après avoir avalé Norbert Dentressangle, Brad Jacobs convoite Rexel

**Emmanuel Egloff**

## Le milliardaire américain a envoyé une proposition valorisant le distributeur électrique français à 8,4 milliards d'euros, immédiatement refusée.

Décidément, Brad Jacobs aime bien la France. En 2015, l'entrepreneur américain avait mis la main sur l'emblématique transporteur Norbert Dentressangle, pour 2,2 milliards de dollars. Désormais, les camions n'ont pas changé de couleur mais circulent en Europe avec la marque XPO sur leurs flancs. Ce week-end, Brad Jacobs, via l'une de ses entreprises, QXO, a envoyé une proposition d'offre d'achat auprès du groupe de matériel de distribution électrique Rexel. Dimanche, le groupe français a confirmé avoir reçu *« une proposition non sollicitée, préliminaire et non engageante de la part de QXO concernant une éventuelle acquisition à 28,40 euros par action »*. Ce qui représenterait une opération à près de 8,4 milliards d'euros. Une offre qui a suscité une réponse immédiate de la cible : *« Le conseil d'administration a examiné la proposition en détail et a décidé à l'unanimité de ne pas y donner suite, considérant que celle-ci sous-valorise de façon significative la société et ne reflète pas le potentiel de création de valeur que recèle son plan stratégique »*, a en effet indiqué Rexel.

Le milliardaire américain ne s'intéresse pas par principe à la France. Au fil des années, il a régulièrement ajouté de nouvelles activités à son groupe. C'est donc un géant de la logistique, via XPO. Mais il a également construit le cinquième acteur de la gestion des déchets, Waste Management, avant de le revendre. Et il s'intéresse désormais aux logiciels pour les secteurs de la fabrication, de la distribution et des services, depuis le rachat l'an dernier de Silversun Technologies, renommé QXO.

En janvier dernier, QXO a déclaré vouloir se développer dans la distribution de matériaux de construction. Ce secteur *« a généré une croissance annuelle des revenus de 7 % au cours des cinq dernières années, selon les données de l'industrie, et continue de bénéficier de puissants moteurs de croissance »*, estime QXO. Rien qu'aux États-Unis, l'offre de logements serait actuellement inférieure de 3 millions d'unités à la demande. Et la digitalisation croissante des ventes représente un réel levier de croissance. De plus, le potentiel de consolidation est très important : *« Le secteur de la distribution de produits de construction est très fragmenté, avec environ 7000 distributeurs en Amérique du Nord et 13 000 en Europe »*, indique encore QXO.

**41 %**

**Hausse du cours de Bourse de Rexel sur troix ans**

Dans cet environnement, Rexel dispose de réels atouts pour séduire Brad Jacobs. La société n'est pas présente sur l'ensemble du segment de la distribution de matériaux de construction, mais elle dispose de positions de premier plan dans celui de la distribution de matériel électrique. Le groupe, qui a réalisé un chiffre d'affaires de près de 20 milliards d'euros en 2023, est le numéro deux mondial du secteur, derrière le français Sonepar, qui n'est pas coté. Surtout, il tire pleinement profit de l'électrification croissante du monde. Ces dernières années, il s'est développé dans les panneaux photovoltaïques, dans les chargeurs pour véhicules électriques ou les pompes à chaleur. De plus, il s'est lancé ces dernières années dans une vigoureuse stratégie de croissance externe, rejoignant ainsi la vision de Brad Jacobs sur le secteur. Il y a eu treize acquisitions depuis 2021, avec une volonté de se développer particulièrement en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires de Rexel aux États-Unis devrait peser 40 % de celui de l'ensemble du groupe d'ici trois à cinq ans.

Ce dynamisme est relativement nouveau pour Rexel. En 2018, la société avait même été la cible d'un fonds activiste suédois, Cevian, la jugeant largement sous-valorisée. Le fonds activiste avait poussé à un changement de management. Ce qui s'était traduit par cette stratégie plus dynamique. Un mouvement renforcé avec l'arrivée de Guillaume Texier, l'actuel directeur général, en 2021. Le cours de Bourse de Rexel a pris en compte ces évolutions. Sur trois ans, il affiche ainsi une hausse de plus de 41 %. Cevian est d'ailleurs toujours le premier actionnaire de Rexel, avec 22,8 % du capital. Ce qui signifie qu'il n'y a, aujourd'hui, pas d'actionnaire capable de bloquer à lui seul une OPA.

Finalement, ces tendances positives et la stratégie de diversification géographique semblent avoir largement contrebalancé, aux yeux du milliardaire américain, les incertitudes politiques actuelles dans l'Hexagone. La dissolution de l'Assemblée nationale puis les remous qui se sont ensuivis n'ont pas dissuadé Brad Jacobs de jeter son dévolu sur une entreprise française. Pour autant, ce contexte l'a peut-être incité à proposer un prix relativement modeste. D'autant que les difficultés actuelles de la construction en Europe pèsent également sur les performances économiques et le cours de Bourse. L'offre de QXO représente une prime de près de 28 % par rapport au cours de Rexel en clôture de la séance du vendredi 13 septembre. Et cette proposition est toujours supérieure au cours de Bourse après l'envolée boursière de plus de 9 % de ce lundi. En réalité, cette offre est très proche du plus haut historique des dix dernières années, atteint le 24 mai dernier, à 28,60 euros. D'après Reuters, Brad Jacobs n'envisage pas de soumettre une nouvelle offre. Mais la partie de poker vient peut-être seulement de commencer. ■

# Les biosimilaires craignent pour leur modèle économique

**Marie Bartnik**

## Comme les génériques, ces copies de médicaments biologiques sont fragilisées par une simili-taxe.

Le modèle économique des génériques bat de l'aile, et les fabricants de biosimilaires, leur pendant biologique, redoutent de connaître le même sort. L'année dernière est à marquer d'une pierre noire dans le secteur.

La rentabilité des fabricants de médicaments génériques, ces copies de médicaments tombés dans le domaine public, a basculé pour la première fois dans le rouge. Alors qu'elle était tout juste de 0,3 % en 2021, elle est devenue négative de 1,5 % en 2023.

Dans l'intervalle, la « clause de sauvegarde », cette simili-taxe qui s'impose aux laboratoires pharmaceutiques, a connu une croissance presque inversement proportionnelle. Conçue pour éviter un dérapage des finances publiques lié à la hausse des dépenses de médicaments, elle s'applique aussi, depuis 2019, aux laboratoires qui commercialisent des génériques et des biosimilaires. Elle a représenté 120 millions d'euros en 2021, mais 200 millions d'euros en 2022 et 300 millions en 2023.

Le modèle économique des génériques est certes bien différent de celui des biosimilaires - même si certains acteurs commercialisent les deux. Alors que les premiers sont vendus à un prix très bas en grande quantité, les seconds sont bien mieux valorisés, au point que nombre d'acteurs des génériques se développent sur ce second marché. *« Ils ne sont pas dans la même situation de fragilité »*, constate un observateur.

**« Sur 130 biosimilaires potentiellement disponibles en 2030, 50 % pourraient ne pas voir le jour »**

**Fabrice Moia**
Directeur des médicaments biologiques chez Sandoz France

Mais les seconds redoutent de finir dans la même situation que les fabricants de génériques. *« Ne reproduisons pas avec les biosimilaires les erreurs commises par le passé avec eux »*, avertit Fabrice Moia, directeur des médicaments biologiques chez Sandoz France, le leader des génériques dans le monde, qui commercialise également dix molécules biosimilaires.

En France, un générique doit être commercialisé dans les officines de ville 60 % moins cher que le médicament princeps qu'il copie. C'est 40 % seulement pour les biosimilaires. Mais en période de disette budgétaire et de chasse aux économies, les acteurs du secteur redoutent une baisse du prix de vente des biosimilaires, voire un alignement sur les conditions de commercialisation des génériques.

*« Sur 130 biosimilaires potentiellement disponibles en 2030, 50 % pourraient ne pas voir le jour car leur prix est trop bas, ou la population cible trop étroite*, explique Fabrice Moia. *Pour que des biosimilaires voient le jour, il ne faut pas que les prix soient fixés trop bas. »*

Si le modèle économique des biosimilaires est moins fragile que celui des génériques, il requiert en revanche des investissements plus importants, de l'ordre d'une centaine de millions d'euros pour développer un médicament, contre une dizaine de millions pour un médicament générique. *« Les médicaments biologiques sont issus du vivant, tandis que les génériques sont strictement chimiques, donc plus simples à fabriquer*, explique Fabrice Moia. *Un biosimilaire n'est jamais une copie conforme. Il requiert différentes phases de développement qui peuvent prendre jusqu'à dix ans. »*

« Génériqueurs » comme fabricants de biosimilaires demandent la suppression de la clause de sauvegarde. *« Nous demandons une exonération pour les génériques, les biosimilaires et les hybrides car ces médicaments dont les prix sont plus bas contribuent à générer des économies »*, explique Sébastien Trinquard, le délégué général du Gemme, le lobby des « génériqueurs » et des biosimilaires. L'année dernière, la clause avait été capée. Pour 2025, les acteurs sont encore dans le flou. *« Nous sommes très inquiets, nous n'avons reçu aucun signal positif »*, déplore le Gemme.

Seul signal positif pour le secteur : la volonté de l'Assurance-maladie de développer le volume des biosimilaires consommés en France. Leur taux de pénétration n'est pour l'instant que de 33 % après cinq ans de commercialisation, contre 70 % à 75 % après un an pour les génériques. *« Ce taux pourrait être amélioré si les biosimilaires étaient automatiquement substituables*, estime Sébastien Trinquard. *Aujourd'hui, il manque à la filière des perspectives de croissance. »* ■

## LA SÉANCE DU LUNDI 16 SEPTEMBRE

### LE CAC

| | JOUR | %VAR. | +HAUT JOUR | +BAS JOUR | %CAP.ECH | 31/12 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ACCOR | 38,35 | 0 | 38,48 | 38,12 | 0,163 | +10,84 |
| AIR LIQUIDE | 169,52 | -0,41 | 170,54 | 168,9 | 0,07 | -3,75 |
| AIRBUS | 129,42 | -0,83 | 130,92 | 129,38 | 0,093 | -7,41 |
| ARCELORMITTAL SA | 20,51 | -0,1 | 20,62 | 20,34 | 0,143 | -20,12 |
| AXA | 36,19 | +0,3 | 36,27 | 35,87 | 0,108 | +22,72 |
| BNP PARIBAS ACT.A | 63,29 | -0,13 | 63,42 | 62,73 | 0,094 | +1,12 |
| BOUYGUES | 32,04 | +1,23 | 32,04 | 31,51 | 0,154 | -6,1 |
| CAPGEMINI | 190,15 | -1,55 | 191,5 | 187,65 | 0,136 | +0,74 |
| CARREFOUR | 15,345 | +0,82 | 15,345 | 15,165 | 0,271 | -7,36 |
| CREDIT AGRICOLE | 14,26 | +0,18 | 14,275 | 14,17 | 0,074 | +10,96 |
| DANONE | 65,3 | +0,34 | 65,7 | 64,92 | 0,158 | +11,28 |
| DASSAULT SYSTEMES | 35,5 | -1,83 | 36,14 | 35,37 | 0,077 | -19,75 |
| EDENRED | 35,57 | -1,33 | 36,11 | 35,57 | 0,148 | -34,3 |
| ENGIE | 15,97 | +0,69 | 15,99 | 15,81 | 0,141 | +0,33 |
| ESSILORLUXOTTICA | 208,1 | -0,34 | 209,7 | 207,7 | 0,078 | +14,59 |
| EUROFINS SCIENT. | 52,4 | -0,34 | 52,72 | 52,24 | 0,111 | -11,16 |
| HERMES INTL | 1896 | -1,04 | 1920 | 1888 | 0,051 | -1,19 |
| KERING | 225,55 | -1,51 | 229,3 | 224,95 | 0,201 | -43,47 |
| L'OREAL | 365,9 | -0,2 | 371 | 365,65 | 0,074 | -18,81 |
| LEGRAND | 102,5 | +0,54 | 103 | 101,6 | 0,159 | +8,93 |
| LVMH | 603,6 | -0,74 | 613,5 | 603,2 | 0,068 | -17,72 |
| MICHELIN | 36,23 | +0,22 | 36,38 | 35,96 | 0,132 | +11,61 |
| ORANGE | 10,905 | +0,32 | 10,935 | 10,795 | 0,131 | +5,83 |
| PERNOD RICARD | 126,3 | +0,44 | 127,05 | 125,05 | 0,107 | -20,94 |
| PUBLICIS GROUPE SA | 96,7 | +0,21 | 96,7 | 95,74 | 0,104 | +15,12 |
| RENAULT | 38,77 | -0,95 | 39,04 | 38,15 | 0,411 | +5,05 |
| SAFRAN | 203,3 | 0 | 205,1 | 202,1 | 0,091 | +27,49 |
| SAINT GOBAIN | 78,66 | -0,2 | 79,02 | 78,28 | 0,091 | +18 |
| SANOFI | 103,32 | -0,08 | 103,76 | 102,86 | 0,099 | +15,11 |
| SCHNEIDER ELECTRIC | 227,15 | -0,02 | 228,75 | 225,45 | 0,063 | +24,96 |
| SOCIETE GENERALE | 22,275 | +0,59 | 22,3 | 22,01 | 0,152 | -7,28 |
| STELLANTIS NV | 13,574 | -0,26 | 13,736 | 13,482 | 0,059 | -35,81 |
| STMICROELECTRONICS | 24,89 | -3,36 | 25,69 | 24,765 | 0,258 | -44,99 |
| TELEPERFORMANCE | 99,8 | -1,24 | 101,3 | 99,8 | 0,154 | -24,42 |
| THALES | 147,65 | -0,24 | 148,9 | 147,05 | 0,05 | +10,23 |
| TOTALENERGIES | 61,22 | +0,25 | 61,29 | 60,68 | 0,094 | -0,62 |
| UNIBAIL-RODAMCO-WE | 77,5 | +1,28 | 77,5 | 76,12 | 0,196 | +15,81 |
| VEOLIA ENVIRON. | 30,12 | +1,14 | 30,12 | 29,77 | 0,181 | +5,46 |
| VINCI | 109,6 | +0,09 | 109,75 | 108,8 | 0,112 | -3,61 |
| VIVENDI SE | 10,1 | +0,1 | 10,14 | 10,02 | 0,105 | +4,38 |

### LES DEVISES

| | MONNAIE | 1 EURO= | |
|---|---|---|---|
| AUSTRALIE | DOLLAR AUSTRALIEN | 1,6492 | AUD |
| CANADA | DOLLAR CANADIEN | 1,5109 | CAD |
| GDE BRETAGNE | LIVRE STERLING | 0,8428 | GBP |
| HONG KONG | DOLLAR DE HONG KONG | 8,6723 | HKD |
| JAPON | YEN | 155,66 | JPY |
| SUISSE | FRANC SUISSE | 0,9394 | CHF |
| ETATS-UNIS | DOLLAR | 1,1126 | USD |
| TUNISIE | DINAR TUNISIEN | 3,374 | TND |
| MAROC | DIHRAM | 11,103 | MAD |
| TURQUIE | NOUVELLE LIVRE TURQUE | 37,804 | TRY |
| EGYPTE | LIVRE EGYPTIENNE | 53,85 | EGP |
| CHINE | YUAN | 7,8953 | CNY |
| INDE | ROUPIE | 93,302 | INR |
| ALGERIE | DINAR ALGERIEN | 147,11 | DZD |

### L'OR

| | VEILLE | 31/12 |
|---|---|---|
| Lingot 1KG | 74 645,9€ | +24,17 % |
| Lingot 100g | 7 475,49€ | +24,12 % |
| Lingot 50g | 3 744,75€ | +24,07 % |
| Lingot ONCE (31,10g) | 2 333,82€ | +24,02 % |
| Lingot 10g | 757,65€ | +23,76 % |
| Lingot 2,5g | 196,34€ | +22,7 % |
| 20Fr NAPOLÉON | 465,73€ | +24,18 % |
| 20Fr SUISSE | 460,52€ | +24,18 % |
| SOUVERAIN | 581,32€ | +24,18 % |
| KRUGGERAND | 2 483,96€ | +24,18 % |
| 50 PESOS | 2 966,94€ | +24,18 % |
| 10 DOLLARS | 1 213,79€ | +24,18 % |
| 20 DOLLARS | 2 426,58€ | +24,18 % |

Accédez au cours instantané

# Claire Léost : « Nous voulons réinventer la presse masculine avec Harper's Bazaar Homme »

**Claudia Cohen**

La présidente du leader de la presse magazine, détenu par Vivendi, dévoile au « Figaro » la feuille de route du groupe, entre annonce de nouveaux magazines et projets d'acquisitions à l'international.

*« Pour s'imposer sur des marchés à l'international, il sera plus facile de miser sur la croissance externe », précise Claire Léost, la présidente de Prisma Media.*

OLIVIER ROLLER/DIVERGENCE

En cette rentrée de septembre, Claire Léost, la présidente de Prisma Media (*Télé Loisirs, Voici, Harper's Bazar, Femme actuelle, Capital, Géo…*), se projette déjà en 2025, au lendemain de la scission de son propriétaire Vivendi. Dans ce méthodique plan de découpage, le holding de Vincent Bolloré, qui a embauché pour cette opération plusieurs banques d'affaires comme Bank of America, compte loger le leader de la presse magazine française ainsi que le groupe Lagardère au sein d'une même entité. Baptisée Louis Hachette Group, elle serait cotée à Paris sur Euronext Growth. *« C'est un rapprochement cohérent au regard de l'histoire et des activités de nos deux groupes »*, affirme au *Figaro* Claire Léost. Car, au-delà de ces principales activités, le « travel retail » avec les boutiques Relay dans les gares et les aéroports, et l'édition avec Hachette, Lagardère fut aussi un géant de la presse magazine.

Claire Léost, membre du directoire de Vivendi et auteur de romans à succès, estime que la valeur de son groupe sera plus lisible aux yeux des investisseurs et que la scission offrira des opportunités d'accès à des financements de marché. *« Avec Hachette, il y a des synergies évidentes autour du livre : ce qui marche en librairie peut donner des idées de lancement de nouveaux magazines »*, glisse cette dirigeante qui a passé plus de quinze années au sein du groupe Lagardère. Avant la cession d'Editis, Prisma Media s'était par exemple associé avec la maison d'édition Mr Tan & Co pour créer le magazine *Mortelle Adèle* (issu de la BD à succès d'Antoine Dole), ce qui permettait au groupe d'entrer sur le marché de la presse enfant. Cet été, ce trimestriel s'est écoulé à 85 000 exemplaires. Aussi, *« quand on discute avec des franchises étrangères qui souhaitent se développer en France, il nous sera plus facile de les convaincre en leur proposant des projets de livres et de magazines. »*

> **« L'enjeu en 2025 est de mettre nos dernières acquisitions et nos derniers lancements au niveau de rentabilité attendu par Prisma Media »**
>
> **Claire Léost**
> Présidente de Prisma Media

Après un très bon début d'année, certains titres de Prisma ont pâti du ralentissement global des investissements publicitaires sur le marché français face à l'instabilité politique. *« La période des Jeux olympiques a été plus favorable à la télévision et à la presse nationale qu'aux magazines, mais nous anticipons une fin d'année plus dynamique »*, explique la dirigeante. Désormais, plus d'un tiers du chiffre d'affaires provient du digital. Le groupe, dont l'univers digital repose essentiellement sur un modèle d'audience massif financé par la publicité, a tout de même lancé quelques initiatives autour de contenus payants. Le site économique Capital compte aujourd'hui 5 000 abonnés numériques. Sa nouvelle formule papier, officialisé fin avril, affiche de son côté 43 000 exemplaires vendus en kiosque au mois d'août, soit 10 % de plus que l'an passé.

*« L'enjeu en 2025 est de mettre nos dernières acquisitions et nos derniers lancements au niveau de rentabilité attendu par Prisma Media »*, glisse Claire Léost. Le groupe pâtit ces derniers mois du départ du très rentable magazine *Gala*, vendu au groupe Figaro en novembre dernier pour répondre aux règles de concurrence européenne. Il réalisait 10 % des 309 millions d'euros de son chiffre d'affaires l'an passé. Et trois fois plus en termes de rentabilité…

En guise de nouveaux lancements, le groupe mettra sur le marché au premier trimestre 2025 un nouveau titre baptisé *Harper's Bazaar Homme*, pour consolider son pôle luxe. *« Nous nous sommes rendu compte que le secteur de la mode homme était en forte croissance, face à une offre magazine limitée. De même que nous avons dynamisé le marché de la presse mode féminine avec le lancement de Harper's Bazaar, nous voulons réinventer celui de la mode masculine. »* La nomination de Pharrell Williams en tant que directeur créatif homme de Louis Vuitton il y a quelques mois avait créé une émulation, et les hommes sont de plus en plus décomplexés pour parler de ces sujets…

Quelques mois plus tôt, deux autres lancements auront lieu : un trimestriel *Harper's Bazaar Intérieurs* le 16 octobre (200 pages, tiré à 50 000 exemplaires) et un bimestriel *Cuizine AZ* le 23 octobre (tiré à 150 000 exemplaires), issu d'une marque du pôle digital de M6 que Prisma Media a racheté en 2023. Lancé l'an passé dans l'Hexagone, le magazine de mode féminin *Harper's Bazaar* (4,90 euros) revendique une diffusion de 57 000 exemplaires en moyenne.

Pour alléger les finances du groupe et *« rester compétitif »*, la présidente du groupe, doté de 1 000 salariés, vient de lancer un plan de départs volontaires. Ce dernier concerne 61 postes, dont 56 ne seront pas remplacés, essentiellement dans les fonctions supports. Quelques journalistes pourraient aussi s'en saisir. *« Ce dispositif était nécessaire après la vente de* Gala, précise-t-elle. *Un accord collectif a été signé fin août avec les deux grandes organisations syndicales représentatives. »*

En parallèle, Prisma Media ne cache plus l'utilisation par son groupe de presse de l'intelligence artificielle (IA), avec des tests effectués notamment par la rédaction du magazine *Voici* pour l'écriture d'articles *« aux contenus froids, comme des biographies »*. *« Si l'IA aide les rédactions à gagner du temps sur les sujets à faible valeur ajoutée, c'est une bonne chose »*, estime Claire Léost. *« Certains journalistes ont publié sur le site des premiers articles avec l'aide de l'IA, qui reste un outil piloté et encadré par les rédactions. Nous nous engageons à chaque fois que cette technologie est utilisée à le mentionner aux lecteurs. »*

La dirigeante du groupe évoque des discussions en cours avec des géants de la tech comme l'américain OpenAI ou le français Mistral AI pour signer des accords de licence. *« Il n'y a pas de volonté de la part de Prisma Media de faire cavalier seul*, précise la dirigeante. *Nous pensons qu'une approche collective de la presse magazine, avec le SEPM, sera bien plus bénéfique pour négocier avec ces géants. »*

Une fois la scission de Vivendi réalisée dans les prochains mois, les yeux de Claire Léost seront tournés vers la scène européenne, avec des cibles d'acquisitions de magazines en Espagne, en Italie ou au Royaume-Uni. Pour l'heure, la présence de Prisma Media à l'international se résume à l'édition italienne de son magazine *Ideat* ou de *Milk* en Asie (Japon, Corée et Chine). *« Pour s'imposer sur des marchés à l'international, il sera plus facile de miser sur la croissance externe ! »*, conclut-elle. ■

## EN BREF

**Le média russe RT dans le viseur des États-Unis**

Soutenue par le Kremlin, la chaîne de télévision est accusée par Washington d'agir comme un bras armé des services de renseignement russe. Présente sur le web et les réseaux sociaux, RT n'a pas *« seulement un rôle d'influence clandestine pour saper la démocratie aux États-Unis, mais aussi pour s'immiscer dans les affaires souveraines de pays du monde entier »*, a dénoncé le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, en dévoilant de nouvelles sanctions contre le groupe russe Rossia Segodnia, auquel appartient RT. *« Nous demandons instamment à chaque allié, chaque partenaire, de commencer par traiter les activités de RT comme ils traitent les autres activités de renseignement de la Russie à l'intérieur de leurs frontières »*, a souligné le chef de la diplomatie américaine, en citant le lancement d'une campagne en ce sens conjointement avec le Royaume-Uni et le Canada. *« RT possède des capacités cyber et s'est engagé dans des opérations secrètes d'influence de l'information et d'acquisition de matériel militaire »* pour équiper les soldats russes en Ukraine, a-t-il ajouté. Il y a une dizaine de jours, les autorités américaines avaient dévoilé une batterie de mesures visant notamment le média russe, dont des poursuites pénales et des sanctions, pour répondre à des tentatives d'ingérence dans les élections aux États-Unis, qu'elles imputent à la Russie.

LE FIGARO et vous

## AUTOMOBILE

ESSAI DE L'EV3, LE SUV DU CORÉEN KIA QUI DONNE UN BOL D'AIR À CETTE CATÉGORIE DE VÉHICULES.

PAGE 30

## EXPOSITION

À SÈTE, LE MUSÉE DES ARTS MODESTES NOUS OUVRE LES YEUX SUR UNE AUTRE HISTOIRE DE L'ART

PAGE 31

# La quête du (meilleur) sac de rentrée

Il est aux femmes ce que le cartable est aux écoliers : un objet fonctionnel, statutaire, souvent rassurant, toujours essentiel. À ceci près qu'un it-bag est un investissement plus conséquent qu'un Tann's. Notre sélection.

PAGES 28 ET 29

Lady Dior de Dior

Birkin Cargo d'Hermès

Le Teckel d'Alaïa

Neverfull Inside Out de Louis Vuitton

Classique 11.12 de Chanel

Rodeo de Balenciaga

KIA : REN BRASSART/PRAM SARL ; DIOR ; HERMÈS ; ALAÏA ; BALENCIAGA ; LOUIS VUITTON ; CHANEL

# Cirque, danse, magie : les risques du spectacle vivant

PAGE 32

PIERRE PLANCHENAULT

# Si la danse m'était contée en BD

**Ariane Bavelier**

Laura Cappelle et Thomas Gilbert retracent en nous amusant une histoire très sérieuse d'un art qui s'est toujours transmis oralement.

L'histoire de la musique s'écrit depuis des siècles. Celle de la danse, non. Elle a pour réputation d'être orale, et au final, elle se perd. Laura Cappelle a entendu Horace, plaidant *« Verba volant, scripta manent »*. Cette normalienne, sociologue, professeur, journaliste et passionnée de spectacle vient de publier *Une histoire dessinée de la danse* illustrée par Thomas Gilbert. De la préhistoire à aujourd'hui, deux héros traversent les danses de l'histoire. Au départ, elle tire plutôt du côté de la grâce apollinienne, lui du côté du rythme et de la transe dionysiaque, mais ces deux-là se métamorphosent d'une époque à l'autre. Le dessin est dynamique, la gestuelle variée, les rencontres passionnantes, les détails pleins de saveur. Cet ouvrage s'adosse à un autre, aussi sérieux, publié par Laura Cappelle en 2020, *Nouvelle Histoire de la danse en Occident* (Seuil), composée avec 27 chercheurs en danse.

*« Nous avions un problème d'outil pour enseigner la danse. L'ouvrage le plus récent avait été réédité il y a vingt-cinq ans. J'ai dirigé et écrit le chapitre sur le XXI^e siècle qui est ma spécialité et travaillé à unifier le texte et le ton pour éviter que ce soit un livre de chercheurs avec des notes en bas de page »*, dit-elle. Tiré à 7 000 exemplaires, le livre est en réédition. En le concevant, la jeune femme avoue avoir beaucoup appris. *« On croit toujours que la danse commence à l'époque baroque. J'ai lu des choses passionnantes sur les danses de la préhistoire grâce à un chercheur israélien, celles du Moyen Âge ou sur la pantomime chère au XIX^e siècle qui existait déjà pendant l'Antiquité »*, raconte-t-elle.

L'idée de passer à la BD est venue après, par hasard, soulevée par un curieux lors d'un salon du livre à Saint-Dié-des-Vosges. Aussitôt Laura trouve son éditeur : la danse, art visuel, semble prédestinée à être dessinée. L'éditeur demande cependant un scénario et voilà Laura qui se lance dans une formation spécifique pour remettre un script où chaque case décrit l'action et les lignes de dialogues. Thomas Gilbert se met au crayon dûment guidé par Laura qui lui confie un épais dossier iconographique. *« J'ai été éblouie par sa manière de trouver des solutions visuelles et de miser sur la dynamique »*, dit-elle. Pour autant, Laura veille aux détails : *« Dessiner la danse classique, par exemple, demande d'être très rigoureux en termes de lignes. C'est rare pour un dessinateur d'avoir ce type de contrainte »*, confie-t-elle.

Dans ce panorama, on est saisi par une histoire qui fait la part belle aux mouvements esthétiques, à leurs sources et leurs mutations. Bien sûr, on croise Louis XIV, Petipa et Diaghilev, mais aussi la vivacité du monde artistique au moment où ils sont apparus et qui a permis cette émergence. ■

***Une histoire dessinée de la danse*, de Laura Cappelle et Thomas Gilbert, Seuil, 256 p., 27 €.**

# Dans quel(s) sac(s) investir en cette rentrée ?

**Marie-Gabrielle Graffin, Valérie Guédon, Hélène Guillaume** et **Margaux Krehl**

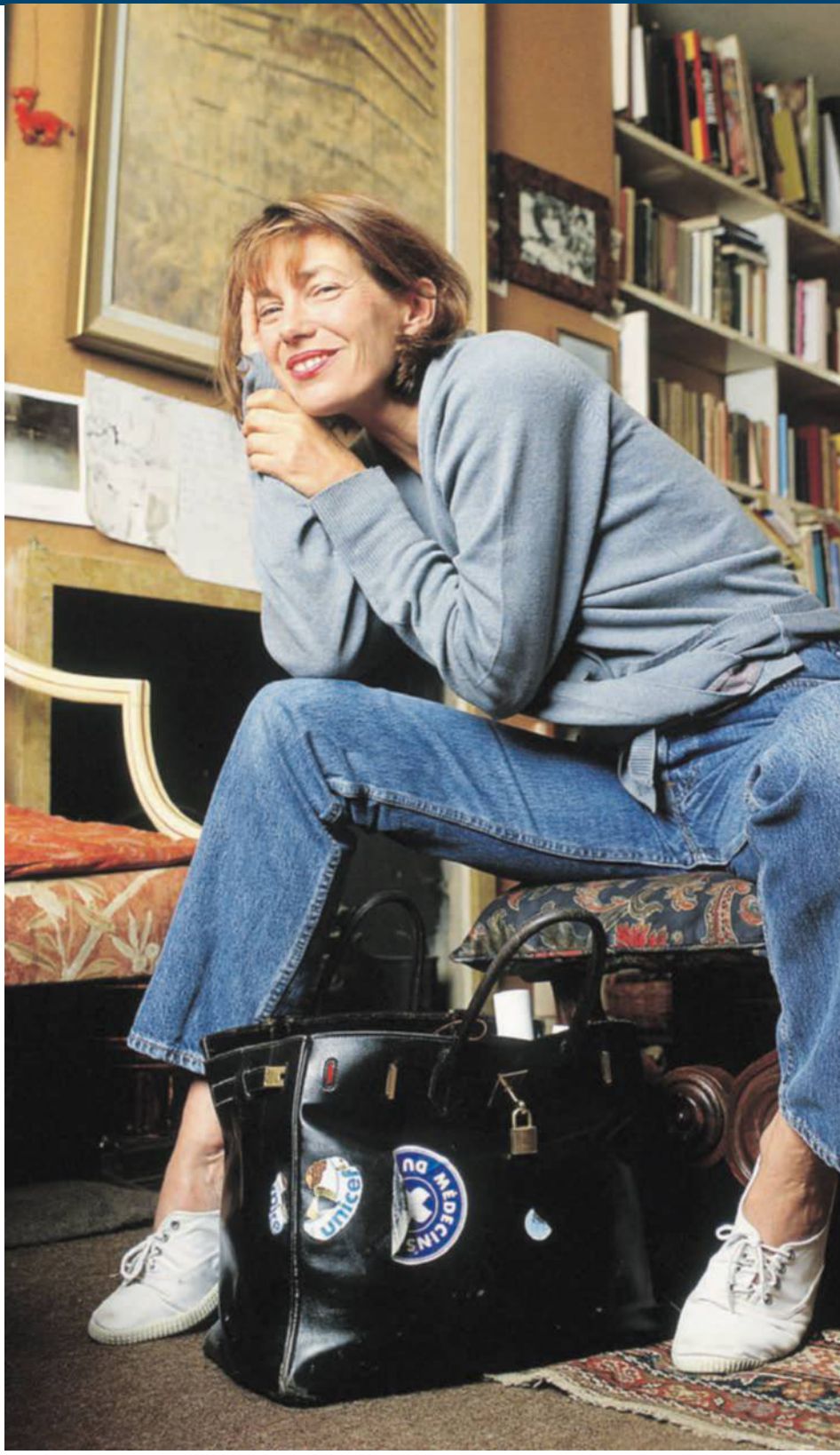
Classique ou fantaisie, design ou bourgeois, reconnaissable ou discret, coup de cœur ou valeur sûre… Conseils pour trouver le bon modèle qui fait l'allure sans (nécessairement) casser son PEL.

## Le luxe, un jeu d'enfant

L'ex-fan des sixties aurait été fort surprise de voir ses prénom et nom devenir l'antonomase préférée des réseaux sociaux. La formule *« I jane-birkinified my bag »* (*« J'ai jane-birkinifié mon sac »*) est en effet une référence à son propre modèle Birkin d'Hermès, que la chanteuse avait personnalisé à grand renfort de rubans, de bracelets en perles, de stickers engagés en faveur du Tibet ou de l'Unicef, et même… de sa montre ! Cette façon personnelle et fun de désembourgeoiser l'it-bag du sellier, fait aujourd'hui des émules sur les podiums de la mode. Les marques multiplient ainsi les gris-gris sur leurs fourre-tout – XXL de préférence : ici un scoubidou en cuir (Miu Miu), là des charms à tout-va (Balenciaga), un étui à Chupa Chups (Fendi), un mug New York (Coach), etc.

Et donc, sur TikTok, les jeunes femmes rivalisent à leur tour de créativité pour que leur sac (Birkin pour les plus chanceuses, mais ça marche avec tous) ne ressemble à aucun autre puisque chaque colifichet qui y est épinglé aura été soigneusement sélectionné en fonction de ses goûts ou de son humeur du moment. Sur le réseau d'images Pinterest, la recherche pour le terme « bag charms » a même augmenté de 270 % sur un an.

Autre sac bien né, autre tendance chic et ludique : le Neverfull de Louis Vuitton porté côté doublure. Ces derniers mois, de plus en plus de fans de mode, notamment en Asie et outre-Atlantique, ont commencé à retourner le cabas (lancé en 2007 à l'origine en toile enduite) pour afficher son intérieur coloré. Il n'en fallait pas moins pour que, cette rentrée, le malletier parisien sorte une version officiellement réversible, le Neverfull Inside Out : une face en cuir monogrammé, l'autre en toile déperlante jaune safran, rouge sari ou rose Pondichéry, à rayures (inspirées de celles des malles anciennes) et imprimée du sceau historique « Articles de voyage. Maison fondée en 1854 ». Deux fois plus culte. ■

**1.** *Rodeo grand modèle de Balenciaga (en cuir effet usé et charms), 9 500 €.*
**2.** *Aventure (en cuir nappa vendu sans charms), 3 100 €, scoubidou porte-clé en cuir, 360 €, microsac en cuir, 880 €, le tout Miu Miu.*
**3.** *Neverfull Inside Out MM de Louis Vuitton (deux modèles, un côté cuir, l'autre côté toile, sont ici pris en photo), 1 800 €, en boutique à partir du 20 septembre.*

## Les mains dans les poches

« Chez Chloé, il ne s'agit pas d'objets précieux, mais d'un objet que l'on utilise chaque jour* », nous disait Chemena Kamali, sa directrice artistique, en février dernier, la vieille de son premier défilé très réussi. Preuve en est le retour du Camera Bag, qui fit le succès (et le business) de la maison de Gaby Aghion au début des années 2000 et dont on a hâte de remplir les poches de toute notre vie.

Des poches calibrées pour le quotidien, il est aussi question pour ce sac façon besace d'électricien vintage, signé Lemaire, autre marque emblématique du chic de la Parisienne en mouvement. Enfin, on ne présente plus le Birkin d'Hermès *(voir ci-dessus)*, conçu au début des années 1980 à la demande de Jane, qui se désespérait de trouver un fourre-tout à la mesure de tout son barda. Dans sa version 2024, il se dote d'une multitude de nouveaux rangements sur le devant. ■

**1.** *Le Camera Bag de Chloé (en cuir brillant), 2 400 €.*
**2.** *Le Gear de Lemaire (en cuir tannage végétal), 1 940 €.*
**Notre photo page 27 :** *Le Birkin Cargo d'Hermès (en toile Goeland et veau swift), prix sur demande.*

## Indémodables

Qu'est-ce qui fait un classique de la maroquinerie de luxe ? Depuis vingt ans que le sac est devenu le nerf de la guerre (et du business) des plus belles maisons, nous avons souvent posé la question aux PDG, aux designers, aux acheteurs des grands magasins et autres fins observateurs du secteur. Et force est de constater que comme pour le succès d'un film au box-office ou d'un album dans les charts, la recette d'un it-bag reste un mystère.

Mais les best-sellers ont tout de même quelques ingrédients communs. D'abord, un look reconnaissable entre mille, monogrammé de préférence, tel ce B Bag imprimé du mythique double G de Gucci. Ensuite, il a en général été adopté par une célébrité comme le Lady Dior, petit cabas matelassé qui, à sa naissance en 1995 ne quittait pas le bras de Lady Di – aujourd'hui, il est le fétiche de Jisoo, la chanteuse de Blackpink et nouveau visage de la maison Dior.

Le plus souvent, il combine une allure intemporelle et un design fonctionnel comme le Galleria de Prada, ce sac de dame radical au format généreux qui est un must depuis sa sortie en 2007.

Last but not least, il concentre ce qu'il a de plus important dans la mode : le style. Comme ce Voltaire, « nouveau-né » de Saint Laurent dont les lignes courbes et le fermoir Cassandre exhalent le soufre de cette éternelle Belle de jour.

Bien sûr, tous ces bijoux de savoir-faire maroquinier ne sont pas donnés, mais sachez que, s'il vous venait à l'idée de vous en séparer dans quelques années, ils vaudront toujours leur pesant d'or sur les sites de seconde main. ■

**1.** *Lady Dior Medium de Dior (en cuir d'agneau Cannage), 5 900 €.*
**2.** *Voltaire de Saint Laurent (en cuir noir), 2 500 €.*
**3.** *B Bag de Gucci (en cuir et toile GG Emblem), 3 200 €.*
**4.** *Galleria de Prada (en cuir tan), 4 900€.*

MIKE DAINES/SHUTTERSTOCK/MIKE DAINES/SHUTTERSTOCK ; BIBI BORTHWICK ; SAINT LAURENT ; GUCCI ; PRADA ; ZADIG & VOLTAIRE ; VANESSA BRUNO ; GERARD DAREL ; FENDI ; JIL SANDER ; ALAÏA ; BOTTEGA VENETA ; LOEWE ; CHANEL ; CELINE ; CHLOÉ ; LEMAIRE ; BALENCIAGA ; MIU MIU ; LOUIS VUITTON ; 13095R ; SŒUR

Jane Birkin et son sac Birkin d'Hermès customisé, en 1996.

# À l'Est-Ouest, du nouveau

La mode sait faire du neuf avec du vieux et surtout avec des mots. Prenez un it-bag d'il y a trente ans (ça marche avec vingt ans mais aussi avec un siècle, comme le Kelly d'Hermès), qualifiez sa forme avec originalité (et en anglais), donnez-lui un petit nom accrocheur, et vous aurez un nouveau best-seller. Ainsi, depuis quelques mois, la catégorie des sacs East-West (au design allongé comme s'il avait été étiré des deux côtés) fait un carton chez les designers. Ce qui n'étonnera pas Silvia Venturini Fendi, qui avait déjà remis cette forme rétro à la page en 1995 avec le savoureux Baguette, à coincer sous le bras comme un pain parisien. Iconoclaste et artisanal, l'accessoire devient un phénomène de pop culture dans les années 2000 avec Sarah Jessica Parker-Carrie Bradshaw (l'héroïne de *Sex and the City* à la célèbre formule : *«It's not a bag, it's a Baguette!»*). Alors que la nôtre est désormais inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, celle de la maison italienne est devenue un classique qui fait saliver les réseaux sociaux.

On retrouve cette même référence culinaire – cette fois transalpine – dans le très chic Cannolo de Jil Sander en cuir de veau rouge incendiaire. Ce même sens du jeu de mots dans le très beau Let's Go en cuir intrecciato matelassé couleur «sel de mer» de Bottega Veneta. Cette même humeur ironique et iconique dans le modèle Le Teckel d'Alaïa (énorme succès depuis son lancement, au printemps dernier), qui reprend la morphologie en saucisse du chien préféré d'Andy Warhol et de David Bowie. Un choix de haut vol si cornélien qu'on en perdrait la boussole. ■

**1.** *Baguette de Fendi (38 cm), 3600 €.*
**2.** *Cannolo de Jil Sander (29 cm), 1190 €.*
**3.** *Le Teckel d'Alaïa (33 cm), 2100 €.*
**4.** *Let's Go de Bottega Veneta (37 cm), 2500 €.*

1 2 3 4

# Classique mais pas trop

1 2 3

Après des années de logomania en tout genre, la mode revient à un peu plus de mesure. Les jeunes appellent cela le «quiet luxury». Un retour aux sources du luxe discret, donc, en VF, qui ne doit cependant pas devenir ennuyeux. Ainsi, le mythique sac à chaîne en cuir capitonné de Chanel imaginé par Karl Lagerfeld en 1983 (hommage au 2.55 créé par Coco elle-même) prend des couleurs cet hiver : un gris perle *so chic*, un jaune moutarde très dandy et, enfin, un joli rose bonbon. Mignon aussi, le Garance, nouveau fétiche de la griffe Celine aux allures de sac de poupée, ici, en cuir verni et imprimé vichy. Lancé l'année dernière, le Squeeze de Loewe est déjà un de ces néoclassiques dont la maison espagnole a le secret. Sa forme rebondie façon boule antistress est désormais disponible en treize coloris de cuir, une version en denim (notre préférée), huit motifs entièrement brodés de perles et trois formats. Des variations sur le même thème qui conjuguent valeur refuge, originalité et sex-appeal. Qui dit mieux? ■

**1.** *Classique 11.12 de Chanel (format original), prix sur demande.*
**2.** *Squeeze de Loewe (médium), 3400 €.*
**3.** *Garance de Celine (18,5 cm), 3400 €.*

# Le design pour tous

*«C'était très important pour nous que notre premier sac ait un design fort et reconnaissable mais qu'il soit accessible, vendu à un prix honnête»,* explique Serge Ruffieux, le designer de la jeune marque 13 09 SR qui a donc pensé sa conception et sa fabrication pour rester en dessous du seuil fatidique des 500 euros. *Il y a une place à prendre entre les modèles des maisons de luxe qui sont intouchables pour un grand nombre de clients, et ceux d'entrée de gamme dont le design est souvent simplifié à l'extrême.»* Lancé cet été, son Cuddle (câlin en français) est un objet intrigant, sculptural mais aussi fonctionnel et familier. Et détail de taille, il n'a pas de zip intérieur pour éviter de griffer sa main lorsqu'on fouille dedans. *«Le quotidien nous charge trop, tout le temps. Et un sac doit nous faciliter la vie, on doit le remarquer mais pas le sentir,* ajoute Émilie Faure, la cofondatrice. *Le Cuddle est comme ça, il fait corps avec nous, se porte la journée en cross body - ce qui est très pratique quand on se déplace à vélo, qu'on est chargé, qu'on emmène les enfants à l'école ou qu'on promène son chien en laisse. Et le soir, il suffit de raccourcir la bandoulière pour le caler sous le bras.»* Dans un autre genre - le fourre-tout minimaliste et fonctionnel –, le nouveau modèle de Sœur a un gros, gros potentiel auprès des urbaines, sans limite d'âge, mais avec une pensée pour les économies du foyer… ■

**1.** *Cuddle de 13 09 SR (en cuir glacé noir, blanc ou brun), 490 €.*
**2.** *Saudade de Sœur (en cuir noir intérieur cognac), 395 €.*

1 2

1 2 3

# T'vas voir ton sac à la récré

*«En primaire, on a un Eastpack, en sixième, un Vanessa Bruno, et en cinquième, un Zadig & Voltaire!»* C'est simple comme bonjour, une question d'évolution, pour Ali, qui a reçu son *«premier sac de grande»*, le modèle Sunny de la marque rock, pour ses 12 ans. *«Cette année, il y a deux "teams" dans mon collège : la "team Darel", plus sporty et classique, et la "team Zadig", dont je fais partie, plus girly et trendy. Certes, mon sac est à la mode, mais il est noir, il va avec toutes mes tenues, je pourrai le garder longtemps.»*

Décidément, les années se suivent et se ressemblent dans la cour de récré… *«J'ai été bien bête d'avoir donné mes vieux cabas Vanessa Bruno»*, regrette Anaïs, mère de quatre filles dont Zoé, bientôt 10 ans, qui rêve d'un Pliage de Longchamp pour son anniversaire et qui héritera du modèle qu'avait sa grand-mère. *«Ma grande sœur en a reçu un donc maintenant c'est mon tour! C'est un sac marron, ma couleur, un intemporel qui fait tout de suite jeune fille.»*

Anna, 12 ans, est de la *«team Darel»* et a une théorie sur les sacs qui durent, notamment le modèle 24H de la marque parisienne, né en 2003, soit une décennie avant elle : *«Connaissez-vous beaucoup de sacs qui restent élégants avec des grands cahiers qui débordent, une trousse, un téléphone, un pull et une pochette pour ses clés et son porte-monnaie? C'est normal qu'on l'aime génération après génération. Ma mère a bien rigolé quand je lui ai demandé si elle avait gardé son sac. Et elle l'a pris comme un compliment.»* Anna dit que les filles sages le portent à l'épaule et les filles cool sous le coude. Ça non plus, ça n'a pas changé! ■

**1.** *Sunny Medium Studs de Zadig & Voltaire (en cuir), 545 €.*
**2.** *Cabas de Vanessa Bruno (en toile et paillettes), 150 €.*
**3.** *24H de Gerard Darel (en cuir), 340 €.*

Sylvain Reisser

# Kia EV3, pour sortir du lot

**Avec ce SUV compact essayé en avant-première, la marque coréenne ne manque pas d'atouts pour convertir à l'électrique des automobilistes indécis.**

La Kia EV3 reproduit les formes du grand SUV EV9 de la marque coréenne. Son tableau de bord *(ci-dessous)* est constitué d'une dalle numérique de 30 pouces pour les instruments de conduite et pour le système multimédia. KIA

C'est l'obsession de tous les constructeurs généralistes : rendre la mobilité électrique accessible au plus grand nombre. Dans ce domaine, Kia veut se placer dans le peloton de tête. Son président, Ho-Sung Song, a annoncé à Séoul à un groupe de journalistes membres du jury de la voiture de l'année (Car of the year) qu'il lancerait en 2025 un SUV urbain baptisé EV2 à moins de 25 000 euros. D'ici-là, la marque coréenne aura commercialisé l'EV3, un SUV compact de 4,30 m de long. Essayé en avant-première en Corée où il est produit, ce nouveau modèle électrique n'a pas fini de faire parler de lui. Face à ses concurrents directs que sont les Peugeot e-2008, Volkswagen ID.3, Volvo EX30 et même la Renault Scenic Electric si l'on s'attache au seul critère de la taille de la batterie, l'EV3 peut avancer un rapport prix/prestations particulièrement compétitif sous une silhouette originale déclinant le langage formel signé Karim Habib.

Le directeur du design de la marque s'est inspiré de la stratégie des poupées russes en vogue au sein des marques allemandes à une certaine époque. Ce SUV de 4,30 m de long et 1,56 m de haut reproduit les formes carrées du grand SUV EV9 (5,02 m de long) dans un format compact. Calandre obturée, optiques verticales remontant sur les ailes, passages de roue soulignés d'un jonc en plastique noir, poignées de portes escamotables, feux arrière épousant l'épaulement marqué, bandeau noir entre le vitrage latéral et la lunette arrière donnant l'impression d'un toit flottant : l'EV3 se fait remarquer dans la circulation. Kia a même poussé le luxe jusqu'à proposer une finition GT Line se signalant par un traitement différent de la carrosserie.

Comme l'extérieur, l'habitacle épuré renvoie aussi à l'EV9 avec la grande dalle numérique horizontale de 30 pouces regroupant deux écrans de 12,3 pouces, celui de d'instrumentation et celui tactile du système multimédia. Un panneau de commandes à touches haptiques situé sous l'écran permet un accès direct aux principales fonctions. Un affichage tête haute en option complète le dispositif. L'EV3 n'échappe pas au prérequis des nouvelles générations de véhicules : le recours aux matériaux recyclés et recyclables. La qualité perçue et le toucher des plastiques et garnissages de la planche et de la sellerie, constituée ici en grande partie à partir de polyéthylène téréphtalate (PET), requièrent un temps d'adaptation. Le dessin des sièges n'appelle que des compliments en matière de confort. La partie arrière intègre un cadre faisant office de cintre. Le bien-être semble avoir été le fil conducteur des concepteurs de l'EV3. Pour agrémenter la pause lors des opérations de recharge de la batterie, le conducteur pourra, s'il le souhaite, faire une sieste en transformant son siège en espace détente (option), ou travailler. Après avoir fait coulisser une tablette de l'accoudoir central, il pourra installer un ordinateur. À l'arrière, la place centrale n'est certes guère accueillante faute d'être dessinée mais la plateforme E-GMP du groupe dédiée aux modèles électriques offre un plancher plat et un espace généreux aux places latérales. Le coffre à double fond affiche le volume d'un véhicule de la classe supérieure : de 460 à 1251 litres, banquette arrière rabattue. Pour ranger les câbles de recharge, on pourra aussi compter sur un bac de 25 litres sous le capot avant. Côté équipements, outre les aides à la conduite devenues obligatoires, l'EV3 embarque des systèmes de confort réservés à la catégorie supérieure comme la caméra à 360 degrés, l'assistance au stationnement à distance, la conduite autonome de niveau 2.

### Performances suffisantes

Petit plus : comme pour la plupart des modèles électriques, la reconnaissance de la clé suffit à mettre sous tension le véhicule. Reste à tourner le commodo pilotant la boîte de vitesses pour démarrer. L'EV3 inaugure le dernier système de freinage régénératif de Kia. Il s'ajuste sur trois niveaux, le dernier assurant l'arrêt total du véhicule sans recourir à la pédale de frein (one-pedal). Laisser le système opérer automatiquement requiert un peu d'accoutumance et une totale confiance.

Les performances suffisantes sont dans les standards du marché mais l'on aura remarqué, en écrasant l'accélérateur au démarrage, des effets de couple dans la direction. Guère exigeant, notre premier contact à Séoul et sur les autoroutes environnantes ne nous a pas permis de cerner précisément le comportement routier de ce SUV. L'insonorisation et le confort de suspension nous sont apparus satisfaisants mais en retrait par rapport au Scenic, surtout aux places arrière où l'absorption des saignées de la chaussée pourrait être mieux assurée. Comme la plupart des véhicules électriques, la direction n'offre pas le retour d'informations attendu.

Sur les routes coréennes encombrées et surchargées, la consommation n'a guère dépassé 14,9 kWh aux 100 km, ce qui corrobore l'autonomie annoncée à 605 km avec la grosse batterie de 81,4 kWh. L'ordinateur de bord de notre véhicule affichait au départ un rayon d'action de 580 km avec la batterie NMC (nickel, manganèse et cobalt) chargée à 97 %, au mieux 715 km en usage urbain. Cette version devrait à peine dépasser les 40 000 euros, selon nos estimations. La version de base dotée de la batterie de 58,3 kWh n'autoriserait que 436 km. Par contre, l'EV3 ne peut rivaliser avec ses grandes sœurs en matière de performance de recharge en raison d'une plateforme fonctionnant sous 400 volts et non 800 volts. Avec une puissance de charge maximale qui ne dépasse pas 128 kW, ce qui constitue toutefois un progrès par rapport aux 77 kW de la Niro, passer de 10 à 80 % sur une borne rapide ne devrait pas immobiliser plus de 31 minutes. Ses rivales ne font pas mieux. Des versions à 4 roues motrices et GT plus performante compléteront la gamme courant 2025. ■

## Sous le **capot**

| Moteur | |
|---|---|
| Type | Électrique |
| Puissance | 204 ch |
| Couple | 283 Nm |
| **Transmission** | |
| Type | Traction |
| Boîte | 1 rapport avec réducteur |
| **Dimensions/poids** | |
| L/l/h | 4 300 x 1 850 x 1 560 mm |
| Coffre | 460 litres (+ 25 l à l'avant) |
| Poids | 1 810 kilos |
| **Performances** | |
| 0-100 km/h | 7,5 secondes |
| Vitesse | 170 km/h |
| **Consommation/Autonomie** | |
| Mixte UE | 14,9 kWh/100 km |
| Autonomie | 605 km |
| **PRIX** | **Autour de 40 000 €** |

### NOTRE AVIS

Ce nouveau SUV maîtrise son sujet, apportant du sang neuf dans la catégorie. Il pourra s'appuyer sur un positionnement prix particulièrement étudié, même sans le bonus écologique dont il n'est pas certain, à ce jour, de bénéficier.

# Concept SM Tribute, le grand tourisme selon DS

**À quoi pourrait ressembler une SM en 2024 ? Une maquette de style, présentée dimanche dernier dans le cadre du concours d'élégance de Chantilly, précise les intentions de la marque.**

Ressusciter la SM, le fleuron du grand tourisme français né en 1970, cela fait des années que l'équipe du design de DS emmenée par Thierry Metroz tourne autour du pot. Le 10 mars 2020, pour célébrer les 50 ans de la présentation de son coupé dans le cadre du Salon de Genève, DS avait même lancé un concours au sein de son studio de design pour imaginer la SM de 2020. Alors que l'engouement généré par ce programme devait pousser DS à poursuivre ses travaux, la direction n'a jamais osé franchir le pas, préférant empiler les SUV. La messe est dite, mais cela n'empêche pas d'entretenir le rêve, au moment où Olivier François, le directeur de la marque, milite pour un style plus ancré dans les racines DS.

La philosophie qui a présidé à la conception du prototype SM Tribute diffère de celle de 2020. Célébrant à la fois les 10 ans du partenariat avec le concours d'élégance oisien et de la marque DS, ce nouveau concept se veut la représentation de ce que serait aujourd'hui la SM si elle n'avait pas cessé d'exister depuis 1970. Thierry Metroz use de la métaphore pour expliquer la démarche : *« C'est comme si nous devions concevoir une Porsche 911 qui existe depuis plusieurs décennies. »* À partir de l'architecture de la dernière Maserati Granturismo, ce qui rend l'exercice crédible, le studio de style DS s'est projeté dans le futur pour réaliser une SM moderne. Les dimensions sont celles d'une voiture du XXIe siècle. Elle dépasse de 140 mm en largeur la SM de 1970 pour flirter avec les 2 m tandis que la longueur se fixe à 4,94 m et la hauteur à 1,34 m.

### Proportions équilibrées

Le style DS ne s'est pas interdit quelques clins d'œil au modèle originel. Derrière les codes immuables du grand tourisme, notamment des proportions équilibrées, un immense capot, des grosses roues de 22 pouces et des galbes musclés, la SM Tribute reste fidèle aux projecteurs abrités sous une grande verrière, à la découpe typique de la lunette arrière, à la poupe tronquée et aux roues arrière carénées. Même la peinture renvoie au coloris « feuille dorée » introduit au catalogue de 1971. Il se marie ici avec un bleu marine très profond appliqué sur le capot avant, les ailes arrière et la poupe. *« La peinture bicolore rend hommage aux carrosseries des années 1930 tout en contribuant à l'élégance et à la légèreté des formes »*, explique Thierry Metroz.

Prototype sans lendemain, la SM Tribute reprend les codes du grand tourisme et de son illustre aîné. DS

Maquette sans lendemain, la SM intègre toutefois les codes des prochaines DS, notamment la signature lumineuse que l'on retrouvera sur le crossover électrique révélé d'ici fin 2024. L'habitacle existe, mais en numérique. Il est l'œuvre de Luc Quirin pour le style et de Vincent Lobry pour les couleurs et les matières. Avec sa planche de bord en forme de vague, le dessin des quatre sièges et le choix de matières raffinés, l'intérieur est une évocation sincère de la SM. La technologie nous plonge dans le monde de demain avec la direction steer-by-wire et l'affichage des informations par projection sur une vaste console courbe descendant de la planche au tunnel central. ■ S.R.

Valérie Duponchelle

Le Musée international des arts modestes de Sète propose une passionnante exploration de la peinture commerciale. Beaucoup y retrouveront des souvenirs.

*Les Clowns musiciens - La Diva* (1991), de Bernard Buffet. COLLECTION FONDS DE DOTATION BERNARD BUFFET, PARIS

# Les yeux grands ouverts sur une autre histoire de l'art

Le titre de l'exposition, « BeauBadUgly », ressemble à celui d'un film de Sergio Leone et véhicule ce même mélange d'action, d'humour, de joyeuse transgression qui marque le succès populaire. En prenant le sujet par les cornes, le Musée international des arts modestes de Sète (Hérault) met au défi le public, les bonnes manières et surtout le bon goût pour lui raconter *« une autre histoire de la peinture »*. Celle, commerciale, qui inonde les affiches et les supermarchés, la place du Tertre à Montmartre et les chambres d'ados, les salles d'attente des hôpitaux ou les bureaux des garages. Poulbots du Yougoslave Michel Thomas, né Stanislas Pozar à Zagreb en 1937. Couchers de soleil, dauphins bondissants, chevaux de légende. Créatures érotiques au visage bleu ou vert d'extraterrestres. Paysages rêvés du Californien Thomas Kinkade, exotisme des Highwaymen de Floride ou cosmologie futuriste de BD avec licornes et Saturne… Toutes ces œuvres ont en commun un franc enthousiasme. Disques et souvenirs en témoignent. Et c'est avec sérieux, et un sens approprié du classement, que le Miam de Sète en fait une présentation allègre.

*« Le vent a tourné, l'art aussi »*, annonce, dès 1996 et dès l'entrée du Miam, feu l'ami Ben (1935-2024) de sa calligraphie d'instituteur, ronde et blanche sur le tableau noir. Cette prédiction est à l'image de l'exposition et du lieu : seule la liberté guide nos pas et le plaisir inédit et sans codes qu'elle procure. *« Qui n'a pas regardé avec admiration ou tendresse l'image encadrée d'un enfant qui pleure, d'un poulbot aux joues rouges ou d'un clown de Bernard Buffet ? Pour beaucoup, la peinture, c'est ça. Qui sont ces peintres au succès jamais démenti, pourtant relégués dans l'ombre de l'histoire ? »*, s'interroge ce musée sétois, marginal, niché dans un ancien chai à vins, qui tient de la caverne d'Ali Baba et du petit cirque bouillonnant d'idées.

« BeauBadUgly » est un peu la France d'en bas qui défie, de sa vitalité fringante, la France d'en haut, son élite savante et sa dogma conceptuelle. *« L'autre histoire de la peinture montre les peintures originales de ces artistes à la marge de l'imaginaire et du goût commun qui ont parfois vendu des reproductions de leurs œuvres par milliers au supermarché et dont les posters nous sont familiers. Pour beaucoup, c'est une première exposition en France »*, promeut le Miam. *« Ce panorama de la peinture commerciale, médiatique et populaire »*, est mis en scène par l'artiste et académicien des beaux-arts, Hervé Di Rosa, fort tempérament né en 1959 à Sète et cofondateur du lieu, et Jean-Baptiste Carobolante, né en 1988, professeur en histoire et théorie de l'art à l'École supérieure d'art de Dunkerque. Ce docteur en histoire de l'art *« travaille globalement à une théorie de l'image dans le contexte capitaliste, en faisant notamment entrer des objets obscurs ou délaissés dans l'histoire de l'art pour pouvoir étudier les imaginaires de masse. »* Cette alliance improbable produit une leçon inattendue étonnamment vivante.

Une immense tapisserie de l'Américaine Margaret Keane (1927-2022) fait surgir une horde d'enfants aux grands yeux, de l'infini du monde vers le spectateur (*Tomorrow Forever*, 1963). En 2015, le cinéaste californien Tim Burton raconta dans *Big Eyes* l'histoire de cette femme au foyer dont le deuxième mari, Walter Keane, s'attribua les mérites. Walter Keane qui signait de son nom les œuvres de sa femme, avait réussi à être admis parmi les artistes exposant à la Foire internationale de New York en 1964. La thématique était *« La paix à travers la compréhension »* (*Peace through understanding*). L'œuvre fut sélectionnée pour décorer le Pavillon de l'éducation. Mais un journaliste du *New York Times* demanda sa censure, dénonçant une insulte au bon goût et une faille dans l'organisation de l'événement. D'autres medias s'en mêlèrent et devant la concentration de la critique, l'œuvre ne fut pas exposée. Elle ouvre « BeauBadUgly » à Sète et c'est sa première ! Dans le contexte contemporain du retour à la peinture figurative, elle semble aujourd'hui bien innocente et sensible.

## Changer d'optique

L'exposition, composée malicieusement avec Colette Barbier, ex-directrice de la Fondation Ricard, et la peintre franco-américaine Nina Childress, ne juge pas, mais propose de changer d'optique. De regarder autrement les 316 tableaux de vagues et de mimosa du Napolitain Gabriele Di Matteo (*Le peintre salue la mer*, 2005). De découvrir le portraitiste, né au Kazakhstan et mort en Afrique du Sud, Vladimir Tretchikoff (1913-2006), autodidacte qui fut le premier à vendre ses œuvres dans les supermarchés sous la forme de copies. Au début des années 1950, ses nus érotisés, ses chevaux au galop, ses peintures religieuses, ses portraits au visage bleu, vert ou mauve, ses scènes surréalistes, furent consacrés par une exposition à San Francisco, organisée par le Rosicrucian Egyptian Museum. Sa renommée lui valut clientèle populaire et célébrités. Françoise Hardy posa pour lui en 1968 pour son tableau *Rainy Day*. ■

**« BeauBadUgly - L'autre histoire de la peinture », au Miam de Sète (34), jusqu'au 9 mars 2025. www.miam.org**

# Art Basel Paris : une troisième édition à l'esprit « frenchy »

Béatrice de Rochebouët

Pour son installation au Grand Palais rénové mi-octobre, la foire d'art contemporain impose sa différence, en profitant des atouts de la capitale.

« Oh la la ! », exclamation voulant dire « incroyable, formidable, on y court tout de suite… », voilà le titre - oh combien « frenchy » ! - d'une partie du programme d'Art Basel Paris, pour son édition 2024, du 18 au 20 octobre, dans un Grand Palais que le monde de l'art a hâte de redécouvrir à l'issue de trois ans de travaux, après le public des JO de cet été. L'idée est plutôt judicieuse. *« Elle met sous les feux des projecteurs 31 galeries sur les 195 (soit 41 de plus que l'an dernier), ayant accepté de raccrocher de nouvelles œuvres, les vendredi et samedi de la foire, pour inciter les collectionneurs des journées VIP, les mercredi et jeudi, à revenir et, peut-être acheter à nouveau »*, a expliqué Clément Delépine, directeur d'Art Basel Paris, lors d'une conférence de presse, au Centre Pompidou, où se tient la grande exposition sur le centenaire du surréalisme. Pour donner du piquant à ce secteur, le thème imposé tourne autour de l'amour, l'érotisme, l'héritage du surréalisme ou encore l'identité queer. Un brin aguicheur, mais dans l'ère du temps…

C'est dire à quel point les organisateurs de la puissante foire suisse de Bâle, la numéro un sur le marché de l'art moderne et contemporain, veulent imprimer une touche française à ce troisième round dans la capitale, depuis qu'ils ont évincé sans ménagement la Fiac (foire internationale d'art contemporain), en remportant l'appel d'offres de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, il y a trois ans. Il leur fallait se différencier de la grand-messe de Bâle, lui donner un caractère particulier, lui insuffler cet esprit français si envié à l'international, pour inscrire cette manifestation initialement nommée Paris + by Art Basel et rebaptisée, comme on pouvait s'y attendre Art Basel Paris, dans une stratégie bien ciblée, place par place, lui permettant d'étendre sa marque à un niveau mondial.

Paris ne doit pas ressembler à Hongkong, leader sur le marché asiatique, et Miami. Et encore moins à Bâle, la foire mère des bords du Rhin, dont tous craignent qu'elle pourrait pâtir de la montée en puissance de Paris, avec son installation au Grand Palais, ce lieu magique d'exposition sous sa majestueuse verrière, le rendant unique dans une capitale à l'attrait culturel, muséal, hôtelier, gastronomique et patrimonial incomparable. Entre Bâle et Paris que choisir ? Pour beaucoup d'Américains, le choix était déjà fait en juin, de ne pas aller à Bâle et de privilégier Paris en octobre (*lire nos éditions du 15 juin 2024*). Ils étaient déjà venus en avril à la Biennale de Venise. Deux fois en Europe, c'était trop avant Paris.

## Plus de « hors-les-murs »

Au risque de concurrencer Bâle, la direction d'Art Basel espère bien tirer profit de tous les atouts de Paris, de ses expositions muséales et fondations ambitieuses associées au programme VIP et surtout de ses différents lieux phares, comme pour les JO 2024 qui se sont déployés partout dans la ville. Ouvert à tous, le « hors-les-murs » gagne du terrain. Pas de jardin des Tuileries pour cause de démontage des structures des jeux, mais une liste de nouveaux endroits : les jardins du Palais-Royal, avec une accumulation de rochers de Richard Long, l'Anglais roi du land art (galerie Sperone Westwater), l'hôtel de Sully, avec le sculpteur britannique Lynn Chadwick (nouvel estate décroché par la galerie Perrotin) mis en scène par le curator Matthieu Poirier (remarqué lors de la rétrospective Chu Teh-Chun, à la Fondation Cini à Venise, pendant la dernière Biennale), le parvis de l'Institut de France avec un grand arbre de Niki de Saint Phalle (galerie Mitterrand) ou la cour de l'Hôtel de la Marine, avec une sculpture cinétique de Takis (Almine Rech), l'artiste grec auquel la galerie White Cube consacrera une importante exposition de novembre à janvier, pour le centenaire de sa naissance. La mode et la maison Miu Miu s'invitent au palais d'Iéna, avec la suite de ses films *Tales & Tellers*, sur des destins de femmes. Le suspense demeure pour la place Vendôme, écrin toujours très attendu, où la galerie Gagosian avait présenté Urs Fischer l'an dernier. Art Basel 2024 s'annonce déjà comme un événement marathon qui devrait booster le marché, au ralenti depuis des mois, dans un contexte économique et politique français particulièrement incertain. ■

**www.artbasel.com**

# Spectacle vivant, attention danger !

Ariane Bavelier

Danse, magie, cirque : sur scène, le moindre grain de sable peut gâcher des mois de travail. D'où le besoin pour les artistes de développer une virtuosité particulière de l'attention.

Ça ne pardonne pas, le spectacle vivant. S'il arrive que le spectateur roupille dans son fauteuil, il faut faire attention quand on est sur les planches. Une seconde de distraction et la catastrophe surgit. Tatiana-Mosio Bongonga, funambule, joue autrement avec sa vie. Après avoir parcouru, le 8 juin dernier, 200 mètres sur un fil sans attache et sans filet, à plus de 50 mètres de haut, entre le jardin de l'Écluse et le Stade de France, elle recommence dans le 13e arrondissement de Paris à partir du 20 septembre. Montée au ciel, elle s'arrête, s'assied, monte sur la tête ou glisse en grand écart. Elle épie le vent, celui léger qui fait danser, celui violent qui déséquilibre. Elle n'a pas peur sur son fil, c'est en bas qu'elle tremble. Là-haut, elle vit pleinement chaque seconde, éloignée de toute pensée parasite, au contraire de ce qui se passe lorsqu'elle conduit sa voiture, où elle se met à penser à sa fille, à sa liste de courses, et à un tas de choses qui la rendent plus incertaine au volant que dans les airs.

*« Petite, j'ai vu une femme qui a traversé et tout mon corps s'est dit : "C'est ça, elle heureuse là-haut, et moi en bas qui me sens nulle." Il fallait que je monte. »* À mesure, elle a compris l'attrait impérieux de la vie de funambule : *« Chercher son équilibre, c'est s'adapter à chaque seconde ; trouver des parades pour pouvoir tenir, s'accepter telle qu'on est, se faire confiance pour avancer et - beauté de la chose - être si attentif qu'on devient capable de s'adapter à chaque pas »*, précise-t-elle.

Pour cela, elle tient son balancier devant elle *« comme ma vie entre mes mains »*. Le discours est rodé comme la montée au ciel. Son compagnon et complice dirige la mise en place des cavalettistes qui tendent le fil depuis des cavalettis au sol et restent, eux aussi, attentifs à chacun de ses pas pour ajuster la tension. Tatiana ne se livre pas à des rituels extraordinaires avant d'aborder le vide. *« Juste de la visualisation. Je pense en images et me vois évoluer sur le fil, je me sens entourée des bonnes personnes, j'échange avec les cordistes qui ont aidé à installer le fil. J'éprouve ce moment où je sens que tout le monde a conscience que chacun a bien fait son travail et je monte. »* Là-haut, elle dit se trouver dans un monde méditatif, dans la saveur d'un état d'être : *« Dès qu'il y a une peur, je l'identifie et la détricote pour qu'elle parte. »* Attention de chaque instant et saveur de jouer avec elle. Chaque fois, des spectateurs l'invectivent : comment se permet-elle de risquer sa vie, elle qui est juste mère. *« Il y a une telle focalisation sur la sécurité qu'on en oublie la liberté. La folie est une chose merveilleuse ! »*

La funambule Tatiana-Mosio Bongonga tient son balancier devant elle *« comme (s)a vie entre (s)es mains »*. PIERRE PLANCHENAULT

Selon les scientifiques, l'attention se décompose entre alerte, orientation et contrôle exécutif. Pour le magicien, elle est aussi vitale que pour le fildeferiste, mais elle se construit autrement. L'idée, c'est de contrôler celle du spectateur pour mieux la détourner. Thierry Collet, mentaliste qui tourne cet automne en France et en Belgique avec trois spectacles, la cultive avec un soin particulier : *« La magie, c'est comme un iceberg : il y a le dessus que tout le monde voit, et tout le dessous caché mais beaucoup plus vaste. Il faut être sans cesse en vigilance, maîtriser la salle et ce qui vous entoure dans le détail, ce qui explique que les magiciens ne se produisent guère en plein air. »* L'art est ensuite de capter et d'anticiper ce que voit le spectateur. *« Il faut maîtriser l'endroit où leur regard va se poser. Un magicien pourrait être sourd mais pas aveugle. La magie fonctionne sur les neurones miroirs : quand un spectateur regarde le magicien faire un geste, s'active dans son cerveau la manière dont lui-même fait ce geste. »*

## « Comme de la tauromachie »

L'affaire se corse quand il faut contrôler en même temps l'attention aux spectateurs assis dans la salle et celle des spectateurs qu'on fait venir sur scène. Collet repère les gens à faire venir, fait la part entre le bon client et celui qui le défie et pourrait donner du fil à retordre. *« L'humanité est divisée en deux : ceux qui veulent savoir et ceux qui veulent croire*, dit-il. *Le tour doit être limpide, car les gens vont le raconter. Maîtriser l'attention, c'est aussi maîtriser ce que les gens vont raconter de l'expérience qu'ils ont vécue. »* Gare au magicien qui rate ! *« Un tour, c'est comme de la tauromachie. On excite, on agite le chiffon rouge, on donne l'estocade et si on ne fait pas attention, on se fait encorner*, confie-t-il. *Je me souviens de m'être fait huer. Je voulais faire le tour de la boule qui vole au-dessus d'un foulard, mais avec trois boules. C'est compliqué. Les boules sont reliées aux doigts par des tiges dissimulées derrière le foulard… que j'ai lâché d'une main. Tout le monde a vu. Ça a duré trois secondes, mais l'humiliation était totale. »* Olé !

Même la danse contemporaine, qui semble n'avoir rien à faire avec ces défis dangereux, est une prise de risque. Le chorégraphe Emanuel Gat en a fait l'expérience en juin dernier au Festival de Marseille. Une critique délirante a accueilli la création de *Freedom Sonata*, sa nouvelle pièce, à La Criée. Standing ovation pour cette création osée, qui mêle le second mouvement de la *Sonate n° 32* de Beethoven et *The Life of Pablo*, de Kanye West. L'album entier, sans interruption, du jamais-vu. Emanuel Gat l'a écrit pour fêter ses 30 ans de chorégraphie, avec onze danseurs affûtés six semaines de rang sur cette pièce. L'ambition ? Chorégraphier selon le principe de la sonate : exposition, développement et retour sur l'exposition. En éprouvant ses principes chorégraphiques. *« Je ne crée pas à proprement parler de chorégraphie, mais un système de règles qui permettront aux danseurs de faire surgir différentes matières. Comme quelqu'un qui coderait en informatique. Je donne ces règles aux danseurs et, au soir du spectacle, je disparais, laissant à une danseuse le rôle de maître du jeu sur les planches. »*

Au soir de la première, tout a si bien fonctionné que le public a brisé le quatrième mur et rejoint les danseurs sur scène. Au soir de la seconde, patatras. À la première minute, un danseur a reçu un coup de genou dans la tête, il a disparu en coulisses accompagné d'un autre danseur qui jouait les secouristes. Après passage à l'hôpital, ils sont revenus à la 50e minute. Cinq minutes plus tard, une danseuse se cassait le doigt et s'éclipsait à son tour.

Depuis la régie, Emanuel Gat réglait le ballet des médecins et des ambulances, particulièrement périlleux un soir de Fête de la musique et de match France-Pays-Bas à Marseille. Les danseurs sur scène restaient dans le flou, la maîtresse du jeu perdue elle aussi, d'autant plus que, dans le spectacle, certains doivent recouvrir le sol de dix lés de lino blanc tandis que d'autres continuent à danser. *« Ils n'étaient plus assez nombreux pour la danse, ils ont choisi de s'occuper du lino »*, raconte le chorégraphe, dépité. Presse et coproducteurs internationaux ont vu côté scène des travaux de manutention et, côté salle, des grappes de spectateurs s'échapper vers la sortie, désolés de ne plus être captés par la beauté de la danse. *« Rien à faire : c'est la règle du spectacle vivant »*, confie Emanuel Gat. Qui le choisit, choisit le danger. Et dans la bulle que représente la scène partagée avec d'autres, la prise de décision, dans la seconde où se joue l'interaction avec l'autre, est déterminante. ■

**Tatiana-Mosio Bongonga, à la Coopérative de rue et de cirque (Paris 13e), le 20 septembre, et au Centre culturel d'Houdremont-La Courneuve (93), du 21 septembre au 6 octobre.**
**Thierry Collet à Bourges (18), les 11 et 12 octobre, puis en tournée en France et en Belgique avec trois spectacles.**
**« Freedom Sonata », à Montpellier (34), les 22 et 23 janvier 2025, et au Théâtre de la Ville (Paris 4), du 17 au 21 mars 2025.**

# La botte secrète de Silvio Berlusconi

**Benjamin Puech**

Ce documentaire retrace le destin du sulfureux homme politique, mort en 2023. Et revient aux sources de son succès : la télévision.

De passage à Paris pour convaincre les socialistes d'ouvrir les horizons de la télévision française à son Canale 5, Silvio Berlusconi rencontre François Mitterrand. Peut-on imaginer personnages plus dissemblables ? Un Charentais secret, lecteur de Jacques Chardonne et métaphysicien à ses heures perdues face à un ancien chanteur de croisière, hâbleur et vulgaire. Et pourtant, selon certains témoins de l'époque, le charme a opéré entre ces deux hommes, chez qui seule la rouerie, peut-être, était commune… Le Cavaliere réussit son opération de séduction. Même s'il fallut surtout l'appui de Bettino Craxi, le président du Conseil italien, pour rendre possible le rêve éphémère de La Cinq.

Mais ce n'est pas tant la personnalité de Silvio Berlusconi et sa force de persuasion qu'analyse ce solide documentaire en trois parties, réalisé par l'Italien Simone Manetti. *La Saga Berlusconi* retrace plutôt son empire. Et narre l'histoire d'un conquistador du petit écran devenu un pilier de la vie politique transalpine. Qui, depuis le Palazzo Chigi, à Rome, défendait le libéralisme, la patrie et le respect de l'Église catholique. Lui, l'amateur éclairé de parties fines… Car Silvio Berlusconi, disparu en 2023 à l'âge de 86 ans, savait tout vendre. Et ne savait d'ailleurs faire que cela.

### « La politique comme une campagne marketing »

Il commença par vendre du rêve à deux sous. Après avoir investi dans de complexes immobiliers milanais, à la fin des années 1960, il crée une chaîne de télévision destinée aux habitants de ces quartiers. Puis rachète des canaux régionaux privés, où il casse les codes du petit écran. Aux téléspectateurs, il choisit de donner des jeux et des femmes en tenues légères. Le magnat se flatte de parler le langage de l'homme de la rue. Et de partager ses passions, à savoir le football (il rachète le Milan AC en 1986) et la gent féminine. Le succès est retentissant. La société italienne se modèle sur les émissions trash et colorées, interrompues sans cesse par les publicités, des chaînes du groupe Mediaset.

Quand les embûches juridiques se multiplient et que les dettes s'alourdissent, Berlusconi songe à la politique. La République italienne est alors un champ de ruines. Les partis politiques, quasi tous concernés par des enquêtes anticorruption, n'ont plus de représentants dignes de ce nom. Lorsqu'il fait part de ses ambitions à ses conseillers, ceux-ci le mettent en garde : il faut rester discret. Silvio Berlusconi choisit la stratégie inverse. *« Il a abordé la politique comme une campagne marketing »*, se souvient l'un des présentateurs de l'époque. D'anciens collaborateurs, d'ex-directeurs financiers, des journalistes… Le documentaire, c'est son intérêt, donne la parole à ceux qui ont accompagné ou commenté son ascension. En 1994, des casquettes sont commandées, un compositeur écrit une musique de campagne épique, et Berlusconi se fait blanchir les dents. Il est fin prêt. Face à lui, le communiste Achille Occhetto ne fait pas le poids, avec ses costumes marron et ses idées sombres sur le capitalisme… Le milliardaire peut compter sur son meilleur allié : le petit écran, qu'il connaît comme sa poche. Ses chaînes l'encensent, les autres lui courent après. En 1994, le voilà propulsé président du Conseil. La suite, que n'évoque hélas pas ce documentaire, est connue. Deux présidences, des années sur les bancs du Parlement italien et autant de procès. *La Saga Berlusconi* ressuscite, avec force détails, l'ascension d'un homme d'affaires devenu un homme politique populiste sur le tard. Sans pour autant percer à jour les motivations de ce drôle de personnage. Capable, quelques années avant sa mort, de pousser la chansonnette au Parlement européen pour tenter de dérider un commissaire alors imperturbable. Celui-ci s'appelait Michel Barnier… ■

**Silvio Berlusconi, dans les années 1980.**

ZDF/FREDERIC MEYLAN/SYGMA VIA GETTY/ VIA ARTE

**« La Saga Berlusconi »**
**Disponible sur Arte.tv à partir d'aujourd'hui**
**Notre avis : ●●●○**

# Roberto Alagna, sicilien jusqu'au bout de la voix

**Thierry Hillériteau**

Pour les 40 ans de carrière du ténor, France 4 revient sur son programme de chants italiens traditionnels capté aux arènes de Nîmes en 2009.

Riche saison pour le ténorissime, qui fête en cette rentrée ses 40 ans de carrière. L'occasion pour celui qui a passé l'an dernier le cap de la soixantaine, mais continue de remplir les salles avec son public (comme il le fit cet été aux Chorégies d'Orange pour *Tosca*, avec sa femme, Aleksandra Kurzak), de multiplier les célébrations. Grand concert à la Philharmonie de Paris avec son ami et complice le baryton Ludovic Tézier. Nouvel album chez Aparté, marqué par un éclectisme parfaitement assumé et qui lui ressemble (de Gounod à Wagner, en passant par ces airs populaires composés pour Mario Lanza, qu'il aime tant, comme *Be My Love*, de Brodszky, ou encore le rare compositeur polonais Stanislaw Moniuszko) ! Grand coffret de 33 CD, reprenant les quatorze enregistrements d'opéra intégral réalisés par le chanteur pour Warner Classics, et rappelant quel fabuleux serviteur de l'opéra, tant français qu'italien, il fut tout au long de sa carrière. Sans oublier une grande émission-concert, enregistrée aux Folies-Bergère (toujours avec la complicité de son cher Yvan Cassar), et déjà prévue pour une diffusion en prime time sur France Télévisions le mois prochain.

D'ici là, France 4 et Culturebox ont choisi de revenir sur l'un des projets « crossover » les plus emblématiques de la carrière de Roberto Alagna : son album *Sicilien*. Retour passionné et assumé à ses origines, ce disque, qui reprenait les chansons populaires et traditionnelles italiennes qui bercèrent ses jeunes années d'enfant issu de l'immigration, à Clichy-sous-Bois, s'était vendu il y a quinze ans à plus de 350 000 exemplaires… Et avait fait l'objet de nombreux concerts, de l'Olympia aux arènes de Nîmes.

### Main tendue à tous les publics

C'est dans ces dernières que le présent spectacle fut capté, pendant l'été 2009. Dans un esprit à la fois festif et intimiste, le ténor y conviait le public, grâce au talent d'arrangeur d'Yvan Cassar – à la direction musicale –, à ce qui s'apparentait presque à une réunion de famille…

Assumant jusqu'au bout, et malgré la réticence des puristes, cette main tendue à tous les publics qui, pour certains, fait son charme, pour d'autres, sa faiblesse. *« J'ai toujours déchaîné les passions. Lorsque j'ai commencé à chanter de l'opéra, après des débuts au cabaret, on me traitait de fou. Aujourd'hui, quand je fais un disque de chansons populaires, comme* Sicilien*, les intégristes de l'opéra m'accusent de traîtrise, de faire du "crossover" commercial. Mais je ne mène pas ma carrière : j'ai toujours fonctionné au coup de cœur. En un sens, ce serait plutôt ma carrière qui me mène »*, nous confiait-il alors.

On eut beau lui prédire maintes et maintes fois une fin de carrière prématurée ; que le public du classique se détournerait de lui à cause de ses pas de côté dans le « crossover » ou la comédie musicale ; que la voix ne tarderait pas à lui faire défaut tant il multipliait les prises de risque, quinze ans plus tard, Roberto Alagna n'a rien perdu de cette ambition crâne qui lui permet de marier comme personne le savant et le populaire tout en sachant surprendre son public. Son nouveau disque, qui regorge d'airs et de rôles qu'il n'avait encore jamais enregistrés (de *Simon Boccanegra* à *Lohengrin*), tout en s'offrant le luxe de la redécouverte, en est la preuve une fois encore éloquente. ■

**« Roberto Alagna : Sicilien live »**
**À 21 heures, sur France 4**
**Notre avis : ●●●◐**

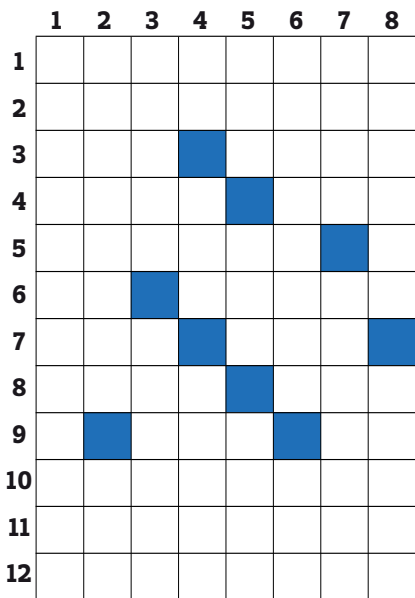
## MOTS CROISÉS

**Par Vincent Labbé**

### PROBLÈME N° 6712

**HORIZONTALEMENT**
**1.** Bâtiment le long de la côte. – **2.** Né d'un bouc et d'une brebis. – **3.** Dément. Au service du culte. – **4.** Veille jalousement sur l'oie. L'an neuf en Asie. – **5.** Courte paille. – **6.** Actif dans l'entreprise. Marguerite à feuilleter. – **7.** Procède par élimination. Ferrat ou Fréhel. – **8.** Mosaïque rouge brisée. Terre de pots rouges. – **9.** Réponse rapide. Règle professionnelle. – **10.** L'un des ancêtres littéraires de Cadichon. – **11.** S'élevait par l'esprit. – **12.** Retraits des parties lésées.

**VERTICALEMENT**
**1.** N'est que pure spéculation. – **2.** Il s'enferme pour prendre l'air. Dura longtemps à Rome. – **3.** Boîte à feu. Passe l'été dans les alpes. – **4.** La langue du Perruquier d'Agen. Point le plus bas. C'est du charabia. – **5.** Fait le job. Un des quatre. Donne un cours. – **6.** Vas souffler fort. Le comble pour un bol. – **7.** Pot d'adieu. Porte un regard compatissant (S'). – **8.** Bas reliefs. N'ont guère d'allure.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | ■ | | | | |
| 4 | | | | | ■ | | | |
| 5 | | | | | | | ■ | |
| 6 | | | ■ | | | | | |
| 7 | | | | ■ | | | | ■ |
| 8 | | | | | ■ | | | |
| 9 | | ■ | | | | ■ | | |
| 10 | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | |

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6711

**HORIZONTALEMENT** **1.** Charisme. – **2.** Révision. – **3.** Ixia. Nus. – **4.** Sas. Ecto. – **5.** Édenté. – **6.** Dé. Écru. – **7.** Écho. ESA. – **8.** Nia. Tsar. – **9.** Émule. Gl. – **10.** Rasières. – **11.** Flet. Ore. – **12.** Sérancer.

**VERTICALEMENT** **1.** Crise de nerfs. – **2.** Hexadécimale. – **3.** Avisé. Hauser. – **4.** Ria. Néo. Lita. – **5.** Is. Etc. Tee. – **6.** Sincères. Roc. – **7.** Moût. Usagère. – **8.** Ensor. Ariser.



## BRIDGE

**Par Philippe Cronier** www.lebridgeur.com

### PROBLÈME N° 3395 : À la rescousse

Nord :
♠ R 8 4
♥ D V 9
♦ A 6 5 3
♣ R 3 2

Sud :
♠ 10 7
♥ A R
♦ R 10 4
♣ A D V 10 9 7

**Contrat :** Sud joue **6 Trèfles**.

**Entame :** 6 de ♥ pour votre As.

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 3394 : Optimal ou « de sécurité »

**Contrat :** Sud joue **3 Sans-Atout**.
**Entame :** Dame de ♠ prise de l'As.

Vous disposez de sept levées certaines. Si vous pouviez réaliser quatre plis à ♦, votre compte serait d'ores et déjà bon. À cet effet, le bon maniement est de ne pas tirer le Roi de ♦ en coup de sonde ! Vous perdriez indûment le cas de la Dame sèche à droite. Il vous faut être au mort et jouer un petit ♦ pour voir ce qu'il se passe : si Est fournit petit, mettez le Valet ; si Est fournit la Dame, prenez-la de l'As, encaissez le Valet et faites l'impasse affichée au 9. Vous réalisez ainsi le maniement optimal pour quatre levées. Toutefois, si vous avez tout misé sur les ♦, c'est que vous avez négligé une chance annexe non négligeable. **Et si la Dame de ♥ était seconde ?** Dans ce cas, vous n'auriez plus besoin que de trois levées de ♦. Il serait alors d'actualité d'effectuer un maniement dit « de sécurité » : **As de ♦ et ♦ en couvrant la carte d'Ouest** (ou en prenant du Roi s'il défausse, avant de continuer d'un petit ♦ du mort). Récapitulons. Après l'entame, encaissez As-Roi de ♥. Si la Dame tombe, maniez les ♦ en sécurité. Si la Dame ne tombe pas, optez pour le maniement optimal (**directement ♦ vers le Valet**).

Nord :
♠ 8 4
♥ A R 4 3
♦ R 9 3 2
♣ A 7 5

Ouest :
♠ D V 10 9 6
♥ 10 7
♦ 10 8 7 6
♣ 8 2

Est :
♠ 7 5 3 2
♥ D 9 8 6
♦ D
♣ R D V 9

Sud :
♠ A R
♥ V 5 2
♦ A V 5 4
♣ 10 6 4 3

**SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT**
RONDE DES MOTS© :
LIGNE 1 : DÉCADE, DÉLACE, MEUBLE, ÉLAGUE, AMICAL, ESSAIM.
LIGNE 2 : ASANAS, ANANAS, BRELAN, GRENER, CACHER, ARNICA.

LE FIGARO TV MAGAZINE — Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

## TF1

### 21.10 Koh-Lanta
Téléréalité

Prés. : Denis Brogniart. 2h30. La tribu maudite. Inédit. Les choses deviennent sérieuses pour les Sabitang et pour les Pitogo, mais aussi pour les malheureux membres de la tribu maudite. En effet, ils se sont tous habitués aux règles et à la possibilité d'être envoyé dans la tribu maudite.

**23.40** Canap 2007. Magazine.

## France 2

### 21.05 Cash investigation
Magazine

Prés. : Elise Lucet. 2h35. McKinsey, une firme au cœur du pouvoir. Inédit. En 2022, en pleine campagne présidentielle, le cabinet de conseil McKinsey s'est retrouvé au centre d'un scandale en raison de ses liens avec le président Emmanuel Macron.

**23.40** Mauvaise langue. Doc.
**00.50** Le jour de ma mort. Téléfilm.

## France 3

### 21.05 La stagiaire
Série. Policière

Fra. 2023. Saison 9. Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel. 2 épisodes. Comment résoudre une enquête sur la mort d'un homme sans identité ? Pour comprendre qui était « Noël », les juges doivent retrouver des éléments de son passé.

**22.45** La stagiaire. Série. Policière. Le temps présent – Cabaret

## À LA DEMANDE

Apple tv+

### La Voix du lac

À Baltimore, dans les années 60, Maddie, une femme au foyer de la bourgeoisie juive, est bouleversée par la mort d'une petite fille lors de la parade de Thanksgiving. Cet événement ébranle les fondations de sa vie bien réglée, qu'elle envoie sur les roses le soir même en claquant la porte du domicile conjugal. Elle se souvient à peine que le jour même, elle a croisé Cléo, une femme noire qui tente de son côté d'échapper aux déterminismes sociaux et à s'émanciper d'une vie toute tracée pour elle. Dans cette adaptation somptueuse du roman à succès de Laura Lippman, Natalie Portman et Moses Ingram sont époustouflantes. Entre réalisme social et onirisme, cette mini-série est une réussite indéniable.

## CANAL+

### 21.00 Football : Ligue des champions
Sport

1re journée : Sporting Club Portugal – Lille. En direct. Pour cette première journée de la nouvelle formule de la Ligue des champions, le LOSC se rend au Portugal pour défier le Sporting CP.

**22.57** Canal Champions Club le debrief. En direct.

## Arte

### 20.55 Mao, l'empereur rouge
Documentaire

All. 2024. Réal. : Annette Baumeister, Paul Wiederhold. 1h45. 2 épisodes. Inédit. En 1949, après la guerre qui l'oppose aux nationalistes du Kuomintang, Mao Zedong s'empare du pouvoir et proclame la République populaire de Chine.

**22.40** Mao, l'empereur rouge. Doc.

## M6

### 21.10 9-1-1
Série. Dramatique

EU. 2024. Saison 7. Avec Angela Bassett, Ryan Guzman. 2 épisodes. Inédit. Maddie et Athena enquêtent de conserve sur l'enlèvement d'une mère et de son enfant, tandis que Hen et Karen en apprennent plus sur l'histoire de la famille de Mara.

**22.45** 9-1-1. Série. Dramatique. 4 ép.

## LE FIGARO TV Île-de-France

**12.00 Points de vue. 18.30 Le Buzz TV.** Jean-Jacques Bourdin, présentateur de la matinale de Sud Radio. Interviewé par Damien Canivez et Sarah Lecœuvre. **19.00 Bienvenue en Île-de-France.**

### 21.00 Métronome

**Série documentaire. Lorànt Deutsch raconte le Paris du IVe siècle à l'an mille. 22.30 Le Club Le Figaro International.** «Koursk, Donbass : où en est la stratégie ukrainienne ?» Philippe Gélie reçoit Michel Goya, historien et expert militaire, Maxime Lefebvre, diplomate, et les journalistes du *Figaro* Isabelle Lasserre et Patrick Saint-Paul.

**Pour regarder le Figaro TV ?**
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247

FROGGIES MEDIA/INDIGÈNES/CARPO 16/2012

## C8

**19.41** Touche pas à mon poste.

### 21.19 Les morfalous
Film. Comédie. Fra. 1984. Réal. : Henri Verneuil. 2h02. Avec Jean-Paul Belmondo, Jacques Villeret. En 1943, lors d'un transfert de lingots d'or en Tunisie par la Légion étrangère, les militaires sont attaqués par les Allemands.

**23.21** Peur sur la ville. Film. Policier. Avec Jean-Paul Belmondo.

## W9

**19.50** Les cinquante. Jeu. Inédit.

### 21.10 Incassable
Film. Thriller. EU. 2000. Réal. : M. Night Shyamalan. 2h00. Avec Bruce Willis. Un homme désabusé, rescapé d'une catastrophe ferroviaire, cherche une réponse à son destin et tente de trouver un sens à son existence.

**23.10** Le bonheur des uns... Film. Comédie. Avec Vincent Cassel.

## TMC

**19.15** Quotidien. Inédit.

### 21.25 90' Enquêtes
Magazine. Prés. : Tatiana Silva. 1h30. Go fast et nouveaux trafics : alerte aux frontières. De Lille jusqu'à la frontière espagnole, une équipe a suivi le travail quotidien des policiers et des douaniers qui tentent d'enrayer le commerce illégal.

**22.55** 90' Enquêtes. Magazine.

## France 5

**20.05** C à vous la suite. Talk-show.

### 21.05 Cuisine vietnamienne : tous les phôs sont au vert
Documentaire. Fra. 2024. Réal. : François Guillaume. 0h50. Inédit. Les qualificatifs ne manquent pas pour décrire la cuisine vietnamienne, pourtant si méconnue.

**21.55** Cuisine indienne : à toutes les sauces ! Documentaire.

## RMC Découverte

**19.55** Wheeler Dealers France. Doc.

### 21.10 Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel
Documentaire. Fra. 2024. 1h25. Parcours piégé. Inédit. En Suisse, Yann et Cyril, des amis de toujours, ont pour mission d'acheminer un transformateur électrique dans une caverne.

**22.35** Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel. Documentaire.

## Histoire TV

**19.55** Mystères d'archives. 2 ép.

### 20.50 Jeunesses hitlériennes, l'endoctrinement d'une nation
Documentaire. Fra. 2017. Réal. : David Korn-Brzoza. 1h50. Après le débarquement en Normandie, la résistance acharnée de la 12e Panzerdivision SS Hitlerjugend.

**22.40** Par la grâce du diable. Documentaire. Réal. : Dominique Maestrati.

## La chaîne météo

ÉPHÉMÉRIDE St-Renaud
Soleil : Lever 07h31 – Coucher 19h58 – Lune croissante

### MATIN

Lille 13 – Amiens 11 – Charleville-Mézières 13 – Metz 12 – Rouen 11 – Caen 13 – Paris 13 – Nancy 11 – Strasbourg 13 – Brest 12 – Rennes 10 – Orléans 12 – Troyes 13 – Belfort 11 – Tours 12 – Bourges 13 – Dijon 12 – Nantes 11 – Poitiers 12 – Limoges 11 – Clermont-Ferrand 11 – Lyon 13 – Grenoble 9 – Bordeaux 12 – Brive-la-Gaillarde 12 – Avignon 15 – Nice 15 – Montpellier 16 – Bayonne 11 – Toulouse 11 – Marseille 16 – Bastia 18 – Perpignan 18 – Ajaccio 17
Vent : 40 km/h – 40 km/h – 10 km/h

### APRÈS-MIDI

Lille 21 – Amiens 21 – Charleville-Mézières 21 – Metz 21 – Rouen 21 – Caen 19 – Paris 21 – Nancy 20 – Strasbourg 19 – Brest 19 – Rennes 21 – Orléans 21 – Troyes 21 – Belfort 17 – Tours 21 – Bourges 21 – Dijon 19 – Nantes 21 – Poitiers 21 – Limoges 19 – Clermont-Ferrand 18 – Lyon 20 – Grenoble 20 – Bordeaux 22 – Brive-la-Gaillarde 21 – Avignon 23 – Nice 23 – Montpellier 25 – Bayonne 20 – Toulouse 21 – Marseille 24 – Bastia 20 – Perpignan 24 – Ajaccio 22
Vent : 50 km/h – 40 km/h – 50 km/h

T (en °c) : <-10 à 0 | 0 à 10 | 10 à 20 | 20 à 30 | 30 à >40

### LE TEMPS AILLEURS...

| Ville | T | Ville | T | Ville | T |
|---|---|---|---|---|---|
| ALGER | 20/25 | AMSTERDAM | 14/20 | ATHÈNES | 19/27 |
| BARCELONE | 18/24 | BELGRADE | 9/19 | BERLIN | 14/25 |
| BERNE | 9/15 | BRUXELLES | 13/20 | BUDAPEST | 10/18 |
| COPENHAGUE | 13/19 | DUBLIN | 9/19 | LISBONNE | 22/31 |
| LONDRES | 10/20 | MADRID | 13/26 | PRAGUE | 14/20 |
| RABAT | 20/23 | ROME | 15/20 | TUNIS | 20/28 |

**MERCREDI** : 14/23 – 14/21 – 12/21 – 13/22 – 12/23 – 16/21
**JEUDI** : 14/23 – 15/23 – 12/21 – 12/22 – 12/25 – 14/23
**VENDREDI** : 13/22 – 14/22 – 11/22 – 12/24 – 14/24 – 15/23



## MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3937

RCI Jeux

ELLE VIENT AVEC L'ÂGE – DRAMATISER – PIERRE FINE – CAPONE INTIME – CONVIÉ – BOUT DE COLÈRE – TROIS VOLETS – PLUTÔT CULOTTÉE – MUSÉE VOUÉ À LA CULTURE ARABE – KINÉ – ANCIEN IMPÔT – CONTINENT TRÈS PEUPLÉ – PAS RATÉ – PRIS PAR LE NEZ – MISE K.-O. – IL DOMINE DANS LE JURA – ARRÊT COLLECTIF DU TRAVAIL – MAUVAIS ACCUEIL – CAMPING SAUVAGE – POLICE FÉDÉRALE – AGACER – RÉUNION FESTIVE – VILLE DE CORRÈZE – GRANDE VRILLE – CHÔMES – ENCHANTEMENTS – CITÉ DE LA CLAIRETTE

ORGANISATION – LE XÉNON – MARQUETERIE – PRÉNOM DE CHANSON – PORTE-BONHEUR – BONNET FÉMININ – DÉMARCHE AUDACIEUSE – CLASSER – VIEIL ÉPERON DE NAVIRE – FILLE D'OURANOS – PALMIPÈDE – BRANCHE PLEINE DE MÛRES – FLEUVE D'AFRIQUE – CUBA – FABRIQUE D'OBJETS FRAGILES – À LUI – FORME LE PRONOMINAL – BOISSONS CHAUDES – ALLONGE LE BRAS – BAIE NIPPONNE – ANCÊTRE AU PÉROU – PRÉFIXE D'ÉGALITÉ – PIÈCE DU CAMBODGE – C'EST UN DÉLIT ! – PÂTÉ DE SOJA – PARLER DE LA HAUTE ÉCOSSE – GREFFE – QUI EXISTE DÈS LA NAISSANCE – NON PLUS – CHAMP DE DUNES – SURFEURS ASSIS – VACHE QUI FUT FEMME – ABÎMÉES PAR LE TEMPS – DÉGOMMÉE – QUI A PERDU DE SON ÉCLAT – *ID EST* EN ABRÉGÉ – GROSSE ARTÈRE – IL RÉPARE UN OUBLI – AJUSTÉ À LA TAILLE – BRISE LE CŒUR – DIALECTE DU SUD DE LA FRANCE – DU SCOTCH À TORONTO – L'ÂME DE *L'HUMANITÉ* – COURS QU'ON PEUT SAUTER... – PAYS DE GENÈVE AUTREFOIS – RECUEIL DE MORCEAUX CHOISIS – SORTE DE FLEUR – SON TAUX EST À SURVEILLER

### SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

P D G VH P H T B M P O V
PLIE ALITEMENT AMATEURISME
ARBALETE OPE ROULIS OPTER
AGOUTIS RAU THE SAPAI
INTOLERABLE APLANI N
GAI MERE OURDIRA C AD
ISAIE PSY EUROPEENNE
CRANS ALPES P CELEE C
ENTERREE EMECHES VII
ASTER ATTENDRIE AFARS

PAR
**Maud Kenigswald**

# Jean-Baptiste de Chatillon, apprenti en chef

Ancien dirigeant de Sanofi, il est devenu directeur général de la fondation catholique Apprentis d'Auteuil. Il œuvre désormais auprès de jeunes en difficulté, auxquels il ne peut s'empêcher de s'identifier.

*« J'ai dîné avec des jeunes apprentis, disputé des parties de football, échangé avec les parents, les éducateurs : cela me paraissait essentiel pour comprendre le bien-fondé de ma mission »,* **se souvient Jean-Baptiste de Chatillon.**

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Depuis avril, Jean-Baptiste de Chatillon sillonne la France à la rencontre de la jeunesse *« décrocheuse »* que les Apprentis d'Auteuil accompagnent. À travers ces poignées de main mal assurées et ces regards fuyants, il se reconnaît. Lui, ce fils d'ingénieur et de mère au foyer, élevé dans une fratrie de cinq et *« abîmé »*.

Petit, le Neuilléen ne trouvait en effet pas sa place : exclu de l'école, envoyé dans un pensionnat de province, il n'aimait rien plus que l'atmosphère feutrée de sa chambre, au creux de laquelle il dévorait des recueils de poésie, à défaut de se plonger dans ses ouvrages scolaires. Déçu de ne pas s'épanouir dans le monde réel, il se complaisait dans un univers imaginaire. Une bulle que Pauline a finalement réussi à percer, à ses 14 ans. L'amour de cette camarade de classe l'a transcendé, *« rendant à la vie »* celui qu'elle épousera. *« Sa bienveillance m'a permis d'acquérir une estime personnelle et l'envie de soulever des montagnes »*, glisse-t-il, le ton désormais posé, confortablement installé dans son bureau dans les locaux historiques de l'organisme, situés rue de la Fontaine, à Auteuil, dans le 16e arrondissement de la capitale. Aujourd'hui âgé de 59 ans, le nouveau directeur général de la fondation catholique créée en 1866 espère provoquer un déclic comparable auprès de ces adolescents.

En seconde au lycée Chaptal à Paris, ce solitaire réservait sa parole à de rares chanceux. Sa professeur de français a cependant perçu son potentiel et lui a demandé de s'asseoir à côté de Pauline. La fille de diplomate brillait par son comportement et l'enseignante croyait que cela stimulerait le flegmatique. La volubile déléguée s'est fixée comme défi de dérider celui qui lui rappelait les vers de Gérard de Nerval, *« le Ténébreux, le Veuf, l'Inconsolé »*. Pari tenu, il lui a déclaré sa flamme à la fin de l'année. Pauline s'envolait alors pour Londres et les deux amis se sont éloignés. Leurs retrouvailles se sont déroulées quatre ans plus tard à Czestochowa, dans la Pologne communiste. La famille de Pauline souhaitait un chaperon pour le voyage qu'elle pensait entreprendre avec une copine, Jean-Baptiste s'est dévoué. Ce pèlerinage les a transformés, scellant simultanément leur rapprochement avec Dieu et leur union.

Marié à 22 ans, il a achevé son master 2 à la faculté Dauphine. Malgré les efforts de sa dulcinée, il manquait toujours de confiance. *« J'ai intégré PSA en présumant que je peinerai à évoluer, entouré de diplômés de prestigieux établissements »*, raconte-t-il. Il a déjoué ses propres pronostics, figurant rapidement parmi les plus jeunes dirigeants du fabricant automobile. Pauline, la contrôleuse en banque, aspirait à s'expatrier : avec leurs trois enfants, ils ont déménagé en Espagne, au Royaume-Uni et en Belgique. Au total, Jean-Baptiste de Chatillon a consacré près de trois décennies à la société qui a depuis fusionné au sein de Stellantis. Arrivé en 1989, il a gravi les échelons jusqu'à rallier le directoire en qualité de directeur financier du groupe en 2012.

> **« En écoutant des a pprentis, j'ai compris que ceux qui avaient bénéficié d'un soutien tenaient à le transmettre aux autres, c'est un cercle vertueux »**
>
> **Jean-Baptiste de Chatillon**
> Directeur général des Apprentis d'Auteuil

En parallèle, le couple s'engage dans sa paroisse, proposant des préparations au mariage et au baptême. Ensemble, ils hébergent en outre des migrants du Jesuit Refugee Service (JRS). Décidément fâché avec l'ennui, Jean-Baptiste de Chatillon s'est lancé dans un brevet d'études agricoles en 2011, avec, en ligne de mire, la reprise de la ferme voisine de sa maison de l'Orne. Il aidait l'exploitant et quand celui-ci lui a annoncé son départ à la retraite, Jean-Baptiste n'a pas hésité. Il lui a succédé afin de perpétuer l'héritage et garder les pieds sur terre. L'activité comble son besoin d'oxygène et l'ancre dans le concret : *« Mon quotidien consistait à effectuer des transactions de millions voire de milliards d'euros, cette opportunité me garantissait de me reconnecter avec la réalité de ce que subissent les éleveurs de la région. »*

En 2018, de peur de *« se scléroser intellectuellement »* à l'issue de trente années dans le même secteur, il a quitté Stellantis pour exercer des responsabilités similaires chez Sanofi. Pendant six ans, il s'est appliqué à doper le budget recherche et développement du laboratoire pharmaceutique. Ainsi, en 2024, lorsque Jean-Marc Sauvé, le président du conseil d'administration des Apprentis d'Auteuil, l'a contacté, il n'envisageait pas encore la suite. *« J'ai ouvert le courriel dans le taxi de retour de Chine et j'ai été assailli de doutes : je me sentais appelé, mais je redoutais mon inaptitude, par méconnaissance du social »*, se souvient-il. Aussi a-t-il naturellement interrogé Pauline. *« Cela m'a semblé une providence, son ancien métier s'avérait particulièrement tourné vers l'argent, et l'occasion se présentait enfin de restituer ce que nous avions reçu, surtout que le poste lui seyait à la perfection, il aime travailler auprès des ados, la formation professionnelle et la pratique manuelle »*, indique sa femme. Pour Jean-Marc Sauvé, le choix s'est d'ailleurs imposé au terme de six mois de prospection : *« Il remplissait l'intégralité des critères et répondait à la polyvalence du rôle, qui exige une excellente gestion, analogue à celle nécessaire pour une grande entreprise, et une remarquable sensibilité à ces thématiques. Au-delà de son impressionnant CV, nous avons retenu son humanité. »*

Rasséréné, le bientôt sexagénaire a amorcé trois mois d'immersion avant sa date officielle d'entrée en fonction, le 1er juillet dernier. Et de lister : *« J'ai dîné avec des jeunes apprentis, disputé des parties de football, échangé avec les parents, les éducateurs : cela me paraissait essentiel pour comprendre le bien-fondé de ma mission. »* Jean-Baptiste de Chatillon remplace dorénavant Nicolas Truelle, également ex-cadre de Sanofi, et veut s'inscrire dans la continuité. *« En écoutant des apprentis durant notre convention de rentrée, j'ai compris que ceux qui avaient bénéficié d'un soutien tenaient à le transmettre aux autres, il s'agit d'un cercle vertueux. »* ■

## UN DERNIER MOT

**Par Étienne de Montety**

### **Bagage** (ba-ga-j') n. m.
**Valise pas toujours diplomatique.**

**La SNCF a pris de nouvelles dispositions pour limiter le nombre et la taille des bagages des voyageurs.**
**Le mot vient de l'ancien français *bagues*, qui désigne les effets qu'on emporte avec soi. Ce sujet des bagages n'est pas une bagatelle. Qui n'a un jour assisté au spectacle de voyageurs lourdement chargés de valises et sacs de toutes sortes?**
**Contrairement à l'expression, dans un train comme ailleurs, difficile de plier ses bagages. On est d'accord que les armes ne sont pas admises dans un train.**
**Mais les autres attributs d'un équipement? Certains ont parfois les yeux plus gros que leurs bras : or, jusqu'ici, l'excédent de bagages n'existait pas dans les trains, même si leur nombre ou leur volume étaient excessifs.**
**Désormais, les voyageurs obtempéreront. Ils devront défaire ou se défaire.**
**Comment cela se fera-t-il?**
**Souhaitons que les bagages à main ne conduisent pas leurs propriétaires à en venir à celles-ci avec les contrôleurs. Tout le monde devra être raisonnable.**
**Ce n'est pas difficile de comprendre ce qui justifie la décision de la compagnie sur ce sujet. Pas besoin d'un solide bagage... ■**